Vol. 3 No. 20 • du 2-8 Décembre 2009

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Le représentant national du parti Fanmi Lavalas, l'ancien Président Jean Bertrand Aristide

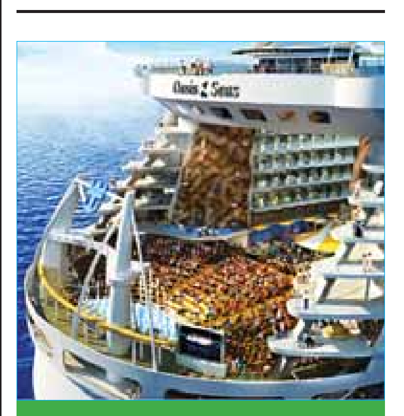


De gauche à droite: Dr. Carlo Alberto Garcia Dominguez, Coordinateur de la Brigade Médicale cubaine en Haiti, Paul Antoine Bien Aimé, ministre de l'Intérieur, Alex Larsen ministre de la Santé et Ricardo Garcia Napoles, l'Ambassadeur de Cuba en Haiti



Oganizasyon popilè yo ap mobilize kont konplo Préval la

Page 6



Haïti, destination touristique

Page 7



Honduras : la grande farce électorale

Page 10



Lynne Stewart en prison: Quand la justice déraille

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

Les coups d'Etat préventifs de Washington

Par Berthony Dupont

Les grandes puissances agissent comme cela leur plaît pour satisfaire leurs propres intérêts et atteindre leurs objectifs, à savoir neutraliser et paralyser toutes les forces progressistes luttant pour un réel changement dans le monde. Auparavant, pour assurer leur hégémonie et celle des classes dominantes des pays du tiers monde qu'elles exploitent encore, elles prônaient sans cesse que la stabilité démocratique devait passer par des élections libres et honnêtes. Les peuples les ont pris au mot.

En effet, lors des élections démocratiques du 16 décembre 1990 en Haiti, les masses haïtiennes ont changé la donne, en accaparant l'arme de la bourgeoisie réactionnaire, que sont les élections. Cette dynamique semble avoir donné lieu à de dramatiques répercussions et même jeté la consternation au sein des puissances tutrices. En Amérique latine, par exemple, la leçon des masses haïtiennes a été tellement bien apprise et avec tellement d'assiduité que les peuples malgré les contraintes, les millions dépensés pour favoriser l'ennemi, les truquages électroniques, utilisent leur bulletin de vote comme arme pour forcer le changement en votant massivement le candidat de leur choix, favorable à leurs revendications: Chávez, Morales, Correa. Cette manière électorale de faire a fait sauter un à un les verrous de l'impérialisme comme vient de l'appliquer à la lettre le peuple uruguayen en élisant comme président le 29 novembre 2009 l'ex- guérillero, José « Pepe » Mujica, co-fondateur des Tupamaros.

Depuis, les pays impérialistes, voyant qu'ils sont en train de perdre du terrain à travers des élections, qu'ils ont eux-mêmes programmées n'ont trouvé d'autre alternative pour barrer les desiderata des masses que d'inventer cette nouvelle formule de coup d'Etat préventif. Ainsi, au Honduras, la façon dont les Etats-Unis ont planifié le coup contre Zelaya et son dénouement par l'organisation des élections du dimanche 29 novembre dernier illustre à la perfection le besoin d'éloigner les masses populaires des joutes électorales. Et c'est pour mieux bafouer la dignité du peuple hondurien et le tourner en dérision que le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour la région Craig Kelly, s'est écrié que : « *personne n'a le droit d'enlever au peuple hondurien le droit de voter, de choisir ses leaders* ». C'est dans ce contexte de mensonge et de honte qu'il faut comprendre la conjoncture politique actuelle en Haiti où le peuple haïtien lui-même a été et est à nouveau exclu du processus électoral.

Il est vrai que Préval n'a jamais cessé de favoriser une politique de dépendance à l'égard de Washington dans l'espoir de gagner de viles faveurs du monarque. Mais il fallait essayer de vider de son contenu ses dernières actions pour voir combien est grande la complicité de la Communauté Internationale dans ses actes. Préval n'est rien d'autre qu'un vil instrument au service des forces étrangères qui occupent le pays dans l'ignoble dessein de perpétuer le coup d'état de 2004. Signalons que le jour même du communiqué du CEP établissant sa forfaiture pour le démantèlement progressif du parti Fanmi Lavalas, le gouvernement français, dans la matinée, délivrait à la police haïtienne un don en équipements, pistolets et munitions. Quel est le message lancé en cette occasion, si ce n'est pour leur dire de se préparer à réprimer le peuple en cas de soulèvement?

Par ailleurs, ces puissants pays capitalistes s'appuient toujours sur des spécialistes de l'apologie, des avocats du colonialisme dont la tâche est de démontrer que les actions des forts sont nobles et justes mais que si les faibles en pâtissent, c'est de leur faute. A ce compte, les déclarations de Michel Forst, le soi-disant expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Haïti, à savoir que le Conseil Electoral Provisoire (CEP) n'a pas exclu illégalement Fanmi Lavalas du processus électoral en dit long. Et pourtant, le président du CEP lui-même, Gaillot Dorsainvil, a affirmé dans sa conférence de presse du jeudi 26 novembre que « *les mêmes causes qui ont empêché Fanmi Lavalas de participer aux élections du 21 juin dernier vont l'empêcher à nouveau de participer aux élections législatives du 28 février prochain* » Quelle aberration !

Nous ne croyons pas que les masses haïtiennes resteront passifs et accepteront ce mépris, face à ce qu'il faut bien appeler la conspiration la plus grave sans doute qu'ait connue le peuple. Il n'a pas lutté et résisté aussi longtemps pour que ses acquis démocratiques soient ainsi foulés aux pieds par l'impérialisme qui voudrait en faire une marchandise à échanger contre de vaines et illusoires promesses. Il faut mettre en échec ce diabolique dessein en commençant par boycotter les élections frauduleuses que préparent Préval et la Communauté Internationale, comme vient de le faire le peuple frère du Honduras!

Au coup d'Etat préventif de Préval et de la Communauté internationale, le peuple doit préparer un boycott populaire curatif.

Gouvernement et l'ANADIPP: échec des négociations

Par Jerson PHILIPPE

Les négociations conduites depuis 3 mois entre l'Association des distributeurs de produits pétroliers (Anadipp) et le gouvernement autour des prix de l'essence ont abouti à un échec. Les distributeurs n'ont pas été satisfaits dans leur revendication, déclare le président de l'Anadipp, Randolph Rameau.

Ce dernier se demande aujourd'hui comment l'Etat après avoir décidé d'une hausse de 24 gourdes sur le prix d'un gallon d'essence peut-il demander aux distributeurs de revendre à 40 gourdes un produit acheté à 39 gourdes. Un responsable du ministère des finances a confié au Journal que le gouvernement de Bellerive serait disposé à poursuivre le dialogue initié sous le gouvernement de Michèle Pierre-Louis avec les responsables de l'association des distributeurs de produits pétroliers (ANADIPP) autour du dossier des marges de profit.



De gauche à droite, les responsables de l'ANADIPP, Max Romain vice-président et Randolph Rameau président. (Photo:Dieu Nalio Chéry/Alertehaïti)

L'ANADIPP avait au début du mois dernier réduit à 8 heures (6 :00 am - 2 :00 pm) et pendant une dizaine de jours le nombre d'heures de travail dans les pompes, en raison des coûts trop élevés de fonctionnement. Les distributeurs n'ont pas été satisfaits dans leur revendication, déclare le président de l'Anadipp, Randolph Rameau. De ce fait, l'ANADIPP devrait bientôt convoquer une assemblée générale pour décider de la nouvelle attitude à adopter.

Haïti: expo tap-tap

Par Jerson PHILIPPE

L'Union nationale des artisans tap-tap haïtiens (UNATH) annonce sa deuxième édition baptisée « Expo-festi-nath » pour les 3 et 4 décembre 2009 au Champ-de-mars. «*Contrairement à la première édition en 2007, nous allons impliquer un large secteur de la vie nationale aux différentes activités afin de faire de la deuxième édition une auréole pour l'artisanat haïtien*», affirme Rico Pierre, conseillé de l'UNATH.

Aujourd'hui, le tap-tap est de plus en plus méprisé par les Haïtiens qui ne l'empruntent que lorsqu'ils sont obligés, alors que, aux yeux des étrangers, il constitue un attrait touristique original. A travers ses activités l'Union nationale des artisans tap-tap haïtien, (UNATH) tente de modifier cette perception négative.

«Cette année, on va réunir les meilleurs artisans de tap-tap du pays. Ce sera également une occasion de relancer le débat autour de la problématique de production nationale dont le tap-tap est un produit, a déclaré M Pierre. Car le président Préval avait fait de cette problématique son cheval de bataille durant la campagne électorale en 2005, jusqu'à présent rien n'est fait» a-t-il fait remarquer.

L'artiste et écrivain Jacques Piard Fatal dit (Bòs Jakòb) estime qu'il faut *à tout prix contribuer à la valorisation de cet héritage culturel, un peu délaissé en Haïti, pourtant apprécié à sa juste valeur par des pays étrangers. Donner une nouvelle image aux tap-tap haïtiens, encadrer et promouvoir le travail des créateurs, professionnels et artisans haïtiens* » conclut Bòs Jakòb.



Le tap-tap est de plus en plus méprisé par les Haïtiens qui ne l'empruntent que lorsqu'ils sont obligés, alors que, aux yeux des étrangers, il constitue un attrait touristique original.

Toutefois, conscient du problème de nuisance sonore auquel certains chauffeurs tap-tap sont associés, l'UNATH demande aux autorités de la police routière d'appliquer des mesures efficaces afin de contraindre les conducteurs à diminuer le volume de leurs appareils. Les responsables de l'UNATH renouvellent leur engagement à apporter leur contribution, à la manière d'autres associations du genre, dans l'amélioration de l'aménagement intérieur des tap-tap afin de mieux desservir la population.

A en croire M. Pierre, le premier tap-tap a été construit en 1933 au garage St- François, rue du Magasin de l'Etat, et il était alors tiré par des chevaux. Mais on devra attendre la fin de 1939 pour voir sortir de ce même garage le tout premier modèle à moteur, baptisé Manman Marie. Ce camion tap-tap a transporté pendant plusieurs années des passagers sur le circuit Port-au-Prince/Petit-Goâve.

Pour la deuxième édition de l'exposition de tap-tap, l'UNATH annonce beaucoup de surprises. Elle invite la population à y prendre part et sollicite le support des institutions haïtiennes et internationales dans leur démarche.

Haïti s'enlise dans l'insécurité alimentaire

Par Yves Pierre-Louis

Depuis après le passage des ouragans dévastateurs de 2008, plus d'un tiers de la population haïtienne est frappé par une insécurité alimentaire chronique. Plus de 197 millions de dollars ont été mis à la disposition du gouvernement de Michèle Duvivier Pierre-Louis pour réparer les dégâts causés par les ouragans et tempêtes tropicales. Cette somme rondelette a été détournée au profit des grands mangeurs du pouvoir et de ses proches, tandis que les victimes continuent de patauger dans la misère.

Les institutions qui s'occupent de l'insécurité alimentaire et de la distribution des aides alimentaires en nourriture se sont dit inquiétées par l'aggravation de la situation de l'insécurité alimentaire à travers le pays. Selon un dernier rapport publié à la fin du mois de novembre 2009 par le Conseil national de la sécurité alimentaire (CSNA) en Haïti, plus d'un Haïtien sur quatre est sous-alimenté, soit environ un million 800 mille personnes.

Le directeur adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM) en Haïti, Benoît Thiry se montre très préoccupé face à la dégradation de la situation de l'insécurité alimentaire dans le pays. *«Une bonne tranche de la population d'Haïti vit dans une situation d'insécurité alimentaire chronique élevée. La situation en Haïti est caractérisée par des carences alimentaires sévères, beaucoup de gens ne mangent que des céréales. La population reste susceptible, au moindre choc, de basculer très rapidement dans une situation catastrophique.»* Indique-t-il.

Les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont les enfants et les femmes vivants en milieu rural. Alors que dans des bidonvilles situés aux environs de la capitale, plus de 31% des ménages sont largement confrontés à l'insécurité alimentaire. Martine Raphaël, nutritionniste du PAM en Haïti, évaluant la situation nutritionnelle du pays déclare: *«C'est une grande partie de la force du travail d'Haïti qui peut-être affectée par cette situation. Une personne se trouvant en situation d'insécurité alimentaire ne fonctionne pas au meilleur de ses capacités et cela a un coût économique élevé pour le pays.»*

Et alors, qu'est-ce qui fragilise l'économie d'Haïti ? Ce sont, depuis les années 80, sous la dictature des Duvalier, les grandes puissances impérialistes notamment les Etats-Unis d'Amérique à travers différents gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays, prônant un modèle d'économie, le libéralisme et le néolibéralisme. Ces modèles d'économie consistent à ouvrir librement le marché national aux produits étrangers et sur le plan politique à limiter les pouvoirs de l'Etat au regard des libertés individuelles. Dans la réalité haïtienne, ces modèles d'économie n'ont fait que détruire la production agricole de l'ensemble du territoire pour conduire à la privatisation des entreprises publiques.

En conséquence, l'application de ces doctrines économiques en Haïti a rendu vulnérable l'économie haïtienne actuelle, multiplié les bidonvilles aux environs de la capitale, renforcé la migration haïtienne vers la République Dominicaine engendrant le phénomène du boat people haïtien vers d'autres pays à la recherche d'un mieux être, *paske lakay pa bon*. Cette politique économique rejetée par plusieurs pays en émergence a conduit Haïti aujourd'hui dans une situation d'insécurité alimentaire chronique, touchant plus d'un tiers de la population, soit plus de 3 millions Haïtiens.

Cette situation de pauvreté absolue peut-elle se résoudre par l'augmentation de l'assistance massive de la communauté internationale pendant un nombre d'années ? La réponse est NON, parce que l'aide alimentaire ne fait qu'appauvrir la population et enrichir les plus riches ici et ailleurs. Le peuple haïtien doit prendre son destin en main, en mobilisant toutes ses énergies en vue de renverser l'ordre des choses, libérer le pays de toutes les forces étrangères et des forces répressives locales, pour la construction d'une nouvelle société politiquement libre, socialement juste et économique prospère, où le travail est véritablement la source de la richesse.

11ème anniversaire :

Fructueuse coopération cubaine à Haïti !



Des membres du gouvernement haïtien : les ministres de la justice, Paul Denis (à gauche), de la santé publique Alex Larsen, des représentants des gouvernements brésilien et vénézuélien, ainsi que des membres de la presse, à Peguy-ville à la résidence privée de l'ambassadeur de Cuba en Haiti

Par Hervé Jean Michel

Le 4 décembre 1998, la République de Cuba a inauguré une collaboration médicale avec Haïti, date qui coïncide avec la célébration de la médecine latinoaméricaine.

Pour célébrer le onzième (11e) anniversaire de cette solidarité cubaine, l'ambassadeur de la République révolutionnaire de Cuba en Haïti, son excellence Ricardo Garcia Nàpoles a reçu en sa résidence privée à Peguy-ville des membres du gouvernement haïtien : les ministres de la justice, Paul Denis, de la santé publique Alex Larsen, des représentants des gouvernements brésilien et vénézuélien, ainsi que des membres de la presse. Dans son discours de circonstance, l'ambassadeur Ricardo a souligné les périlleuses circonstances dans lesquelles les premiers médecins cubains arrivèrent en Haïti. L'ouragan George en ravageant Haïti avait fait beaucoup de dégâts matériels et des pertes en vie humaine, avaient été enregistrées.

« *Le programme intégral de santé s'est renforcé avec l'édification des centres de diagnostic intégral, situés dans chacun des départements, construits avec l'aide financière de la République sœur bolivarienne du Venezuela.* »

L'ambassadeur a aussi fait état du renforcement de la collaboration médicale de Cuba à Haïti dans le domaine de l'ophtalmologie, spécialité médicale qui s'occupe des affections des yeux. Ce programme a vu le jour en 2005, au moment où le coup d'Etat/kidnapping contre le président Aristide s'abattait sur la population marginalisée. L'ambassadeur Ricardo a précisé que c'est grâce à l'initiative du commandant en chef, Fidel Castro, que ce programme spécial a permis à 45.000 Haïtiens de bénéficier des soins ophtalmologiques, dont 1622 voyagèrent à Cuba.

Cette assistance cubaine sur le plan médical ne s'est pas arrêtée en chemin. La contribution cubaine à la formation de médecins haïtiens est très significative. « *Jusqu'à aujourd'hui le nombre de médecins haïtiens gradués à Cuba s'élève à 548, parmi lesquels il faut compter des spécialistes en médecine générale au nombre de 251. Des étudiants au nombre de 168 en ce moment poursuivent des études, 49 autres des spécialités très nécessaires au développement de la médecine haïtienne* ».

L'ambassadeur n'a pas manqué de féliciter chaleureusement tous les collaborateurs, qui de manière satisfaisante, ont permis de fructifier la mission confiée par la direction politique de la Révolution cubaine.

Pour sa part, le Dr. Carlo Alberto Garcia Dominguez, coordonnateur général des brigades cubaines à l'époque, actuellement travaillant au ministère de la santé publique à Cuba, a situé le sens et la profondeur de l'aide médicale cubaine à Haïti renforçant ainsi la prestation de l'ambassadeur Ricardo. Le Dr. Carlo a précisé que c'est le 4 décembre de l'année 1998, qu'arrivèrent en Haïti 15 brigades, donc 574 collaborateurs. Aujourd'hui, ils sont 2888 collaborateurs de la santé dans dix (10) départements. « *Durant 11 années, les collaborateurs cubains sont parvenus à soigner 14.737.405 patients dont 5.757.590 gratuitement, fondamentalement dans des actions de santé dans leurs communautés d'origine. On a assisté à 232.756 interventions chirurgicales desquelles 84.655 sont classées majeures. Nous sommes sûrs que nous aurions pu faire mieux, mais nous sommes convaincus que dans les circonstances actuelles de pleine communication d'excellentes relations, telles que existant avec la direction du Ministère, nous impulserons le meilleur dans le système de santé pour le bien du peuple haïtien* ».

Le drame est que en observant l'aide cubaine à Haïti, pendant ces onze ans, dans ce domaine spécifique, le gouvernement haïtien s'est totalement désintéressé, alors que l'ironie, c'est le gouvernement cubain qui charrie toute une fierté, toute une générosité à aider un peuple frère. Tandis que le gouvernement haïtien devrait célébrer cette date faste, où les masses haïtiennes privées de tout accès aux soins médicaux, allaient recevoir généreusement l'aide cubaine, tout comme celle du Venezuela. Cette aide totalement minimisée par les différents gouvernements haïtiens, depuis le coup d'Etat du 29 février 2004, méprisée, piétinée sous la dictée de l'impérialisme, est pourtant maintenue et renforcée.

Le ministre de la santé publique haïtien qui était présent à cette cérémonie, a souligné l'apport de cette aide cubaine, qu'il a qualifiée d'extraordinaire. « *Je ne cesse jamais de remercier tous les coopérants cubains ici présents en Haïti pour les bienfaits et les contributions apportés à notre pays. Nous devons remercier aussi le président Chavez pour le support à la coopération tripartite Haït- Cuba-Vénézuéla* ».

Si seulement les autorités haïtiennes n'étaient pas tellement inféodées à l'impérialisme, beaucoup plus de progrès aurait été déjà faits dans le pays. Dans le programme d'énergie électrique que le Vénézuéla veut développer en Haïti, tout le monde a compris le silence absolu du gouvernement. La preuve est que, aucune allusion n'a été faite aux usines construites à Carrefour, aux Gonaïves et au Cap-Haïtien. C'est un silence de cimetière qui étonne les Haïtiens, conscients des efforts de Cuba et du Vénézuéla pour aider Haïti à sortir du sous-développement absolu. Alors que les impérialistes, forts de leur domination sur Haïti, renforcent le processus de paupérisation et d'aliénation du peuple

La presse gouvernementale n'a même pas été présente chez l'ambassadeur cubain, à l'occasion de cette célébration. Personne ne peut être dupe des slogans hypocrites du ministre de la santé : **Vive Fidel Castro, Vive Hugo Chavez, Vive la coopération cubano-haïtienne.** Le peuple a compris, même si tout a été fait pour taire ce que les deux Républiques sœurs : Cuba et Vénézuéla réalisent en Haïti. Trop préoccupés à renforcer la domination impérialiste dans le pays, les « dirigeants » oublient que ces types de coopération inconditionnelle, n'exigent rien en retour. Ce sont ces réciprocités Sud-Sud, qui aideront les pays sous-développés, colonisés par surcroît, comme Haïti, à briser le cercle vicieux de leur totale dépendance à l'impérialisme pour construire leur véritable patrie pour la satisfaction des revendications populaires et des besoins nationaux.

Exclusion de la majorité:

Aristide dénonce le complot Préval/CEP !

Par Hervé Jean Michel



Le président du CEP Gaillot Dorsainvil



Le Dr. Maryse Narcisse de Fanmi Lavalas

La décision du CEP, de Gaillot Dorsainvil et du gouvernement Préval/Bellerive, d'exclure Fanmi Lavalas, organisation politique majoritaire du pays, et d'autres formations politiques, accumule des nuages noirs, annonciateurs d'une crise politique véritable.

Le mardi 24 novembre 2009, les nouvelles faisaient état de l'expulsion de Fanmi Lavalas du processus électoral, sous prétexte que la lettre mandatant la coordonnatrice, le Dr. Maryse Narcisse était inauthentique. Le mercredi 25 novembre intervenant au cours d'une interview sur les ondes de la radio Solidarité, le Dr. Jean Bertrand Aristide, représentant national de Fanmi Lavalas a rétabli la vérité des faits. « *Je le confirme et je suis prêt à venir personnellement en Haïti pour confirmer le mandat, réapposant ma signature si cela s'avère nécessaire* ». Sans équivoque la déclaration ne fait aucun doute. Mandat dûment signé a été remis au Dr. Narcisse pour formaliser par devant le CEP les mesures visant à faciliter la participation de Fanmi Lavalas aux prochaines joutes électorales.

Conseillant au gouvernement et au CEP de regarder la réalité en face, d'œuvrer afin que les élections soient inclusives, Aristide a fait appel à la bonne volonté et au sens de responsabilité pour éviter une véritable cassure sociale « *S'ils veulent organiser des élections, je les encourage et je suis prêt à prôner la collaboration, mais s'ils s'enfoncent dans l'organisation d'une sélection comme ce fût le cas en avril et juin derniers, je les encourage à se ressaisir. L'exclusion de la majorité ne peut être que néfaste pour la santé de la démocratie* ».

L'interview accordée par Aristide jette une lumière crue sur la profondeur de la corruption dans ce pays. Elle a démontré que le mensonge, la mauvaise foi et la haine de la minorité nationale liée à l'impérialisme, constituent le mal fondamental dans ce pays. Après cette interview qui a révélé toute la vérité, que pourrait objecter les autorités pour maintenir cette exclusion ? La mauvaise foi, l'arrogance et le mépris, les seuls arguments d'objection pour empêcher la majorité lavalassienne de gagner aux urnes.

Le grand drame dans cette mesure est la persévérance dans le mal. Lorsque le CEP a décidé, sous la conduite de Préval, des politiciens et de l'impérialisme, de réduire la majorité nationale à néant, de persister dans cette attitude jusqu'auboutiste, le peuple majoritaire doit se mobiliser pour une réponse adéquate, à la mesure de l'exclusion. Le CEP a qualifié de décision sans appel, irrévocable, l'exclusion de la majorité nationale et d'autres formations politiques.

Le Rassemblement des Organisations pour le Changement (ROC) dans une conférence de presse organisée le lundi 30 novembre 2009, au local du Bureau des Avocats Internationaux (BAI) a lancé un appel à la mobilisation populaire. ROC s'est dit convaincu que le remède fondamental à cette situation de flagrante violation de la constitution et des droits inaliénables du peuple haïtien est la mobilisation populaire.

« *Nous du Rassemblement des Organisations pour le Changement (ROC), constatons que depuis le 7 février 2006, les masses populaires de tout le pays s'étaient mobilisées pour porter le président Préval au pouvoir pour la transformation de leurs conditions de vie, pour l'avancement de la démocratie et le respect de leurs droits. Depuis son accession au pouvoir, le 14 mai 2006, aucun changement n'a été effectué au niveau de la diplomatie du pays, dans les institutions de l'Etat, dans les délégations et vice-délégations. C'est le projet de domination qui se poursuit dans le cadre du plan néolibéral : privatisation des entreprises publiques, maintien des forces de l'occupation de l'ONU. C'est aussi la perpétuation d'une politique d'exclusion, la vassalisation de la démocratie que le peuple haïtien s'acharne à instaurer* ».

L'Organisation, dans sa détermination de déclencher et de maintenir la mobilisation pour contraindre Préval et le CEP de Gaillot Dorsainvil à abandonner leur décision d'exclusion, a poursuivi : « *Nous du ROC, lançons un message ferme à tous les opportunistes qui feignaient d'être aux côtés du peuple, qui aujourd'hui ont vendu leur conscience pour un poste de sénateur, ou de député, au péril de la lutte populaire. Nous demandons à Fanmi Lavalas de se mobiliser ! Nous demandons au peuple de se mettre debout, pour une mobilisation générale dans tout le pays ; car les forces de la mort doivent annuler leur projet de mort. Si le CEP de Dorsainvil, n'annule pas la décision prise contre la majorité, les masses populaires exigeraient son départ immédiat ainsi que celui de Préval. Donc, il n'y aura pas d'élections les 28 février et 3 mars 2010.* »

Partout c'est l'appel à la mobilisation. Le samedi 28 novembre 2009, le Dr. Maryse Narcisse dans une conférence de presse à Tabarre (Fondation Aristide pour la Démocratie) a lancé un appel à des manifestations pacifiques pour exiger la levée de l'interdiction faite à Fanmi Lavalas de se porter partie prenante aux prochaines élections nationales.

Le CEP de Gaillot Dorsainvil et le gouvernement Préval/Bellerive, en boutant dehors Fanmi Lavalas, obéissent à l'oligarchie haïtienne et à l'impérialisme dans leur démarche de consolider la colonisation pour piller les richesses du pays. L'absolue métamorphose de Préval, élu par la majorité absolue du peuple, métamorphose cautionnant non seulement la mise sous tutelle d'Haïti par une occupation militaire, mais aussi l'exclusion du peuple majoritaire, n'est pas un hasard. De même, toutes les dérives politiques d'aujourd'hui ne sont pas le fruit du hasard. L'impérialisme lutte de toutes ses forces, aidé par les oligarchies locales et les politiciens pour bloquer tout processus démocratique en Haïti et dans l'ensemble des pays périphériques. L'Amérique Latine vit aujourd'hui sous la pression des forces réactionnaires. Tous les peuples qui se sont organisés pour élire des gouvernements démocratiques, sont aujourd'hui menacés par l'arme violente de l'impérialisme. Cependant ces peuples continuent de lutter pour maintenir leur démocratie.

En Haïti, aujourd'hui, l'heure est à la mobilisation pour forcer les institutions ultra-conservatrices de l'Etat, l'oligarchie, les politiciens et les impérialistes à faire marche arrière sur les dernières décisions d'exclusion de la majorité nationale. La constitution et les lois du pays prônent la participation de tous les Haïtiens, qu'ils soient riches ou pauvres, campagnards ou citadins, hommes ou femmes. Donc le peuple doit forcer les autorités d'Haïti à se décrocher des intérêts oligarchiques et impérialistes, afin que ses propres revendications et les besoins de la nation soient respectés.

Les plaintes et pleurnicheries de Micha Gaillard

Par Fanfan Latulipe

«Il faut examiner avec l'attention scientifique de l'entomologiste, les individus qui inventent des prétextes moraux pour entrer, par la porte de la cuisine, dans le camp des ennemis du peuple».
Jacques Roumain

Dans son édition du lundi 23 novembre 2009, *AlterPresse* a publié sous la rubrique « Débat » un article signé de Micha Gaillard et intitulé : *Haïti : Résistance et Dialogue – Dialoguer et Résister*. Le texte m'est parvenu sur la toile grâce à l'amabilité d'un internaute. A chaud, et sur le coup, j'ai écrit les commentaires qui suivent et que par la suite j'ai modifiés pour les adapter à ma rubrique hebdomadaire.

J'ai lu avec attention et intérêt ce qui m'a paru être des «plaintes de Micha Gaillard» non pas au Fort de Joux, mais (au plus) fort d'une déception qui a ses racines dans un manque de principes remontant déjà à quelques années pour avoir joué, comme ses alter ego GNBistes, avec le feu des intrigues déstabilisatrices internationales de concert avec les classes dominantes locales pour se mettre en travers de la volonté populaire. Un proverbe haïtien parle de «*kite kò a pou al kriye nan pye sèkèy la*». C'est ce qu'est en train de faire Gaillard.

A lire ses plaintes et pleurnicheries, on a l'impression que Préval est vraiment aux commandes, que toutes ces acrobaties du Palais ne se font que dans l'intérêt de Préval lui-même, et que «les "*élections-sélections" terminées, une large majorité au Parlement devrait assurer la retraite politique paisible du Président ou lui donner la possibilité d'exercer une forte influence politique en dehors (ou en dedans ?) du pouvoir*» avec éventuellement «*le soutien d'une frange du secteur privé, souchée au palais quelqu'en soit son locataire*». C'est donc Préval qui fait et défait, laisse-t-il à comprendre, alors que Gaillard sait très bien que Préval (*pye sèkèy la*) n'a pas plus de pouvoir qu'un caporal. Il ne fait qu'exécuter les ordres de l'occupant, mieux, les ordres de l'ambassade USA (*kò a*). *Se nan tèt kò a pou Gaillard al kriye.* Mais il n'en a pas le courage. Sa position de classe le lui interdit. Il guérit donc son *bosko* sur Préval, la marionnette aux ordres de Washington.

Et c'est justement là tout le sens du proverbe haïtien. Plutôt que de prendre des positions nationalistes fermes, plutôt que de s'engager (avec les masses populaires) pour une mobilisation manche longue destinée à faire partir l'occupant et minimiser l'influence des forces néocoloniales (*kò a*), Gaillard préfère se lamenter au pied du cercueil, en l'occurrence en prêtant à Préval un machiavélisme dont il n'est capable que parce que l'occupant, les forces néocoloniales le laissent faire, en fait lui disent quoi faire. Il faut être bien naïf ou même politiquement stupide pour croire que tout ce scénario en train de se mettre en place, y compris le renvoi de Pierre-Louis, est tout juste le fait d'un Préval éminemment intelligent et astucieux. Non ! Mille fois non !

Gaillard fait allusion aux «*membres et sympathisants des partis politiques et des organisations de la société civile qui manifestent leur désapprobation par rapport à ce que le Président échafauderait, ne montrent pas encore de signes clairs de rupture avec un système conçu pour davantage satisfaire les intérêts personnels, de clans que ceux de la communauté*». Comment et pourquoi le feraient-ils, n'ayant de conviction que leur portefeuille, leurs propres intérêts personnels, comme Gaillard, comme Préval et ceux de sa clique, leurs intérêts de classe en fait. Mais Gaillard lui-même ne montre pas non plus de signes clairs.

Que ne démissionne-t-il pas comme l'a fait dans le temps un Jacques Roumain ou un Daniel Fignolé pour montrer qu'il désapprouve la monumentale gargotte de Préval ? Mais non, il y a un chèque de coordinateur de commission qu'il ne faut pas perdre. Il ne faut pas contrarier l'AMBASSADE. Et on attend de voir comment va tourner le vent. Bien sûr, Gaillard n'a pas encore été invité au grand bal à *brezo*-tuxedo de Préval (et de l'ambassade USA), on ne lui a pas encore trouvé un profil présidentiel, on ne lui a même pas encore trouvé un strapontin dans les couloirs du ministère, alors il est dépité, il se plaint, il pleurniche, comme un gamin pleurnichotant *pou 10 kòb akasan*.

Quand Gaillard nous raconte que «*cette manœuvre* [de Préval] *risque de compromettre la démocratie et le développement du pays*», il faut lui demander si les classes dominantes (dont il fait partie) ont jamais été intéressées à promouvoir la démocratie et le développement en Haïti, pour un mieux-être des masses, ce depuis 1806. Gaillard pleurniche :« *l'aveuglement ou la politique de l'autruche de la plus grande partie de la communauté internationale paraît déroutant. Cela est plus compréhensible pour elle vu que son personnel est sans arrêt remplacé sur la scène politique. Il ne peut donc comprendre qu'un scenario 'déjà-vu' anti-démocratique, anti-progressiste est en train de se déployer sous ses yeux*».

Comme si ce n'était pas cette communauté de larrons *gòch* qui a l'habitude de créer de tels scénarios 'déjà vus' (l'Iran de Mossadegh, le Chili d'Allende, le Venezuela de Chavez, etc.). Comme si jamais cette communauté de fripons, friponeux, fripouilles, fripouilleux, fripouillons et fripouillonnes avait jamais été intéressée à l'établissement de la démocratie ou du progrès dans les pays qu'ils exploitent de temps immémoriaux. Allez donc demander à Cuba, au Venezuela, au Nicaragua, à la Bolivie, à l'Equateur et plus récemment au Honduras.

L'Uruguay ne vient-il pas de déjouer un coup d'Etat ? Quand la communauté internationale ne fait pas le jeu du clan de Gaillard, elle est aveugle; dans le cas contraire, lors par exemple des pirouettes déstabilisatrices GNBistes de 2002 à 2004, cette communauté qui était alors complice faisait preuve de clairvoyance, entendez, littéralement elle voyait clair.

Gaillard en arrive à se demander: «*Et la nation, le peuple dans tout cela me direz-vous, que deviennent-ils ? Ils risquent tout simplement de passer aux oubliettes*». Oui, Gaillard qui parle du peuple, c'est à se demander s'il n'est pas tombé sur la tête et si on a bien lu. De 1986 à ce jour, quel a été l'itinéraire politique de Gaillard? A-t-il jamais eu des positions claires qui véhiculent les revendications des masses? Car c'est de cela qu'il s'agit. Est-on du côté des masses, de la majorité lorsqu'elle vote, ou ne l'est-on pas ? Pendant les deux années atroces du tandem Latortue/Alexandre, a-t-on jamais entendu Gaillard prendre position pour défendre les laissés-pour-compte des quartiers populaires livrés à la furie de la PNH et de la Minustah? Comme ses coreligionnaires GNBiste Paul Denis, Liliane Pierre-Paul, Evans Paul, il n'a toujours eu que l'obsession d'un seul individu. Les *santi fò* des quartiers de non-droit ? Qu'on leur foute la mitraille ! Un peu de tenue, Gaillard !



Les membres de la commission présidentielle sur la réforme de la justice. (Premier à droite) le coordinateur Micha Gaillard, que ne démissionne-t-il pas comme l'a fait dans le temps un Jacques Roumain ou un Daniel Fignolé pour montrer qu'il désapprouve la monumentale gargotte de Préval ?

Nommé coordinateur d'une commission présidentielle sur la réforme de la justice par le président Préval en février de cette année, commission dont «*le rôle est de mobiliser les ressources, les compétences de ceux et de celles qui veulent apporter leur contribution dans les limites de leurs capacités*», on ne sait à quel *balewouze* se prépare Gaillard pour nettoyer ces écuries d'Augias nauséabondes depuis le ministère de la Justice jusqu'au dernier petit greffier de tribunal.

Préval, Gaillard recommande qu'il «*ne faut pas se croiser les bras. Nous devons résister et dialoguer. Résister au projet du Président Préval et en même temps forcer le dialogue avec son camp*». Voilà, le mot est lâché: «*forcer le dialogue avec son camp*», celui de Gaillard aussi, ma parole ! Car entre gens du même sérail (social, politique), on peut s'entendre pour partager le gâteau sur le dos du...peuple. En d'autres temps, Gaillard avait refusé de dialoguer parce que l'interlocuteur ne représentait pas son camp (social et politique). Gaillard, en bon représentant d'une bourgeoisie fade et incapable craint que les nouvelles recrues après les prochaines élections – des sélections à n'en pas douter – ne marginalisent complètement son clan, sa classe.

Alors, Gaillard *gaye*, il a peur, il bégaye, il pleurniche, il gémit, il salive, il bave. Son appel à la résistance c'est des pets de lapin. La bourgeoisie n'a pas de couilles pour résister. Elle n'en a jamais eu, sauf celles de l'armée ou de mercenaires débarquant un président légitime par la fore brute de leurs armes.

Mais Gaillard doit se rendre à l'évidence que la dite communauté internationale n'a plus que faire de cette bourgeoisie inepte, mendiante, malpropre, apatride et putride qui n'a plus honte de vivre dans une capitale devenue un bac à ordures et de lécher le cul à ceux-là qui pataugent dans la corruption. Elle préfère des subalternes quasiment incultes, totalement aux ordres, aplatis, de vraies punaises qu'elle pourra manipuler à son gré. Et c'est justement cette catégorie de sous-hommes apatrides que lui prépare le *restavèk* Préval pour une tutelle indéfinie du pays. Gaillard se préparerait-il à rejoindre leurs rangs ? Ces homoncules qui n'hésiteront pas à voter une loi (*made in Washington*) faisant d'Haïti un Etat libre-associé. Et c'est pas Gaillard qui viendra crier à l'assassinat de Dessalines. Avec sa classe n'est-il pas un habitué du Pont-Rouge ? Les gens ont la mémoire courte. En effet, lors d'un tout récent entretien avec l'agence Reuters, le chef militaire de la Minustah a eu à déclarer: «*Je ne vois aujourd'hui aucun indicateur qui montre qu'on se dirige vers la fin de la mission*». Ce ne sont pas des paroles en l'air. La désoccupation n'est pas pour demain.

Mais Gaillard incapable de sortir des filets et des ornières de la classe qu'il défend ne voudra jamais faire une alliance, même de circonstance, avec les masses populaires, les étudiants (repentis depuis une amère expérience), les intellectuels honnêtes, les organisations populaires unifiées pou un vrai *koukouwouj* manche longue contre l'occupant jusqu'à son départ.

La bourgeoisie, la macouto-bourgeoisie, n'est nullement intéressée à une telle démarche patriotique, nationaliste de longue haleine. Elle préfère télélanguer avec l'occupant, lui flairer les aisselles *santidou*, cet occupant qui ne lui tire pas dessus là où elle habite, «*là où la poussière ne vous bouscule pas le nez*». Elle préférera pactiser autant que faire se peut avec Préval (*pye sèkèy la*) ou même celui qui viendra après lui, plutôt que d'affronter le taureau occupant, le pouvoir impérial néocolonial (*mò a*) qui avec l'Occident tout entier n'aura jamais pardonné aux masses haïtiennes ni 1804 ni le 16 décembre 1990.

Dans les semaines et mois à venir, il faut s'attendre à lire de telles jérémiades et port-au-princiades dans les colonnes d'une certaine presse. Incapables d'être des nationalistes verticaux, ils sont aussi farouchement réticents à affronter le taureau occupant, ils préfèrent venir pleurnicher dans le gilet de Préval espérant l'amadouer, de façon à ne pas perdre leurs privilèges de classe. Préval est assurément un problème, mais il n'est pas LE problème. Le problème c'est la prétention impérialo-néocoloniale à nous ravir de fait notre indépendance. Elle compte sur des routiers *sanwont* de la politique du *ban m pa m tou*, comme Gaillard, Paul Denis, et sur les valets-punaises que lui prépare Préval pour nous ravir notre souveraineté. Mais, que la Vierge me timène ! Ils ne seront pas six dans les douze. Seules «les *mains magiciennes du peuple*» contribueront, sous un leadership responsable et patriote, à extirper cette verrue putride qui a poussé dans la chair du pays grâce à la malveillance et aux basses combines politichiennes d'un secteur politique égoïste, arrogant, anachronique, lié aux intérêts du grand Satan multiétoilé. Loin de ma pensée des intentions polémiques. Il y a seulement que le dessein pervers du caïman étoilé et de la France revancharde est TOUT, et Préval lui-même n'est RIEN.

Oganizasyon popilè yo ap mobilize kont konplo Préval la



Konferans pou laprès Rasanbleman Oganizasyon pou Chanjman (ROC): Soti agoch pou ale adwat: Jean Baptiste Floreal, Josue Jean ak Daniel Florival

Depi prezidan Préval monte sou pouvwa a 14 me 2006 la, se konplo sou konplo l ap manniganse ak fòs fènwa andedan ak deyò peyi a kont mas pèp la ak òganizasyon Fanmi Lavalas ki genyen kòm lidè Dr. Jean Bertrand Aristide, k ap viv an egzil nan peyi Afrik Disid. Dènye kou ki pou touye koukou a se lè li pase prezidan Konsèy elektoral pwovizwa Gaillot Dorsainvil lòd pou l mete Fanmi Lavalas deyò yon lòt fwa ankò nan eleksyon ki genyen pou fèt 28 fevriye ak 3 mas 2010. Malgre reprezantan nasyonal Fanmi Lavalas la, Dr. Jean Bertrand Aristide konfime manda l te bay Maryse Narcisse ak tout lòt difikilte li genyen pou l retounen nan peyi l, KEP/Preval la pa tande l pa wè li mete Lavalas deyò nan pwosesis elektoral la.

Prezidan Préval ap pran yon seri desizyon gwo ponyèt ki pa kadre ak lalwa pou fè pwojè lanmò li a pase kont pèp la. Oganizasyon konsekan yo di kou sa a pap pase, yo lanse yon apèl bay popilasyon an pou l leve kanpe kont gwo konplo prezidan Preval ak KEP a ap marinen kont mas pèp la.

Se nan sans sa a, plizyè òganizasyon lanse yon mobilizasyon manch long pou yo di: «Pap gen eleksyon san Fanmi Lavalas ». mobilizasyon sa a ap pran tout kalte fòm : konferans pou laprès, sitin, manifestasyon elatriye, pou fòse prezidan Preval ak KEP Dorsainvil la fè bak sou konplo y ap manniganse kont pèp la.

Lendi 30 novanm nan, Rasanbleman Oganizasyon pou Chanjman (ROC) te rele laprès pou l di pèp la pou l kanpe ankwa kont gwo konplo sa a: «Nou menm nan Rasanbleman òganizasyon pou Chanjman (ROC), nou konstate 7 fevriye 2006 mas pèp la nan tout peyi a te mobilize pou mete prezidan René Préval sou pouvwa a pou kondisyon lavi l te ka chanje, pou fè demokrasi a vanse e fè respekte dwa l. Depi prezidan Préval monte sou pouvwa a 14 me 2006, okenn chanjman pa fèt nan diplomasi peyi a, nan direksyon jeneral bwat Leta yo, nan delegasyon ak vis delegasyon yo. Se pwojè dominasyon an k ap kontinye nan aplikasyon politik neyoliberal, privatizasyon antrepriz piblik yo, nan kenbe fòs okipasyon Loni an, nan pratike yon politik desklizyon, nan vasalize demokrasi pèp ayisyen an ap goumen pou tabli nan peyi a.

Nou menm nan ROC, nou konstate, 2 gouvènman ki pase sou prezidan Préval la se bak yo fè peyi a fè, 3 avril 2007, mas pèp la te leve kanpe kont gouvènman Jacques Edouard Alexis a, sou gouvènman madam Michel Duvivier Pierre-Louis a, plis pase 197 milyon dola vèt detounen sou do mas pèp la epi yo fout majorite nasyonal la atravè Fanmi Lavalas deyò nan eleksyon yo.

Direksyon prezidan Préval ak tout gouvènman li yo te pran pou mennen bak peyi a, vin agrave sitiyasyon peyi a chak jou : lavi an vin pi chè, chomaj ap ogmante, mizè a vin pi grav, anplwaye Leta yo viktim, pitit mas pèp la pa ka al lekòl, etidyan yo toujou nan lari, Leta boujwa sa a ki la ap fèmen inivèsite pou louvri komisarya, KEP a fout majorite nasyonal la, Fanmi Lavalas deyò nan eleksyon yo.

Nou menm nan ROC, nou voye yon pinga bay tout abolotyo ki te pran pòz yo bò kote pèp la, jounen jodi a k al vann konsyans yo pou pòs senatè ak depite pou vann lit mas pèp yo. *Nou di Fanmi Lavalas souke kò w. Nou di pèp la leve kanpe nan kad yon mobilizasyon jeneral, nan tout peyi a pou fè fòs fènwa yo fè bak sou pwojè lanmò sa a.* Nou di si KEP-Dorsainvil la pa retounen sou desizyon l te pran kont majorite a ak lòt pati politik yo, pap gen eleksyon 28 fevriye ak 3 mas 2010, mas pèp la ap fòse l ak tout prezidan Préval rache manyòk yo bay tè a blanch.

Pou n fini, ROC ap sèmante 7 fwa 77 fwa 7 fwa pap gen eleksyon 28 fevriye ak 3 mas 2010 san patisipasyon Fanmi Lavalas ak tout lòt pati KEP la mete deyò ilegalman.

Si sa pa fèt majorite nasyonal la pral fè yon sèl ak etidyan yo, anplwaye Leta viktim yo ak mas pèp la pou bay prezidan Préval yon repons kòmsadwa.

«Se pèp ki batay ki dwe gen lavi»

Yves Pierre-Louis

Jounen Refleksyon ROC

Mèkredi 18 novanm lan, nan okazyon komemorasyon 206 lane batay Vètyè a, Rasanbleman òganizasyon pou chanjman (ROC) te òganize yon jounen refleksyon nan lokal Festi, nan Christ-Roi, sou tèm: «Ki wout pou òganizasyon popilè yo pran?» Nan okazyon sa a plizyè santèn manm ROC, ak divès òganizasyon popilè, peyizan te patisipe nan brase lide sa a ki te genyen pou objektif ranfòse kapasite òganizasyon popilè yo nan peyi a.

Plizyè entèvenan te fè yon rale sou kèk sijè avan patisipan yo t al travay an atelye, pou te ede patisipan yo pi byen konprann reyalite sosyal ak politik peyi a.

Pami entèvenan yo te genyen Marc Antoine Maisonneuve ki te pale sou istorik ak pwoblematik òganizasyon popilè yo nan peyi a. Marc Antoine te fè resòti aprè 29 lane diktati kraze zo rejim divalye yo e 23 zan rejim defakto, koudeta sou koudeta ki anpeche pèp la egzèse vrè demokrasi li te goumen pou tabli nan peyi a, se inite nan mitan tout òganizasyon popilè, ki se yon zouti pou fè pèp la vanse pou rive tabli bon jan demokrasi nan peyi a. Daniel Florival bò kote pa l te montre enpòtans Kolektivite Teritoryal yo ak Desantralizasyon an nan kad batay pou devlopman peyi a. Entèvenan an te fè konnen kolektivite yo se zouti politik, sosyal ak ekonomik pou devlope peyi a. Li te fè yon rale sou atik 61 konstitisyon 1987 la ki pale sou kolektivite yo, pouvwa santral ki pase nan tèt peyi a pa janm vle mete yo ansanm pou pran kolektivite yo an men pou fè devlopman peyi a.

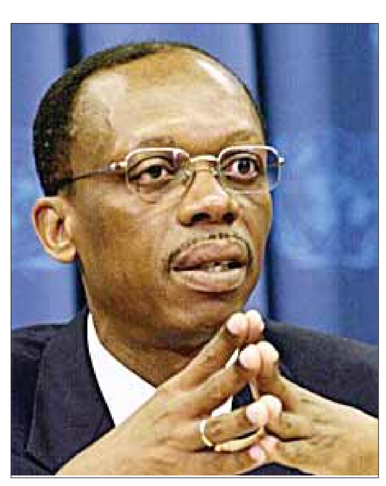
Ernst Laraque te fè yon rale sou ideyoloji òganizasyon yo ta dwe anbrase pou fè lit pèp la vanse. Li te brase lide sou diferant ideyoloji k ap veyikile nan diferan sosyete kouwè ideyoloji dwat, ideyoloji goch elatriye. Nan ideyoloji dwat la, li te defini neyoliberalis la ki fè moun rich yo vin pi rich, pòv yo vin pi pòv nan yon pwosesis de globalizasyon ak mondyalizasyon e kapitalis la ki chita sou eksplwatasyon de lòm sou lòm pou fè plis pwofi chak jou. Tandiske ideyoloji goch la ki manifeste sou plizyè fòm : nasyonalis, popilis, revolisyonè, sosyalis e kominis epi se ideyoloji sa a ki kapab pote bon jan chanjman nan sosyete ayisyèn lan. Ideyoloji sa a ap manifeste bò kote pa nou sou fòm : Tout moun se moun, pou fè respekte dwa tout Ayisyen. Dwa pou yo jwenn manje, edikasyon, lasante, kay pou yo rete ak bon jan kondisyon lavi. Men li te lanse yon mizangad pou l di ideyoloji a se yon koute famasi, genyen moun ki sèvi ak li pou regle zafè pa yo, enterè pèsonèl.

Hervé Jean Michel ki te fè yon entèvansyon sou siyifikasyon batay zansèt nou yo 18 novanm lan e montre kijan pou òganizasyon popilè yo pou fè lit pèp la vanse sou chimen liberasyon l. Li te fè konnen 18 novanm lan se te yon inite pou abouti a 1804 kote esklav yo te di non kont kolonizasyon an ak lesklavaj, non a divizyon, non a esklizyon sosyal. Esklav te fè yon inite pou konstwi yon pwojè sosyete pou retire mas yo nan sistèm esklavajis la. Li ankouraje mas yo jounen jodi a evite chimen divizyon ki se yon pyèj fòs reyaksyonè pare pou nou, konstwi yon inite pou rive kondui mas yo sou wout chanjman an.

Aprè travay an atelye yo kote patisipasyon yo te apwofondi lide yo sou diferan sijè entèvenan yo te debat. Patisipan yo te plede anfavè inite nan mouvman popilè ayisyen pou rive pran kolektivite teritoryal yo pou fè devlopman peyi a e chanje kondisyon lavi mas pèp la.

Yves Pierre-Louis

Pozisyon Aristid sou konjonkti politik la



Ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide

Entèvyou ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide ak Venel Remarais, direktè radyo Solidarite a, 25 novanm pou klarifye kèk pwen sou konjonkti politik la, an Ayiti, sitou aprè Konsèy Elektoral Preval la (KEP) mete deyò nan pwochen eleksyon yo mas popilè yo espesyalman pati Fanmi Lavalas tankou yo te fè l deja an avril 2009

Venel Remarais: Prezidan Aristid Bonswa

Jean Bertrand Aristide: Bonswa Venel e yon gwo bonswa pou tout pèp ayisyen.

VR: Alò nou pral dirèk ave w. Ou okouran Fanmi Lavalas yon fwa ankò, yo rejte l nan kous elektoral la. Fanmi Lavalas dapre Konsèy Elektoral la, li pa abilite avèk 16 lòt pati pou li ale nan eleksyon ki pral fèt 28 fevriye 2010 la. Alò Prezidan Aristide, eske se ou menm ki bay Dr. Maryse Narcisse manda pou li konfime enskripsyon Fanmi Lavalas?

JBA: Wi Venel, se mwen menm ki ekri manda a, siyen manda a, voye manda a pou Dr. Maryse Narcisse reprezante Fanmi Lavalas devan Konsèy Elektoral Pwovizwa.

VR: Ebyen pafè. Te genyen pakèt ajitasyon ki fèt, kòmkwa ta menm genyen kesyon manda ki desène kont sèten pèsonalite pou fo mesaj, kòmkwa manda a ta fo, Maryse Narcisse ta itilize yon fo papye pou al tante enskri Fanmi Lavalas. Donk ou rekonfime se ou menm ki bay Maryse Narcisse manda depoze nan Konsèy Elektoral Pwovizwa a?

JBA: Wi, byen, se mwenmenm, jan mwen te di deja, ki bay manda, e si yo ta vle, mwen ta vini an pèsonn pou siyen yon lòt fwa ankò, mwen pare, sa ta pi bon toujou. (Ri).

VR: Alò, di nou, piske ou genyen nouvèl la yo rejte Fanmi Lavalas, Konsèy Elektoral mete l sou kote yon lòt fwa ankò, ou menm kijan ou entèprete sa ki te fèt la?

JBA: Mwen kwè an 1990 se premye fwa pèp ayisyen te gen chans pou patisipe nan eleksyon lib, onèt e

Ale nan paj 15



Haïti, destination touristique



La Plage Labady dans le nord du pays va recevoir le plus grand paquebot du monde Oasis of the Seas

Par J. Fatal Piard

Le 3 décembre prochain sera le grand redémarrage du mouvement touristique en Haïti. La Plage Labady dans le nord du pays va recevoir le plus grand paquebot du monde *Oasis of the Seas*. Ce bateau de croisière est la dernière création de la technologie maritime. Pour un budget de 900 millions d'euros ce géant de la mer est d'une capacité de 8400 personnes dont 6360 passagers et 2100 membres d'équipage.

Possédant 16 ponts, il mesure 47 mètres de large pour une longueur de 360 mètres. Il faut rappeler que plusieurs autres bateaux de croisière ont déjà fait escale à Labadie. Mais dans le souci majeur de faire le mort sur tout ce qui est positif en terme d'attractions touristiques, personne n'en a jamais pipé mot. Le 14 novembre dernier, au cours d'une réunion tenue à Port- Salut, le Ministre du Touriste y prenait part. Nous avons été étonnés de la crudité avec laquelle Monsieur Patrick Delatour élaborait sur la problématique du secteur touristique

Selon Monsieur Délatour, l'Organisation des Etats Américains, suite à une enquête sur les richesses patrimoniales, les variétés culturelles, les sites historiques, a révélé que le secteur touristique est extrêmement porteur. Selon un rapport publié en 1970 l'OEA a recommandé les gouvernements à investir dans le secteur touristique.

A partir de cette date, la république socialiste de Cuba, prenant en compte le développement humain, a fait construire plus de 15 mille chambres d'hôtel de standard international. Notre voisin le plus proche, la République Dominicaine dispose de plus de 50.000 chambres d'hôtel de standard international. La Jamaïque qui ne dépasse pas le département du Sud en superficie elle en dispose de 32.000. « *Ces données suffisent amplement pour faire ressortir la réticence du secteur dit privé qui n'investit pas suffisamment dans un secteur porteur de touriste. En outre, Haïti a été le premier pays à s'opposer et à mettre en échec le projet colonial des maîtres du monde. Un pays où les élites peuvent décider de rompre un processus démocratique et de le juger trop instable pour être une destination touristique*», a fait savoir monsieur Delatour.

En outre le fait que le maire ne parvient pas à garder la capitale avec un certain niveau de propreté, nous devons tout faire pour éviter les violences politiques en décidant d'exclure des partis sur des bases injustes et non fondées. Nous devons entretenir nos sites touristiques.

Le Ministre a poursuivi pour parler de l'investissement nécessaire afin d'arriver à une mise en place des structures nécessaires pour que le pays parvienne à un développement touristique acceptable. De la façon dont il s'est exprimé, le ministre Delatour a fait ressortir la dimension misérable de ces élites qui n'investissent que dans le chambardement pour aboutir dans le chambardement comme c'est le cas depuis le 29 février 2004.

Cette oligarchie financière n'est pas parvenue à construire plus de 2000 chambres d'hôtel de standard international. Pourtant cette Mafia Anti Lavalas (MAL) trouvera suffisamment de fonds pour financer les actions de subversion. Suite à l'établissement du plan directeur du tourisme, le Ministre Délatour a décidé de mette le cap sur le Sud. En ce sens, le Ministre a annoncé la construction de la route Cayes Jérémie en passant par la côte sud. A cet événement qui attire beaucoup de curieux sont attendus des officiels haïtiens des plus hauts niveaux dont le chef de l'Etat Monsieur René Garcia Préval, le Premier Ministre Jean Max Bellerive.

Le fait que ce paquebot jettera l'encre ne veut pas pour autant dire que tout est fini. Il faut admettre que si Haïti est aussi décriée sur la scène internationale c'est par la faute de ces détracteurs internationaux. L'on se souvient bien de cette batterie de diffamateurs, de calomniateurs, de détracteurs professionnels qui ont fait le tour du monde, versant leur venin sur le pays. Et, le redoutable Lionel Trouillot était du nombre de ces vipères qui s'en allaient de partout cracher leur mépris sur la mémoire de nos ancêtres les preux.

Faire venir l'*Oasis* en Haïti, c'est une chose. Neutraliser la grande capacité de dénigrement des détracteurs qui ont tout fait pour effacer Haïti de la carte touristique du monde, c'est bien autre chose. Autrement *se lave men siye atè nan ma labou*. Je le reprends : si nous voulons qu'Haïti renaisse, faudrait-il bien que ces intellectuels GNB soient mis hors d'état de nuire. Comme les scorpions, ils créent le venin pour détruire leur entourage et eux aussi avec.

L'*Oasis of the Seas* peut bien être une bonne affaire. Il faut bien éviter qu'il échoue sur les récifs des venins des dénigreurs patentés. Pour faire échec au processus de développement durable au bénéfice des couches vulnérables initié par Lavalas, ils ont préféré détruire le pays. Qui ne se souvient du spectacle de chaos organisé par les GNB à l'occasion du Bicentenaire de l'indépendance le premier janvier 2004 ?. Qui nous dit qu'il n'en sera pas de même pour l'*Oasis. Pa bliye GNB se dyab*.

Une croisade évangélique terminée en deuil, 9 morts

Samedi 28 novembre dernier, en fin de journée, dans la localité de Carrefour, sud de Port-Au- Prince, 9 personnes dont 6 femmes et 3 hommes parmi eux deux enfants ont été tuées asphyxiées et piétinées et plusieurs autres blessées lors d'une croisade évangélique qui s'était déroulée au Centre Sportif de Carrefour. L'incident s'était produit quand des gens se précipitaient tous ensemble vers une sortie trop exigue. Ils fuyaient une pluie qui s'abattait en force sur la ville.

Les corps, parmi eux, un père et son enfant de 4 ans ont été tous acheminés à la morgue de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti. « Par la peur d'être mouillés, des gens, tous ensemble, se précipitaient à laisser le local qui abritait plus de 15 mille personnes assistant à la croisade. Ils sont morts sourire aux lèvres, car ils étaient venus pour louer Dieu. C'est quand même ridicule », a déploré le maire de Carrefour, Yvon Gérôme, ajoutant que les funérailles collectives seront organisées pour les 6 victimes par l'administration communale de Carrefour.

Rafles sévères d'haïtiens en République dominicaine

Des sources officielles citées par l'agence espagnole EFE ont annoncé le vendredi 27 novembre dernier le rapatriement par les autorités dominicaines de 80 compatriotes haïtiens vers leur pays d'origine, Haïti. Ces sans papiers haïtiens ont été appréhendés dans la localité de Ciruelitos, près de la ville de Santiago, (nord de la Dominicanie) par la direction de la migration dominicaine. D'autre part, juste la veille, jeudi 26 novembre 2009, 75 compatriotes pour la plupart des femmes et des enfants ont été arrêtés et expulsés en Haïti par les autorités de la migration dominicaine. Nonobstant les efforts des organismes de droits humains et d'un secteur de la presse haïtienne s'évertuant à dénoncer quotidiennement la traite de nos compatriotes en République voisine, l'Etat haïtien, toujours cynique, garde son mutisme. Drôle de façon de mépriser les siens.

Tremblement de terre dans la Grande Anse, 5 blessés

Jeudi 26 novembre dernier, en début de matinée, 5 communes dans le département de la Grande Anse, en occurrence, Baumont, Jérémie, Corail, Pestel et Ducihti avaient subi l'effet d'une secousse sismique dont l'intensité reste indéterminée.

Le Bureau de la Protection Civile dans la Grande Anse a recensé 5 blessés, tous, des élèves à l'intérieur de leur école dans la commune de Baumont qui se précipitaient à vider leur salle de classe. Dans la liste des dégâts, a été aussi dénombrée une maison endommagée avec beaucoup de vaisselles brisées dans la commune de Corail.

Selon le coordonnateur du Bureau de la Protection Civile dans le département, Silvera Guillaume qui n'a pas précisé la magnitude et la durée du tremblement de terre, l'épicentre du séisme serait situé entre les îles Cayemites et Corail.

Par ailleurs, au cours de la journée du jeudi 26 novembre 2009, des élèves du Lycée de Baumont ont gagné les rues pour réclamer aux responsables du Ministère de l'Education Nationale la nomination de nouveaux professeurs devant remplacer les enseignants qui ont quitté la ville.

Jackson Rateau

Un général colombien accrédité ambassadeur en Haïti

Vendredi 27 novembre dernier, au palais national à Port-Au-Prince, le nouvel ambassadeur colombien, le général Mario Montaya Uribe a remis ses lettres de créances au chef de l'Etat haïtien René Garcia Préval. Déterminé à combattre le trafic de la drogue et le terrorisme en Haïti, le diplomate colombien a symbolisé sa présence dans le pays comme l'essence de la coopération entre les deux gouvernements, tout en faisant signifier les deux activités illicites (narcotrafic, terrorisme) comme étant une menace sérieuse pour la région caraïbéenne. Il a aussi informé l'arrivée prochaine de 10 autres policiers qui devront être additionnés aux 27 déjà présents au sein de la force d'occupation onusienne MINUSTAH. C'est encore ça et toujours ça. Tous les pays de la terre exploitent la présence de la MINUSTAH en Haïti pour fouler, piétiner le sol de Dessalines et de surcroît, gagner leur part du butin. Sòt ki bay, enbesil ki pa pran.

Fanmi Lavalas

Une écharde au pied de René Préval et de la communauté internationale

Par Guerby Dujour

Après l'interview de l'ex président Aristide accordée à Radio Solidarité, au rebours de tout ce que l'on pourrait croire, voire penser, Fanmi Lavalas sort renforcé et le président René Préval devient plus impopulaire, plus disgracieux, plus misérable politiquement qu'il l'a toujours été. Ses forfaitures politiques de plus en plus dénoncées par différents secteurs nationaux n'ont aucun avenir. Le processus de duvaliérisation de son régime se heurte à des obstacles sérieux. Quant au synchronisme d'un vaste mouvement de réprobation générale, il s'annonce dangereux. Et le prix à payer pourrait être coûteux. Il suffit d'une analyse très simple des faits pour comprendre que cela va barder.

En effet, le peuple des bidonvilles gardait un profil, jusque là très bas, face à la dérive macoutique de l'administration unité-lespwa, sachant que l'ex-président Aristide était encore de bon commerce avec Mr Préval. Il se gardait de toute hostilité par rapport à celui qu'il avait reconduit au pouvoir pour se venger du coup d'état du 29 février 2004, en dépit de son ingratitude, de ses mépris et de ses coups bas. Maintenant que tout est clair depuis la récente intervention, depuis l'Afrique du Sud, de l'ancien chef d'Etat dans le cadre de l'exclusion de l'organisation Fanmi Lavalas des prochaines compétitions électorales, les masses lavalassiennes ne tarderaient pas, croit-on comprendre, à faire sauter le couvercle de la chaudière bouillante trop longtemps couvée.

La corde qui les avait liées au faux jumeau est enfin coupée. Et toutes les conditions sont réunies pour une révolte vu la dimension de la misère de la population balayée par le plan néolibéral appliqué sans anesthésie par le barbu. La répression dont sont victimes des étudiants contestataires de l'université d'Etat, la mainmise sur l'institution électorale, la liquidation des entreprises publiques dont la Téléco et dont la vente est annoncée, les milliers de gens révoqués de ces dites entreprises qui ne cessent de revendiquer leur dédommagement, sont autant d'étincelles qui peuvent être à l'origine de l'explosion annoncée. Et Préval l'aurait voulu pour son manque de vision politique et son appétit vorace du pouvoir. Si



Le président René Préval devient plus impopulaire, plus disgracieux, plus misérable politiquement qu'il l'a toujours été

l'idée première de René Préval, l'ingrat, l'amnésique, le médiocre, selon les dires d'un ancien ministre du secteur, est de détruire lavalas, ce dernier n'aura pas atteint son objectif puisqu'à chaque fois qu'il frappe, il fait face à un mur.

Quant à sa dernière tentative, elle a connu un échec cuisant. Il en est sorti avec une écharde au cul. L'interview d'Aristide l'a rendu plus mince qu'une feuille de papier. L'ivrogne est devenu encore plus détesté des pauvres qu'auparavant. Le pire est que l'incapacité de Préval à cerner la conjoncture énerve même ses camarades macoutes, gnbistes, qui prévoient des lendemains pas trop beaux pour un homme qui entrait dans le pouvoir avec une côte de popularité très élevée et qui s'est complètement effritée durant ces derniers jours. Tout compte fait, Préval rentrera dans l'histoire face contre terre.

Cependant selon plus d'un, Préval n'est pas le seul à qui l'on doit s'en prendre quand on sait que celui-ci bénéficie d'un support rocambolesque de la part d'une certaine communauté internationale toujours prête à dénoncer les moindres bisbilles des chefs d'Etat de la région. Des expressions telles que: totalitarisme, obscurantisme, despotisme n'en manquent pas pour les acculer voire les coincer. Il faut croire que ces expressions ne valent pas dans le cas de René Préval qui est son laquais, son employé, son minable exécutant d'un criminel plan néolibéral qui terrasse la population haïtienne au point qu'elle se résigne à consommer de la terre cuite pour toute nourriture.

Donc, il s'avère important qu'on commence à dénoncer la complicité de la communauté internationale dans les manoeuvres de Préval pour parvenir à l'instauration d'un caporalisme dans le pays dont les retombées seraient un million de fois plus néfastes que celles d'Idi Amin Dada de l'Ouganda ou d'un Jean Bedel Bokassa du Centre Afrique. Si celle-ci n'avait pas cautionné la récente mascarade d'avril 2009, peut être qu'il [Préval] se garderait de retourner sur les lieux du crime. En clair, la communauté internationale est partie prenante de ce qui se prépare. Selon toute vraisemblance René Préval n'a pas l'étoffe de cette vaste mise en place pour casser et caser tout un pays.

D'ailleurs, la déclaration de Michel Forst, le fameux expert indépendant de nationalité française selon laquelle l'expulsion de Fanmi Lavalas n'a rien d'illégal, ne vient-elle pas vendre la mèche? Ainsi il n'y a aucun doute que la persécution de la France se poursuit contre Aristide à travers Préval et ce depuis le lancement de sa campagne pour la restitution de la dette de l'indépendance. Démarche qui ne saurait aboutir à cause de l'étroitesse d'esprit et l'absence de scrupule des dirigeants qui lui ont succédé de 2004 à nos jours.

Maintenant on comprend mieux pourquoi l'affaire Amaral Duclona fait tant de vagues. L'idée de se voûter jusqu'au sol aux voeux du maître se maintient au nom de la perpétuation du schéma colonial. Par cette déclaration de Michel Forst, la communauté internationale vient de donner carte blanche à René Préval pour un autre coup fourré électoral en règle. Donc c'est en vain que les partis exclus de la course électorale dénoncent la séquestration du CEP par le pouvoir en place. Le chevalier ne fait qu'exécuter l'ordre du roi. Cette formule, déjà vue avec Jean Claude Duvalier maintenu au pouvoir pendant quinze ans au mépris de l'intelligence et de la morale dans la cadre de la lutte contre l'anticommunisme international, n'avait pas servi le pays, mais plutôt les intérêts des puissances régionales. Et il a fallu un 7 févier 1986 pour le renvoyer comme un chien dans un jeu de quilles quand on n'avait plus besoin de lui. Il s'en alla cigarette au bec. Face à ceci l'éminent journaliste Jean Dominique disait avant son exil en 1980: BON APPETIT MESSIEURS. Nous autres, nous disons la même chose aujourd'hui : Bon appétit, Mr Préval.

Le parti UNITÉ c'est quoi ?

Par Mona Peralte

La semaine dernière un parti a pris naissance dans le pays : Unité. Qui est son secrétaire général, où est le siège de ce parti ? Quelle est l'idéologie de ce parti ? C'est la question de plus d'un dans le pays se pose. Et alors, le CEP vient d'avancer jusqu'au 2 décembre la date des inscriptions des candidats du fait que les papiers des candidats du parti Unité ne sont pas tous prêts.

Mais dans le cas du parti Fanmi Lavalas, on se pose la question à savoir pourquoi le Conseil électoral avait-il pris la peine d'inviter par courrier ce parti aux élections? En réalité, cette question mérite une réponse politique. Le problème est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît, et c'est de là qu'est venu le prétexte d'exclusion. A savoir que le mandat n'a pas été validé par une Ambassade ou un Consulat Haïtien. Alors, cette déclaration du CEP nous montre le sinistre de nos dirigeants, car ils savent bien qu'Haiti n'a pas de relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud et aucun diplomate accrédité dans les autres pays n'accepterait de valider le mandat car ce sont toujours les putschistes du coup d'Etat 2004 qui occupent ces postes diplomatiques.

D'ailleurs, il ne nous intéresse pas de commenter sur tout ce qui s'est passé dans la cuisine de Préval pour nous servir tout chaud, tout cuit ce parti Unité, mais dans le cas du parti Union du pasteur Chavannes Jeune, exclu également. Ce dernier a fait savoir *« Préval m'a invité au palais en compagnie des ministres et des parlementaires qui m'ont tous forcé, sans succès bien sûr, à signer une déclaration autorisant le retrait de l'UNCRH de l'Union et ainsi avaliser la forfaiture de l'entrée du parti dans l'INITE »*

Le pasteur Jeune a qualifié Jean Marie Claude Germain, le ministre de l'Environnement de faussaire pour avoir produit un faux sceau du parti (UNCRH) et une fausse adresse. *« J'ai une procédure en cours contre l'intéressé qui devra s'expliquer devant les tribunaux »* a-t-il ajouté.

Par ailleurs, la Plateforme Lespwa de Préval et de Jacques Edouard Alexis a elle aussi été exclue du processus électoral, mais ces messieurs et dames n'ont pas eu la décence de dire que ce n'est pas réellement une exclusion. Il y a seulement eu un changement de nom : Lespwa s'est métamorphosé en l'Unité. Qui veulent-ils encore tromper ? Pour l'histoire, voici la liste des 53 partis et regroupements qui sont autorisés à participer aux législatives.

1. PARTI SOCIALISTE HAITI (PSH)
2. LE NATIONAL
3. PATI POPILE NASYONAL (PPN)
4. UCCADE
5. KONBIT POU REFE HAITI (KPH)
6. OGANIZASYON LAVNI (LAVNI)
7. RESPE
8. PENH
9. ADRENA
10. KONBIT NASYONAL POU DEVLOPMAN HAITI (KNDA)
11. MIDH
12. MSN
13. MODELH-PRDH
14. MNPH
15. MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA NOUVELLE HAITI (MOCRENAH)
16. MOUVEMENT INDEPENDANT POUR LA RECONCILIATION NATIONALE (MIRN)
17. PARTI CAMP PATRIOTIQUE ET L'ALLIANCE HAITIENNE (PACAPALAH)
18. PARTI DEMOCRATIQUE INSTITUTIONNALISTE (PDI)
19. AYITI AN AKSYON (AAA)
20. PARTI LIBERAL REPUBLICAIN-BLOC CENTRISTE (PLRBC)
21. MOUVEMENT ACTION SOCIALISTE (MAS)
22. KONBIT LIBERASYON EKONOMIK (KLE)
23. PARTI D'ENTENTE POPULAIRE (PEP)
24. COALITION REFORMISTE POUR LE DEVELOPPEMENT (CRPD)
25. PARTI AGRICOLE INDUSTRIEL NATIONAL (PAIN)
26. PARTI DES INDUSTRIELS, TRAVAILLEURS, COMMERCANTS ET AGENTS DE DEVELOPPEMENT D'HAITI
27. FRONT POUR LA RECONSTRUCTION NATIONALE (FRN)
28. PARTI SOCIAL RENOVE
29. POU NOU TOUT (PONT)
30. PARTI REFORMISTE NATIONAL (PRN)
31. MOUVEMENT POUR LA RECONSTRUJCTION NATIONALE (MRN)
32. PARTI UNITE NATIONALE (PUN)
33. PARTI ALTERNATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT D'HAITI (PADH)
34. FRONCIPH
35. PARTI NATIONAL DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS (PNDT)
36. MOBILISATION POUR LE PROGRES D'HAITI (MPH)
37. MOUVEMENT DEMOCRATIQUE HAITITEN (MDM)
38. MOUVEMENT DEMOCRATIQUE DE LA JEUNESSE HAITIENNE (MODEJHA)
39. ALTERNATIVE POUR LE PROGRES ET LA DEMOCRATIE (ALTERNATIV)
40. RASANBLE
41. COALITION NATIONALE DU CENTRE DEMOCRATIQUE (CONACED)
42. ACTION DEMOCRATIQUE (AD)
43. SOLIDARITE
44. PLATE-FORME LIBERATION
45. PLATE FORME DES PATRIOTES HAITIENS (PLAPH)
46. VWAZINAJ
47. REPONS PEYIZAN
48. VIV ANSANM
49. INITE
50. RASSEMBLEMENT CITOYEN PATRIOTE (RCP)
51. UNION DES NATIONALISTES PROGRESISTES HAITIENS
52. VEYE YO
53. ANSANM NOU FO

Il est bruit que deux autres partis ont été repêchés par le CEP, il s'agit de KREDO et du MDRH.

The Jean Dominque Murder Investigation:

An Interview with Mario Joseph and Brian Concannon

(The second of three parts)

By Jeb Sprague

We continue this week with Jeb Sprague's 2007 interview with attorneys Mario Joseph and Brian Concannon of the International Lawyers Office (BAI), which helped investigate the April 3, 2000 murder of popular radio journalist Jean Dominique and his radio station's security guard Jean-Claude Louissaint.

Jeb Sprague: *The Fanmi Lavalas legislature had a vote to lift Dany Toussaint's immunity but he entered the chamber with armed supporters. What happened?*

Brian Concannon: In May 2000, a few weeks after Jean Dominique's assassination, Dany Toussaint was elected Senator, which entitled him to parliamentary immunity. Under Haiti's system, Senators cannot be arrested or required to testify unless the Senator himself waives his immunity, or the Senate votes to lift it for the case. Mr. Toussaint had, at times, voluntarily cooperated with the investigation, but he also at times refused to cooperate, so Judge Gassant asked the Senate to lift his immunity. I do not remember the day, but I believe it was after President Aristide's inauguration in 2001, the Senate scheduled a hearing on Judge Gassant's request. I did not have any inside information, but it was generally believed that the Senate would vote to lift the immunity. Many Senators felt that there were good reasons to pursue Senator Toussaint, others felt that it was important for the Senate's reputation that it cooperate as much as possible with such an important investigation. On the day of the hearing, Senator Toussaint entered the Senate Chamber with a large security contingent, all heavily armed. It is illegal to bring any guns into the Senate Chamber. Ordinarily the Parliamentary Security searched everyone coming into the Parliament building and confiscated any weapons. But Senator Toussaint's contingent was too heavily armed for anyone to stand in its way.

Mario Joseph: The clear message was the Haitian proverb: "*The Constitution is paper, bayonets are steel.*" Senator Toussaint communicated that he was willing and able to use illegal armed force to impede the investigation against him. Although I believe the Senators would have liked to vote to lift Senator Toussaint's immunity, they were not willing to die for that vote. They did the most they felt they could do under the circumstances: they did not deny Judge Gassant's request, which would have ended the investigation against Toussaint, but they sent it back to the judge, asking for additional information. This way both the investigation and the Senators remained alive, even if both were reduced in stature. Senator Toussaint's intervention obviously made it look like he had something to hide. I expect the Senate hoped that there would be some outrage, which would change the balance of power and allow a more vigorous pursuit of Senator Toussaint.

JS: *Director Jonathan Demme's film* The Agronomist *does an excellent job at looking at the life of Jean Dominique but toward the film's end it seems to imply that Aristide had a connection or possible motive in regards to Dominique's demise. Throughout Aristide's time in office critics made all kinds of undocumented charges against him. But following Aristide's ouster in 2004, when Haiti was subjected to a human rights nightmare, many of the elite voices that had criticized him fell silent. For example, Demme, who presented a powerful eulogy for Dominique and was a member of the board of the National Coalition for Haitian Rights (NCHR). The NCHR was extremely critical of Aristide, but, after the 2004 coup d'état , ignored much of the interim government-backed violence in Haiti's slums (2004-2006).5 So many poor people were killed during the interim period, as documented by the Miami University, Harvard University, Quixote Center, National Lawyers Guild and* Lancet Medical Journal *reports, but early on NCHR was openly refusing to even enter Haiti's slums to investigate ongoing human rights abuses.6 Did you ever feel that the mobilization for Jean Dominique was hijacked for political purposes?*

BC: I remember seeing an early draft of *The Agronomist* at the Rex Theater in Port-au-Prince, which said a lot about the "official" mobilization for justice for Jean Dominique. The people organizing the screening called and offered me one or two tickets to view the screening. At the time there were other people in the BAI office working on the case, plus we were coordinating with the police officers on the case, as well as the grassroots activists that formed the backbone of any large-scale demonstration for justice for Jean. So I asked if all our collaborators were on the list for tickets, and when I was told they were not, I asked for several more tickets. I was told that tickets were really tight, and was given only a couple more. As the screening day approached, I got calls and emails from acquaintances in Haiti, mostly foreigners working for foreign-funded development NGOs, asking if I was going to the screening. Some even offered me extra tickets. The day of the screening, close to half of the people in the theater were foreigners. I don't believe any were actually working on the case. Most of the remaining audience was relatively wealthy Haitians, many working for foreign-funded NGOs. So there was this film about Jean's life-long struggle against the exclusion of Haiti's poor and against foreign domination, in a nice theater filled with foreigners and wealthy Haitians. The poor sat outside, hoping to earn a few gourdes watching the expensive cars, or by selling a few cokes to the invited guests coming in and out. Another example is the march for justice a few days after Jean Dominique's death. Hundreds of us marched several miles, all the way from Radio Haiti to the National Palace. The march was organized by foreign-funded, middle-class NGOs; I believe a combination of women's organizations and the Platform for Haitian Human Rights Organizations (POHDH). All of these organizations were openly hostile to Lavalas; some of them later joined the Group of 184. But the vast majority of marchers were poor, and members of pro-Lavalas organizations, especially the September 30 Foundation. On the day of the march, there seemed to be a common ground of fighting for justice for Jean. But soon enough, it became clear that the "official" mobilization was being used primarily for political purposes, and the grassroots activists abandoned it. Not coincidentally, the "official" mobilization never again organized a large-scale event; they relied on open letters, press-conferences, movies etc., the types of activities that require money and literacy skills, but not many people.

(To be continued)

After Electoral Council Bars Lavalas Family Party

Aristide Breaks Five-Year Silence to Warn Against "Selections"

By Kim Ives

Calls for a boycott of next February's legislative elections are growing after the Provisional Electoral Council (CEP) on Nov. 25 disqualified former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family (FL), Haiti's largest political party, from fielding candidates.

Outrage has spread even to sectors traditionally hostile to the FL as the CEP established an unusually accelerated electoral schedule and after President René Préval lured dozens of candidates from rival parties to his newly formed Unity party with promises of generous campaign financing and threats of political hardball.

The CEP disqualified 14 of the 69 parties which registered during the week from Nov. 16 to Nov. 23 (The CEP extended the original five-day registration period in the face of widespread outcry.) Among those barred, some without explanation, were the Union party of Pastor Chavannes Jeune and the ESKANP platform, which had been part of the Lespwa (Hope) coalition, Unity's predecessor.

CEP president Gaillot Dorsinvil said that the FL's registration was rejected because the original letter sent by Aristide from exile in South Africa naming Dr. Maryse Narcisse as the party's election representative ("mandataire") "*did not resemble at all*" the letter sent by fax a week earlier to meet the registration deadline. "*It didn't have a stamp or an envelope,*" he said, questioning its *"authenticity.*"

Lawyer Lesly Alphonse, president of the Association of Law Professionals, ridiculed the rejection, saying that questioning the mandate's authenticity had "*no legal basis.*"

"*When the mandate's form is not specifically imposed by the legislation in question, one cannot demand an authenticated mandate,*" he said.

The same day as the CEP's announcement, Aristide took to Haiti's airwaves for the first time since he was overthrown in a Feb. 29, 2004 U.S.-backed coup d'état. "*It was me who wrote the mandate, signed the mandate and sent the mandate,*" Aristide said in a wide-ranging 43 minute interview with Venel Remarais of Port-au-Prince's Radio Solidarité. He compared the exclusion to an "*electoral coup d'état*" and warned that ""*it would be a huge error, after other errors already made in 2004, for us to take the direction of exclusion or 'selections' instead of elections.*"

Aristide criticized Préval only obliquely, stopping short of any direct accusations, and requested a government letter for safe conduct ("*laisser passer*") back to Haiti since "*my diplomatic passport has long since expired.*" Then he said he would come personally before the CEP.

"*If the authorities don't want elections, everyone will see what they want and what they don't want,*" he said. " *I think in 1990 it was the first time the Haitian people had a chance to participate in free, honest and democratic elections. That was on Dec. 16, 1990. If we continue with free, honest and democratic elections, it will be good for the country's political health and can bring stability which can help our economy so we can progress. If we go from coup d'état to coup d'état instead of elections, then we will just keep going from problem to problem.*"

Narcisse engaged in two days of fruitless negotiations with the CEP. "*We presented them with the proof of how the letter was sent by DHL from South Africa to Miami, then brought by courier from Miami to Haiti and then notarized in Haiti,*" Narcisse told *Haïti Liberté. "If that was not enough, what could be better proof than Aristide's intervention on the radio?*"

The CEP is supposed to be politically independent, but even pundits like Marvel Dandin of Radio Kiskeya, a strong supporter of the 2004 coup, have begun to question the CEP's "*credibility*" and the viability of February's elections. "*The general impression at this time is that the President controls the CEP,*" Dandin said in a Nov. 30 editorial. "*Perception or reality?*" he rhetorically asked, quickly responding that it didn't really matter since "*in politics, perception counts as much as, if not more than, reality.*"

Indeed, Préval has arbitrarily devised an unconstitutional formula where vaguely defined and easily manipulated "sectors" of Haitian society nominate two representatives, one of whom Préval selects to sit on the nine-member CEP. The last CEP, formed in 2006, had representatives from the Protestants (Cultes Reformés), Catholics, Episcopalians, Handicapped, Unions, Conference of Political Parties (Social Democrats), Convention of Political Parties (Conservatives), Women, and Popular Organizations. That CEP also barred the FL from running in the April and June 2009 partial Senate elections, prompting a nationwide boycott that made participation "*between 2% and 3%,*" according to the National Council of Electoral Observation (CNO).

The latest CEP, formed in October, keeps the very same representatives for five sectors: Protestants, Episcopalians, Handicapped, Unions, and Women. The Popular Organizations sector, whose representative Rodol Pierre was a fierce critic within the last CEP, was removed and replaced, with appropriate demagogy, by a Vodou sector. The political parties now have only one representative instead of two, with the ninth seat going to the Federations of ASECs and CASECs, local community councils.

While hand-picking the new CEP, Préval was also hastily assembling his new party, Unity. The party wooed candidates from both the center and right like the social democratic Fusion, Alliance, Mirlène Manigat's Assembly of National Progressive Democrats (RDNP), MOCHRENA the Struggling People's Organization (OPL), and Chavannes Jeune's Union. Jeune accused another Union leader, Jean Marie Claude Germain, who is also Préval's Environment Minister, of making a false party seal to forge documents adhering Union to the Unity alliance. This fraud is why, Jeune claims, Union is barred from running its own candidates.

Even Marie-Denise Claude, the daughter of the late firebrand pastor Sylvio Claude (who was killed in the 1991 coup) deserted the Social Christian Party of Haiti (PSCH), which she headed and her father founded, to try for a West Department Senate seat under the Unity banner.

But Préval's main political prizes come from the Lavalas Family. A number of secondary and regional FL leaders were brought into Lespwa and "won" Senate seats during the 2009 elections, including Milot's Moïse Jean-Charles and Cité Soleil's John Joel Joseph. The most recent defection, this time to Unity, is that of Nahoum Marcellus, who was the FL's strongest leader in Cap Haïtien. He will run for a North Senate seat, while former Lavalas deputy Saurel François and Lavalas base group leaders like Printemps Bélizaire and Job Glorius will run for three of the 99 Deputy seats up for grabs.

Meanwhile, the OPL, Fusion and Evens Paul's KID have formed their own electoral coalition: Alternative.

Surprisingly few candidates have actually registered during the Nov. 25 to Dec. 2 candidate registration period, which was extended 48 hours. For example, only 19 candidates, eight of them from Unity, were registered for West Department races at press time. Some of this may have to do with the 17 documents candidates must gather to register, or the 50,000 gourdes ($1,242) fee for would-be deputies and 100,000 gourdes ($2,484) for would-be senators.

All of this has the makings of a fiasco, and the United Nations occupation force smells trouble. The U.N. Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) took the unusual step of issuing a statement urging the CEP to provide "*solid justifications*" for disqualifying parties and to display "*a spirit of equity, openness, and transparency so that the elections can be as inclusive as possible.*"

The CNO expressed its misgivings about the elections, noting for example that the registering of parties and candidates is happening in two weeks rather than the nine weeks normally allotted. The CNO also said that the exclusion of parties like the FL was "*outside of transparent modalities and of all acceptable public justification.*"

Other criticism is more pointed. "*We must block the road for the macabre strategy of the head of state,*" said Deputy Jean David Genesté on a Nov. 27 radio show. He said that Préval wants to get a Parliamentary majority so he can change the Constitution and put in place a powerful Constitutional Council.

Meanwhile, popular organizations have called for mobilization and threatened a boycott. On Nov. 30, the Assembly of Organizations for Change (ROC) held a press conference which accused Préval's government of "*perpetuating a policy of exclusion and subjugating the democracy that the Haitian people are bent on creating.*" ROC condemned "*all the opportunists who pretended to be with the people but who now have sold their conscience for a post of senator or deputy at the peril of popular struggle.*"

"*We call on Lavalas to mobilize,*" ROC concluded. "*We call on people around the country to mobilize so that the forces of death have to cancel their death plans. If Dorsinvil's CEP does not reverse this decision against the majority, the masses should demand his immediate resignation and that of Préval and there will be no elections on February 28 and March 3, 2010.*"

In his most pointed remarks, Aristide compared Préval's efforts to supplant the Lavalas Family with Unity to dictator Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier's ill-fated attempt to artificially spawn a political movement with his National Committee for Jean-Claudist Action or CONAJEC in the early 1980s.

"*If we analyze it, we can say that Lespwa has done zero, because it hasn't delivered*" Aristide said. "*The maneuver of assembling x and y to make the Unity platform is a kind of CONAJEC, like Jean-Claude tried to do. But it won't lead anywhere.*"



HONDURAS : LA GRANDE FARCE ÉLECTORALE

Par Jérôme DUVAL *

«La charte de ce tribunal est une mise en garde pour l'avenir, je le dis bien, une mise en garde adressée aux dictateurs et aux tyrans de demain qui usurperaient le pouvoir, et qui, […] s'ils salissaient le caractère sacré de l'homme dans leur propre pays, le feraient à leurs risques et périls, car ils s'exposeraient au glaive de la loi internationale des hommes. »

Sir Hartley Shawcross, chef de l'accusation britannique à Nuremberg, 1949. Cité dans John Dinges, Les Années Condor, La Découverte, 2008, p.35.

Près de cinq mois de dictature au Honduras, des putschistes déterminés à garder le pouvoir, un président légitime retenu prisonnier par l'armée dans l'ambassade du Brésil depuis le 21 septembre et une résistance qui ne faiblit pas. Force est de constater que les événements survenus au Honduras, deuxième pays le plus pauvre d'Amérique centrale après Haïti, marqueront le pays ne serait-ce par la longévité de la lutte. C'est en effet le mouvement de protestation pacifique le plus long de l'histoire du Honduras, allant jusqu'à dépasser l'énorme grève de 1954. Cette année 1954, entre le premier mai et le 10 juillet, un mouvement social sans précédent surgit dans les plantations de bananes, en premier lieu, celle aux mains de la United Fruit Company (aujourd'hui Chiquita Brands). Ces milliers de travailleurs luttaient pour définir un nouveau code du travail, un système de sécurité sociale et une réforme agraire, revendications qui seront obtenues plus tard sous le mandat du président Ramón Villeda Morales (1957-1963).

Le projet politique porté par le mouvement historique actuel est encore plus ambitieux : il s'agit, au-delà du retour du président Manuel Zelaya au pouvoir, d'appeler à l'élection d'une Assemblée constituante, autrement dit à une refonte structurelle de l'Etat par les citoyens, comme cela a été obtenu au Venezuela, en Equateur et en Bolivie avec plus ou moins de difficultés. Ce n'est donc pas une mince affaire… Comme le souligne Rafael Alegria, du mouvement Via Campesina, alors que l'on écrivait l'histoire du Honduras avant et après la grève des travailleurs de 1954, on devra désormais compter avec une nouvelle nation hondurienne après le 28 juin 2009, date à laquelle fut capturé et jeté hors du pays par un coup d'Etat militaire le président Zelaya.

Alors que le peuple hondurien en est à plus de cinq mois de résistance, les violations du droit tant national qu'international se multiplient. Lors d'une manifestation de solidarité devant le Parlement Européen de Bruxelles, Luis Guillermo Perez, secrétaire général de la FIDH, affirmait que le Honduras commettait un crime de persécution politique perpétré par les différents responsables du coup d'Etat (dont la Cour Suprême de Justice et le Procureur général), qui relève de la Cour Pénale Internationale |1| Mais cela ne semble pas troubler outre mesure le gouvernement dictatorial de Micheletti qui semble déterminé à ne rien céder de son projet machiavélique : faire en sorte, si possible sous l'organisation d'élections reconnues, que le projet politique de Manuel Zelaya soit écarté définitivement. Ce projet, centré autour de la question de l'élection d'une assemblée constituante est devenu le mot d'ordre prioritaire d'une résistance héroïque qui, malgré la répression continue, reste déterminée.

Promesse tenue d'un retour tant attendu

Lundi 21 septembre 2009, le président légitime du Honduras Manuel Zelaya, en exil depuis le coup d'État perpétré le 28 juin dernier par l'oligarchie, entre, au péril de sa vie, dans la capitale de son pays, militarisé par la sanglante dictature. Dans un premier temps Micheletti dément l'information affirmant qu'il s'agit d'une « *guerre médiatique menée par un canal de télévision et une radio donnant quotidiennement de fausses informations visant à intimider et perturber la population* ». (Il fait ici clairement référence à Canal 36 et Radio Globo, rares médias à informer en direct de la résistance populaire depuis la rue). La nouvelle est pourtant aussitôt confirmée par Patricia Rodas, ministre des affaires extérieures en exil, Álvaro Colom, le président du Guatemala et l'ambassade du Brésil. L'arrivée surprise du président réjouit le peuple en lutte, l'information se propage très vite et la population en résistance, si elle n'y était pas déjà, descend dans la rue.

Après s'être dirigée vers le siège des Nations Unies de Tegucigalpa où elle pensait trouver Manuel Zelaya, la foule s'oriente très vite vers l'ambassade du Brésil où il s'était finalement réfugié. Manuel Zelaya salue devant l'ambassade la résistance qui dure alors depuis 86 jours et remercie chaleureusement les quelques 5000 personnes présentes. « *Je suis ici pour répondre a l'exigence du peuple, et en fonction des résolutions internationales, de l'OEA, du SICA, de l'ALBA, de CARICOM, UNASUR, etc.. pour rétablir la démocratie* » déclare t-il à Telesur |2|. Alors qu'un hélicoptère survole la zone où continue d'affluer la population, le gouvernement putschiste de Micheletti, ne pouvant pas masquer la vérité plus longtemps décrète immédiatement un couvre feu dès seize heure jusqu'à sept heure le lendemain (celui-ci sera reconduit jour après jour |3|). Suite à l'annonce de l'Organisation des États Américains (OEA) d'envoyer une délégation à Tegucigalpa, Micheletti annonce la fermeture des aéroports dès le lendemain mardi et le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, ne pourra voyager le 22 septembre au Honduras comme il l'avait prévu. Les frontières terrestres, sont, elles aussi fermées. Pendant ce temps, l'OEA décide d'une réunion extraordinaire à Washington. Celle ci révèle une divergence d'opinion sur les accords dits de San José impliquant une négociation avec les putschistes, leur impunité au sein d'un gouvernement de transition et l'interdiction de tout projet visant une assemblée nationale constituante. De son côté, Micheletti fait une déclaration surréaliste afin de réitérer la supposée illégalité de Zelaya à gouverner. Le dictateur affirme vouloir le juger pour ses violations constitutionnelles et demande au Brésil de respecter l'ordre d'arrestation émis par la Cour Suprême et de le livrer à la « justice ». |4|

Les coupures d'électricité empêchent Canal 36, connu sous le nom de Cholusat Sur, d'émettre. Radio Globo parvient à émettre depuis un autre lieu, puis uniquement sur internet : son local n'a plus d'énergie. Le secteur de l'ambassade du Brésil où se trouve Manuel Zelaya n'a pas non plus d'électricité. L'ambassade est encerclée par l'armée, le gouvernement illégal lui coupe l'accès à l'eau, l'approvisionnement en vivres est rendu quasi impossible et les communications téléphoniques sont filtrées ou coupées. Il n'aura pas suffi au gouvernement putschiste de violer la constitution nationale en vigueur depuis 1982, il viole dorénavant clairement la Convention de Vienne |5| et le droit international. Manuel Zelaya est toujours en exil mais cette fois dans son propre pays, au sein de l'ambassade du Brésil.

Violente répression au 87ème jour de résistance

Les militaires et forces de police sont intervenues dès l'aube ce mardi 22 septembre au son de l'hymne national suivi de sons stridents d'une violence insoutenable diffusés par des canons sonores |6|, avec des grenades lacrymogène, gaz au poivre, matraques et armes à feux sur la foule qui, bravant le couvre feu a passé la nuit aux alentours de l'ambassade du Brésil pour protéger leur président légitime. Le siège du Comité des Familles de Détenus et Disparus au Honduras (COFADEH) où s'étaient réfugiés des manifestants a été attaqué par des policiers qui ont lancés des gaz lacrymogènes à l'intérieur du bâtiment. On dénombrait ce jour, environ 18 blessés graves à l'Hospital Escuela, quelques 300 détenus et un nombre inconnu de morts. Le couvre feux a été prolongé pour toute la journée jusqu'à 18h, puis dans la soirée, a de nouveau été reconduit pour la troisième fois jusqu'à 6h mercredi matin. Ce qui fait du 21 septembre 16h jusqu'au 23 septembre, 6h, 38 heures de couvre feu sans interruption, ce qui a provoqué entre autre difficultés, l'impossibilité pour les familles de s'approvisionner en nourriture.

Pourtant la résistance se poursuit et paraît s'amplifier malgré la répression dans de nombreux quartiers de la capitale ainsi que dans beaucoup de localités du pays. Pour faire face à une situation de pénurie, le couvre feu est levé dans la journée du mercredi 23 septembre de 10h du matin à 17h et une nouvelle manifestation se retrouve à 8h devant l'université pédagogique. La manifestation est énorme et se termine par une violente répression. Le sol est jonché de carcasses de bombes de gaz lacrymogène de fabrication étatsunienne. On emporte 3 blessés graves à l'Hospital Escuela où la police militaire les enlève vers des lieux de détention inconnus. Le stade Chochi Sosa, sert de lieu de détention arbitraire rappelant les heures sombres de la dictature chilienne.



Le mouvement de protestation et de résistance pacifiques le plus long de l'histoire du Honduras, allant même jusqu'à dépasser l'énorme grève de 1954.

Ingérence de l'Eglise ?

Le 25 septembre, l'archevêque, Juan José Pineda, traverse le cordon militaire qui maintient isolée l'ambassade du Brésil pour s'entretenir avec Zelaya |7|. L'Église, fortement décriée pour avoir soutenu le coup d'Etat, profite de cette opportunité de négociation pour se racheter une conduite. Rappelons que le cardinal archevêque de Tegucigalpa, Oscar Andrés Rodríguez Madariaga, lié à l'Opus Dei, avait nié qu'il s'agissait d'un coup d'État militaire provoquant la colère. Il a même dit quelques jours après le coup d'Etat qu'« *un retour au pays* [de Manuel Zelaya] *en ce moment pourrait provoquer un bain de sang* » |8|. Ce même cardinal devait recevoir avec l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, à Paris le 24 novembre les insignes de docteur honoris causa de l'Institut catholique de Paris, en compagnie de Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE). |9| Mais devant la colère et l'indignation suscitées, la

cérémonie fut supprimée et le voyage du cardinal annulé.

Pour mémoire, l'Opus Dei est une société secrète catholique fondée en 1928 par un curé fasciste espagnol, José María Escriva, canonisé plus tard par le pape Jean Paul II. José María Escriva a été reçu par Pinochet en 1974, peu de temps après le coup d'Etat (1973). Pendant les 36 ans de la dictature franquiste, l'Opus Dei s'est chargé de l'éducation de la jeunesse espagnole. Carlos López Contreras, ministre des affaires extérieures (chancelier), Marta Lorena Alvarado, (vice-chancelier), Ricardo Alvarez, maire de Tegucigalpa, et les puissants membres de la famille Villeda, appartiennent à l'Opus Dei. Marcia Facussé Andonie de Villeda, députée du Parti Libéral et nièce du magnat de l'agro industrie Miguel Facussé, est une des plus proches collaboratrices de Micheletti.

La grande farce électorale légitimerait-elle le coup d'Etat?

Voudrait-on nous faire croire à un retour à la démocratie via des élections organisées dans un pays en état de siège par des dictateurs assassins ? Après que Juan Barahona, représentant du front de résistance, se soit retiré des négociations, Thomas Shannon, sous-secrétaire d'Etat américain pour l'hémisphère occidental, joue de la diplomatie et obtient non sans pression la signature d'un accord pour « un gouvernement d'unité et de réconciliation nationale » le 30 octobre. Cet accord stipule qu'après consultation du Congrès, Manuel Zelaya sera reconduit dans ses fonctions. Or, il se trouve qu'à la veille des élections le Congrès ne s'est pas réuni, Manuel Zelaya reste toujours prisonnier dans l'ambassade du Brésil et pour couronner le tout, Micheletti a nommé son gouvernement « d'unité et de réconciliation » sans représentant de Zelaya.

Situation bien sûr inacceptable et rejetée le 15 novembre par Manuel Zelaya qui dénonce le piège et durcit le ton en rappelant que son mandat se termine le 27 janvier 2010 et qu'il ne renonce donc toujours pas à son retour à la présidence d'où on l'a chassé de force. « *Je renonce à continuer à accepter ce faux dialogue, menteur, qui a uniquement servi à renforcer le régime* [de Micheletti]… » dira t-il a Telesur |10|. Manuel Zelaya annonce dans une lettre envoyée au président étatsunien Barack Obama : «*Je n'accepte aucun accord de retour à la présidence pour dissimuler un coup d'Etat*» |11|. Alors que le Panama vient juste de confirmer son soutien aux élections, il ajoute : « *Lorsque les choses changent au Panama, c'est sur leurs propres instructions* (celle des Etats-Unis) ». Il est tout à fait clair qu'une reconnaissance des élections et du vainqueur sorti des urnes reviendrait à légitimer le coup d'Etat et les usurpateurs putschistes. Tel est le désir de Washington qui après le concept de « guerre préventive » s'essaie à celui de « coup d'Etat préventif » pour ensuite l'utiliser sur d'autres pays gênant la poursuite du Consensus de Washington, les pays membres de l'ALBA en premier lieu. Il s'agit pourtant bien d'un scrutin illégal et dont les résultats ne peuvent être reconnus puisque la campagne électorale s'est déroulée sous une dictature qui a sérieusement restreint les garanties constitutionnelles, a fermé à de nombreuses reprises les moyens de communication et a violemment réprimé l'opposition.




L'ex ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, James Creagan (à droite), et le sous secrétaire d'Etat adjoint pour la région, Craig Kelly

Tandis que les médias du Honduras et internationaux font jouer les pronostics électoraux afin de faire monter les enchères sur les deux principaux candidats pro-putschistes et ultra libéraux en lice, à savoir Porfirio Lobo (Parti National) et Elvin Santos (Parti Libéral), on observe une désaffection des candidats qui se retirent d'un scrutin frauduleux avant l'heure. Carlos Reyes, candidat indépendant de gauche à la présidence, ne veut pas légitimer le coup d'Etat et annonce le dimanche 8 novembre qu'il se retire du scrutin |12| entraînant une centaine de désistements dont cinquante-cinq candidats députés, le maire de San Pedro Sula (deuxième ville du pays) et la postulante à la vice-présidence, Mme Margarita Elvir |13|. Une intégrité et un sens logique que n'auront pas César Ham, candidat de l'UD (gauche), qui restera dans la course à la présidence malgré la défection de quelques candidats de son parti ou bien Eduardo Maldonado, journaliste à Radio Globo et fervent défenseur de la résistance converti au candidat Elvin Santos.

Rappelons que le jour de l'élection trois urnes seront placées respectivement pour le président, les maires et les députés. On ne parlera évidement plus de la fameuse quatrième urne dont il était question le jour du coup d'Etat et qui devait initialement servir à l'élection d'une assemblée constituante. Le but de l'opération putschiste étant de faire l'impasse une bonne fois pour toute sur cette implication citoyenne dans les affaires du pays afin que l'oligarchie liée aux Etats-Unis puisse poursuivre son règne sans heurts. Les Etats-Unis avaient d'ailleurs choisi ouvertement leurs camps par la voix du sous secrétaire d'Etat adjoint pour la région, Craig Kelly, qui, omettant le contexte, affirmait le 18 novembre : « *personne n'a le droit d'enlever au peuple hondurien le droit de voter, de choisir ses leaders.* » |14|. Ainsi le prix Nobel de la Paix, M. Obama, déjà malmené dans la région par la réaction à ses bases militaires en Colombie affirme de manière claire son soutien au régime putschiste.



Le président légitime du Honduras Manuel Zelaya, (à gauche) en exil dans son propre pays, depuis le coup d'État perpétré le 28 juin dernier et Oscar Arias

Le Pérou, fidèle allié des Etats Unis, vient lui aussi d'affirmer qu'il reconnaitrait les élections malgré la ferme opposition du syndicat Confederacion General de Trabajadores del Peru (CGTP) |15|. Le président du Costa Rica, Oscar Arias, qu'on aurait pu croire impartial vu son rôle de négociateur, lance sans aucune gêne un appel à la communauté internationale pour qu'elle reconnaisse les élections |16|. En somme les Etats-Unis, le Panama, le Costa Rica, le Pérou et la Colombie reconnaîtraient le résultat de ce processus électoral illégal organisé par la dictature en place.

De leur côté, les Nations Unies, considérant qu'il n'existe pas de conditions favorables pour un scrutin crédible, ont suspendu dès le 23 septembre leur assistance technique au processus électoral au Honduras |17|. L'Unasur, tout comme les pays de l'ALBA ne reconnaissent pas les élections et dénoncent fermement l'illégalité du scrutin. L'OEA n'envoie pas d'observateurs malgré la demande du gouvernement de facto. L'Argentine, le Brésil et le Guatemala se refusent à reconnaître le processus électoral. Le Guatemala a averti qu'il ne reconnaîtrait aucune représentation d'observateurs au nom de son pays. Marco Aurelio García, conseiller aux Affaires extérieures de Lula, affirme que les Etats-Unis font pression pour que les pays de la région reconnaissent les élections et perçoit la décision états-unienne comme étant un cadeau aux putschistes |18|.

L'Union Européenne, quand à elle, joue sur un terrain plus ambigu puisqu'elle n'a jamais vraiment stoppé les négociations commerciales. Le groupe conservateur du Parlement européen, le Parti Populaire Européen (PPE), a annoncé qu'il enverrait une mission d'observation aux élections tout en critiquant l'Espagne de ne pas en faire autant. Cependant, la presse hondurienne parle de plusieurs milliers d'observateurs dont quelques anciens présidents de la région sur invitation du Parti National : Jorge Quiroga (Bolivie) ; Armando Calderón y Alfredo Cristiani (Salvador) ; Vinicio Cerezo (Guatemala), Vicente Fox (Mexique) y Alejandro Toledo (Perou).h |19| L'ex ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, James Creagan, arrivé à Tegucigalpa, lui aussi comme observateur, va à l'encontre du boycott lancé par la résistance et appelle les honduriens à sortir pour voter. Il déclare : « *Moi, plus que quiconque ai vu à quel point sont importantes les élections pour le développement des pays et c'est réellement un devoir et un honneur d'être ici pour appuyer ce processus.* » |20|. Michael Ascoli représentant les industriels et l'élite patronale du Guatemala (Cámara de Industria), ainsi que Raúl López Pérez, représentant de la Chambre de Commerce Latine des Etats-Unis, (Camacol) font aussi partie des observateurs et sont censés valider la transparence démocratique des élections.



Le dictateur Roberto Micheletti (à gauche) qui semble déterminé à ne rien céder de son projet machiavélique et Oscar Arias

Le dictateur Roberto Micheletti s'est temporairement éloigné de son poste du 25 novembre au 2 décembre, (on aurait souhaité que ce soit pour toujours) pour soi-disant laisser les honduriens se concentrer sur les élections. En réalité, l'armée se déploie : on parle de 5000 réservistes mobilisés et on apprend l'achat aux Etats-Unis d'un camion blindé anti-émeute ultramoderne équipé de caméras de captation, d'un dispositif pour lancer de l'encre indélébile et de lances à eau avec produits irritants pour disperser d'éventuels manifestants. |21| Le Front de résistance appelle la population à rester chez elle de 6h à 18h afin de ne pas soutenir cette grande farce électorale et se protéger de l'impressionnant déploiement de quelque 30.000 militaires et policiers. Les chefs de file de la contestation comme Juan Barahona et Rafael Alegria parlent de « couvre-feu populaire ».



Une des victimes de la violente répression au Honduras

Notes

|1| .Voir : http://www.youtube.com/user/TELEBRA...
|2| Lire : http://www.legrandsoir.info/+Zelaya...
|3| Le couvre-feu a été rétabli dans la nuit de vendredi 25 à samedi 26 septembre, de 20h à 5h du matin, pour la cinquième journée consécutive.
|4| Voir : http://www.telesurtv.net/noticias/s...
|5| La convention de Vienne sur les relations diplomatiques établie en avril 1961 régit les relations diplomatiques entre Etats afin de « favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs régimes constitutionnels et sociaux ». Elle stipule dans son article 22 : « L'Etat accréditaire a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la mission ne soient envahis ou endommagés, la paix de la mission troublée ou sa dignité amoindrie. »
|6| Ces canons sonores LRAD 1000X, nouvelle trouvaille militaire, ont été testés en Irak puis contre les manifestants de Pittsburg lors du sommet du G20 et causeraient des dommages dont on ne connait pas encore les conséquences. Lire : http://www.lefigaro.fr/internationa...
|7| http://lta.reuters.com/article/dome...
|8| « Un regreso al país en este momento podría desatar un baño de sangre." Voir : http://www.youtube.com/watch?v=DIJ8... http://www.youtube.com/watch?v=KVlA...
|9| Lire Bernard Cassen, Le sabre, le goupillon et la salle de marchés, http://www.m-pep.org/spip.php?artic... |10| http://www.telesurtv.net/noticias/s...
|11| http://tempsreel.nouvelobs.com/actu...
|12| «Para nosotros el tiempo se acabó y nos retiramos del proceso electoral. Definitivamente, nos retiramos y mañana lo vamos a comunicar al Tribunal» Superior Electoral, declaró. http://www.telesurtv.net/noticias/s...
|13| Mascarade électorale au Honduras, Maurice Lemoine : http://www.monde-diplomatique.fr/ca...
|14| http://www.europapress.es/latam/hon...
|15| http://www.rebanadasderealidad.com.... ; http://internacional.eluniversal.co...
|16| http://www.europapress.es/latam/pol...
|17| http://www.prensa-latina.cu/index.p...
|18| El País, jeudi 26 novembre 2009
|19| http://www.google.com/hostednews/ep...
|20| «Yo, más que nadie he visto cómo son de importantes las elecciones para el desarrollo de los países y realmente es un deber y un honor estar aquí apoyando este proceso». http://www.elheraldo.hn/Ediciones/2...
|21| http://www.prensa-latina.cu/index.p...

__Jérôme DUVAL__, militant du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde)) http://www.cadtm.org/Honduras-La-grande-farce

Le Grand soir 1er décembre 2009

« La Terre ne peut pas supporter davantage »: interview de Leonardo Boff avant la Conférence de Copenhague

Par Sergio FERRARI

La crise de l'environnement est largement médiatisée à l'approche de la Conférence sur le climat, qui se tiendra en décembre 2009 à Copenhague (Danemark). Faute de consensus préalable sur un accord définitif, les prévisions ne sont pas optimistes. « Malgré de sombres pronostics, j'ai la confiance que l'espérance vaincra la peur et que la vie est plus forte que la mort », assure le théologien brésilien Leonardo Boff, au début de cet entretien réalisé à l'occasion de sa récente visite en Suisse. Boff – l'un des pères fondateurs de la théologie de la libération, a reçu le 7 novembre le doctorat honoris causa de l'Université de Neuchâtel. Auparavant, durant cette même semaine, il a animé un débat public organisé par les ONG de coopérations solidaires E-CHANGER et Mission Bethléem Immensee, à la Maison de solidarité Romero (Romerohaus) de Lucerne, à laquelle ont participé 200 personnes.



« Malgré de sombres pronostics, j'ai la confiance que l'espérance vaincra la peur et que la vie est plus forte que la mort ». Photo Pablo Ferrari

Sergio Ferrari (SF) : Tout le monde parle aujourd'hui de la problématique écologique planétaire. Dans les années 1980, vous étiez un précurseur pour sonner l'alarme sur ce thème. Comment analysez-vous la situation actuelle de l'environnement ?

Leonardo Boff (LB) : De nombreuses indications scientifiques signalent l'arrivée d'une tragédie écologique et humanitaire. Rien d'essentiel n'a changé depuis la rédaction de la « Charte de la Terre » élaborée en 2003 par un groupe de personnalités en provenance du monde entier. Nous disions dans ce merveilleux document : « Nous vivons un moment critique pour la Terre, où l'humanité doit choisir son futur. Le choix est le suivant : ou l'on promeut une alliance globale pour veiller sur les autres et sur la Terre, ou nous risquons notre destruction et la dévastation de la diversité de la vie ».

« On consomme plus que la Terre supporte »

SF : Comment justifiez-vous une affirmation si tranchante, sans moyen terme ?

LB : Par la convergence actuelle de trois crises structurelles : la crise causée par le manque de durabilité de la planète Terre, la crise sociale mondiale et la crise du réchauffement climatique.

SF : Pouvez-vous nous donner des exemples ?

LB : Socialement, la moitié de l'humanité vit au-dessous du niveau de misère. Les chiffres sont terrifiants : 20 % des plus riches consomment 82,49 % de toutes les richesses de la Terre, les 20 % les plus pauvres doivent se contenter d'un minuscule 1,6 %. Quant au réchauffement climatique, la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation) a prévenu que, dans les prochaines années, il y aura 150-200 millions de réfugiés climatiques. Les prévisions les plus dramatiques parlent d'une augmentation de 4°C d'ici 2035 ; pour la fin du 21e siècle, on prévoit une augmentation de 7° C.. Si cela devait réellement se produire, aucun type de vie connu aujourd'hui ne pourrait survivre. Quand à la crise de durabilité, un exemple éloquent : l'humanité consomme aujourd'hui 30 % de plus de ce qu'elle est capable de reproduire, c'est-à-dire 30 % de plus que les capacités de la Terre.

SF : Pourtant, cette tendance à consommer de la planète n'est pas nouvelle…

LB : Non. La nouveauté, ce sont les niveaux rapides de cette détérioration. Selon des études crédibles, en 1961 nous avions besoin de la moitié de la Terre pour répondre aux demandes humaines. En 1981, nous avions besoin de la Terre entière. En 1995, nous avons dépassé de 10 % la capacité de reproduction, bien que ce soit supportable. En 2008, nous en sommes à 30 % : La Terre donne des signes sans équivoque qu'elle ne le supporte plus.

Dans quelques années, il faudrait deux Terres

SF : Les perspectives sont encore plus préoccupantes ?

LB : Si le produit intérieur brut (PIB) poursuit sa croissance de 2-3 % par année, comme prévu, en 2050 nous aurions besoin de deux planètes Terre pour répondre à la demande de consommation : c'est impossible, parce que nous n'en avons qu'une.

SF : Cela nous oblige à penser à un autre paradigme de civilisation?

LB : Effectivement. Nous ne pouvons plus produire, comme nous l'avons fait jusqu'ici. L'actuel modèle de production, capitaliste, part du faux présupposé que la terre est une grande malle, d'où on peut tirer des ressources indéfiniment pour faire des bénéfices avec l'investissement le plus minime dans le temps le plus court. Aujourd'hui, il est clair que la Terre est une planète petite, vieille et limitée qui ne supporte pas une exploitation illimitée. Nous devons nous orienter vers une autre forme de production et adopter d'autres types de consommation. Produire pour répondre aux besoins humains en harmonie avec la Terre, en respectant ses limites, dans un esprit d'égalité et de solidarité avec les générations futures : voilà le nouveau paradigme de civilisation.

Copenhague : l'influence du pouvoir économique

SF : Pour revenir à maintenant… Dans quelques semaines, se tient à Copenhague la Conférence sur le climat. Peut-on envisager un accord ?

LB : Il y a une prémisse claire. Nous devons faire tout ce qui est possible pour stabiliser le climat, en évitant le réchauffement de la Terre de 2 ou 3 degrés supplémentaires, afin que la vie puisse continuer. En comprenant que ce réchauffement impliquerait une dévastation de la biodiversité et l'holocauste de millions de personnes, dont les territoires ne seront plus habitables, particulièrement en Afrique et dans le Sud-est asiatique. Dans ce scénario, je suis préoccupé par l'irresponsabilité de nombreux gouvernements, notamment ceux des pays riches, qui ne veulent pas prendre des mesures consistantes pour réduire les émissions de gaz à effets de serre et sauver le climat. Une véritable écomyopie !

SF : Cela provient d'un manque de volonté politique pour parvenir à des accords ?

LB : Surtout d'un conflit d'intérêts. Les grandes entreprises – notamment celles du pétrole - ne veulent pas de changement parce qu'elles perdraient leurs bénéfices actuels. Il faut comprendre l'interdépendance des pouvoirs politique et économique. Le grand pouvoir, c'est le pouvoir économique. Le politique en dérive. Dans de

Suite à la page (16)

Le Message des USA à la Chine : Aidez nous à contenir l'Iran, sinon Israël passera à l'attaque

Par John Pomfret et Joby Warrick

Deux hauts fonctionnaires américains se sont rendus en Chine avant la visite présidentielle, et ont averti les chinois que s'ils ne soutenaient pas Washington sur le dossier iranien, Israël passerait à l'attaque, ce qui provoquerait le chaos dans économique, a déclaré ce responsable, qui s'est exprimé à condition de rester anonyme.

La Maison-Blanche a obtenu une réponse cette semaine. La Chine a informé les États-Unis qu'elle apporterait son soutien à une déclaration à la teneur très ferme, présentée par les USA, et qui critiquerait les violations des résolutions de l'ONU



Le Président des Etats Unis Barack Obama, (à gauche) et son homologue de la Chine Hu Jintao

l'approvisionnement pétrolier indispensable à la Chine. L'Iran est le deuxième fournisseur de pétrole du pays, et les entreprises chinoises y ont massivement investi. Pour desserrer cette contrainte, les USA ont également proposé aux chinois de les aider à réduire leur dépendance aux approvisionnements iraniens. Les demandes américaines semblent avoir été entendues. Pour la première fois depuis plusieurs années, la Chine a voté une résolution de l'AIEA condamnant l'Iran.

Deux semaines avant la visite en Chine du président Obama, deux hauts responsables de la Maison Blanche se sont rendus à Pékin en « mission spéciale » pour tenter de persuader la Chine de faire pression sur l'Iran, afin qu'il renonce à son éventuel programme d'armement nucléaire. Ces deux envoyés de haut niveau, Dennis Ross et Jeffrey Bader, qui sont membres du Conseil de Sécurité National, ont informé les Chinois que si Pékin n'apportait pas son aide aux États-Unis sur ce dossier, les conséquences pourraient être graves.

Les chinois ont été avertis qu'Israël considère le programme nucléaire iranien comme un problème « existentiel, et que les pays qui ont un problème existentiel n'écoutent pas les autres nations », selon un haut responsable gouvernemental. Les conséquences sont claires : Israël pourrait bombarder l'Iran, provoquant une crise dans la région du golfe Persique et entraînant presque inévitablement des problèmes sur le pétrole dont la Chine a besoin pour alimenter son irrésistible essor qu'a commises par la République islamique en construisant une usine secrète d'uranium enrichi. Cette déclaration, obtenue par le Washington Post, fait partie d'un projet de résolution qui devrait être présenté dès jeudi par les 35 nations qui siègent au conseil d'administration de l'Agence Internationale de l'Energie atomique, l'organe de surveillance nucléaire des Nations Unies.

Bien que cette résolution soit

Suite à la page (16)

Comment les Etats-Unis financent les Talibans

Par Aram ROSTON *

Le 29 octobre 2001, en plein assaut contre les Talibans au pouvoir en Afghanistan, l'ambassadeur du régime en poste à Islamabad a donné une conférence de presse chaotique devant plusieurs dizaines de journalistes assis sur l'herbe. A droite du diplomate Taliban se tenait son interprète, Ahmad Rateb Popal, un homme imposant. Comme l'ambassadeur, Popal portait un turban noir et une énorme barbe en broussaille. Il portait aussi un bandeau sur son œil droit, une prothèse au bras gauche et sa main droite était déformée par des blessures infligées lors d'un accident de manipulation au cours d'une opération contre les Soviétiques à Kaboul.

Mais Popal était plus qu'un ancien moudjahidin. En 1988, un an avant l'évacuation de l'Afghanistan par les Soviétiques, Popal avait été condamné aux Etats-Unis pour conspiration de trafic d'un kilo d'héroïne. Son casier judiciaire indique qu'il a été libéré de prison en 1997.

En 2009, l'Afghanistan est désormais dirigé par le cousin de Popal, le Président Hamid Karzai. Popal a taillé sa barbe et est devenu un homme d'affaires richissime, avec son frère Rachid Popal, qui avait plaidé coupable dans une autre affaire d'héroïne en 1996 à Brooklyn. Les frères Popal contrôlent le gigantesque Watan Group en Afghanistan, un consortium dont les activités couvrent les télécommunications, le transport et, plus important, la sécurité. La société Watan Risk Management, le bras armé privé des Popal, fait partie de la petite dizaine de compagnies de sécurité actives en Afghanistan. Une des entreprises de Watan, qui joue un rôle clé dans l'effort de guerre, est chargée de la protection des convois de camions afghans entre Kaboul et Kandahar qui transportent du matériel américain.

Bienvenue au grand bazar de la sous-traitance de la guerre en Afghanistan, un véritable défilé de personnages improbables et de relations douteuses, où l'on trouve d'anciens fonctionnaires de la CIA et d'anciens officiers de l'armée qui travaillent main dans la main avec d'anciens Talibans et moudjahidin pour collecter les fonds gouvernementaux US destinés au financement de la guerre.

Dans ce défilé grotesque, les sous-traitants de l'armée US sont contraints de payer des insurgés présumés pour protéger les voies d'approvisionnement américaines. Que le gouvernement US finance ceux-là mêmes que les troupes américaines sont censées combattre est un fait communément admis et considéré comme faisant partie des opérations de la logistique militaire en Afghanistan. Et cela constitue aussi une ironie amère parce que le montant total des sommes versées aux Talibans est énorme. « *Cela constitue une bonne partie de leurs revenus* », a déclaré un haut fonctionnaire du gouvernement Afghan, chargé de la sécurité, lors d'une interview au [journal] *Nation*. En fait, les officiels militaires américains à Kaboul estiment qu'un minimum de 10 pour cent des contrats de sous-traitance du Pentagone – des centaines de millions de dollars – sont versés aux insurgés. Pour comprendre comment une telle situation a pu s'instaurer, il faut démêler plusieurs écheveaux. Le premier est celui du mécanisme qui décide de qui perd et qui gagne dans le business afghan. Le deuxième est celui du mécanisme troublant par lequel les « entreprises privées de sécurité » garantissent la sécurité des convois US sur les anciennes routes de négoce. On peut commencer par une petite société qui s'est vue attribuer un contrat de transport militaire d'un montant de plusieurs centaines de millions de dollars : NCL Holdings. Comme Watan Risk des frères Popal, NCL est une société de sécurité reconnue en Afghanistan.

Mais dans le milieu de la sous-traitance à Kaboul, NCL Holdings est surtout connue pour son principal dirigeant, Hamed Wardak. Il est le jeune fils américain de l'actuel ministre de la défense afghan, le général Abdul Rahim Wardak, qui était un chef moudjahidin contre les Soviétiques. Hamed Wardak baigne dans le milieu des affaires aussi bien que celui de la politique. Il a grandi et a été éduqué aux Etats-Unis, diplômé de Georgetown University en 1997 et meilleur élève de sa promotion. Il a obtenu une bourse d'études et a effectué un stage au sein d'un groupe de réflexion néoconservateur, l'American Enterprise Institute (AEI). Ce stage a joué un rôle important dans sa vie, car c'est à l'AEI qu'il a forgé des relations avec quelques unes des personnalités les plus en vue des cercles conservateurs américains qui ont une influence sur la politique étrangère, telles que l'ancienne ambassadrice Jeane Kirkpatrick.

Wardak a rejoint la NCL aux Etats-Unis au début de 2007, même si cette société exerçait déjà des activités en Afghanistan à cette époque. Mais il n'était pas absurde de s'installer à Washington, étant donné les relations que Wardak y entretenait. Dans le Conseil Consultatif (*advisory board*) de la NCL, par exemple, on trouve Milton Beardon, un ancien officier bien connu de la CIA. Bearden est une voix influente sur la politique en Afghanistan ; en Octobre, il a témoigné devant la Commission des Relations Extérieures du Sénat, où le sénateur John Kerry, qui présidait, l'a présenté comme un « *ancien officier de la CIA légendaire et un grand penseur et écrivain.* » Rares sont les sociétés sous-traitantes qui peuvent se vanter d'avoir un conseiller aussi influent.

Mais le plus gros contrat décroché par NCL – celui qui l'a fait entrer dans la cour des grands en Afghanistan – fut celui du « Host Nation Trucking ». Au début de l'année, cette société, qui n'avait apparemment aucune expérience en matière de transport routier, a été choisie comme une des six sociétés chargées de transporter le matériel US entre les différentes bases US et les avant-postes reculés éparpillés à travers l'Afghanistan.

Au début, le contrat était gros mais pas gargantuesque. Et puis un jour tout a basculé. Au cours de l'été, en référence à « l'assaut » annoncé et à la nouvelle doctrine en vigueur, « L'Argent Employé Comme une Arme », l'armée US a multiplié par 6 le contrat de NCL ainsi que ceux de cinq autres sociétés. Les documents des appels d'offres contiennent une mise en garde sur les conséquences fâcheuses en cas de rejet d'une telle augmentation de budget : « *les soldats connaîtront une pénurie de nourriture, d'eau, de matériel et de munitions dont ils ont besoin* ». Chacune des six sociétés sous-traitantes de transport de l'armée US a vu son contrat monter jusqu'à 360 millions de dollars, soit un total de prés de 2,2 milliards. Vu sous un autre angle : les montants consacrés ces deux dernières années à la location de camions et de camionneurs afghans représentent 10 % du PNB annuel de l'Afghanistan. NCL, la société dirigée par le fils au carnet d'adresse impressionnant du ministre de la défense, a trouvé là un véritable filon d'or.

C'est grâce au programme « Host Nation Trucking » que les efforts militaires US en Afghanistan peuvent se développer. « *Nous fournissons tout ce dont l'armée a besoin pour survivre ici,* » m'a déclaré un cadre américain d'une société de transport. « *Nous leur apportons leur papier hygiénique, leur eau, leur combustible, leurs armes, leurs véhicules* ». Le centre névralgique se trouve à la base aérienne de Bagram, à une heure seulement au nord de Kaboul. C'est de là que pratiquement tout ce que l'on trouve en Afghanistan est transporté par camion vers les zones éloignées que l'armée appelle « l'espace de combat » - c'est-à-dire tout le pays. Près du Point de Contrôle 3, des files de camions, dans un concert de bruits de moteurs et de nuages de poussière, se préparent à de nouvelles missions. Le secret du transport routier en Afghanistan, c'est de garantir la sécurité sur les routes dangereuses, contrôlées par des chefs de guerre, des milices tribales, des insurgés et des commandants Talibans. Le cadre américain avec qui j'ai parlé a été précis à ce sujet : « *En fait, on peut dire que l'armée paie les Talibans pour ne pas se faire tirer dessus. C'est l'argent du Ministère de la Défense* ». Tout le monde semble être d'accord là-dessus.

Mike Hanna est un chef de projet pour une société de transport appelée *Afghan American Army Services*. Cette société, qui opère toujours en Afghanistan, travaille pour les Etats-Unis depuis des années mais a perdu le contrat, remporté par NCL. Hanna a expliqué la réalité des questions de sécurité en termes simples : « *Ils paient les gens locaux – certains sont des chefs de guerre, certains sont des politiciens au sein des forces de police – pour faire passer les camions* ».

Hanna a expliqué que les prix changeaient en fonction de la route empruntée : « *en fait, nous sommes rackettés. Là où vous ne payez pas, vous êtes attaqués. Il faut juste envoyer des gars sur le terrain pour payer qui de droit*. » Le tarif, dit il, est parfois élevé, parfois bas. « *Pour un convoi de 10 camions, il en coûtera probablement 800 dollars par camion pour traverser une zone. Ca dépend du nombre de camions et de la cargaison transportée. Pour des camions citernes, c'est plus cher. Pour de camions de marchandises, ce sera moins cher. Si vous transportez de l'armement ou des véhicules blindées, ce sera encore plus cher*. »

Hanna dit que c'est un mal nécessaire. « *Si je ne paie pas les insurgés dans cette zone, le risque de voir mon convoi se faire attaquer monte en flèche* ».



Le gouvernement US finance ceux-là mêmes que les troupes américaines sont censées combattre est un fait communément admis et considéré comme faisant partie des opérations de la logistique militaire en Afghanistan

Alors qu'en Irak le marché de la sécurité est contrôlé par des sociétés américaines comme Blackwater, qui agit de facto comme un bras armé du gouvernement des Etats-Unis, en Afghanistan on trouve de nombreux intervenants locaux. Le résultat est qu'à Kaboul, la concurrence est rude. « *Chaque chef de guerre possède sa propre société de sécurité* », m'a expliqué un dirigeant d'entreprise.

En théorie, l'activité des sociétés de sécurité privées à Kaboul est sévèrement réglementée, mais la réalité est autre. Trente neuf sociétés possédaient déjà une licence valable jusqu'à septembre, lorsqu'une autre douzaine ont été autorisées. De nombreuses sociétés entretiennent des relations politiques : tout comme NCL appartient au fils de ministre de la défense et que *Watan Risk Management* est dirigé par les cousins du président Karzai, la société *Asia Security Group* est contrôlée par Hashmat Karzai, un autre membre de la famille du président. La société a coupé toute une rue dans le quartier huppé de Sherpur. Selon certains, une autre société de sécurité est contrôlée par le fils du porte-parole du Parlement, et ainsi de suite.

L'industrie du transport afghan, indispensable aux opérations de logistique, est souvent liée à d'importantes figures et chefs de tribus. Une grosse société de transport en Afghanistan, *Afghan International Trucking* (AIT), versait 20.000 dollars par mois en pots-de-vin à un officiel de l'armée US, selon le plaidoyer prononcé par l'officiel devant un tribunal américain au mois d'août. AIT a de bonnes relations : elle est dirigée par le neveu âgé de 23 ans du Général Baba Jan, un ancien commandant de l'Alliance du Nord qui devint plus tard le chef de la police de Kaboul. Lors d'une interview, Baba Jan, un dirigeant souriant et charismatique, a insisté pour dire qu'il n'avait rien à voir avec l'entreprise de son neveu.

Mais le fond du problème est que les insurgés sont payés pour laisser passer le matériel dont les soldats ont besoin. Par définition, de nombreux avant-postes sont situés en terrain hostile, dans le sud du pays. En réalité, les sociétés de sécurité sont incapables de protéger les convois américains sans la coopération des Talibans.

Un des gros problèmes pour les sociétés qui transportent le matériel américain à travers le pays est qu'elles n'ont pas le droit d'être equipées d'une arme plus lourde

Suite à la page (16)

A la chaleur du soleil de l'ALBA



Les présidents des pays membres de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA)

Par Joaquín Rivery Tur

A La Havane, les préparatifs de la septième réunion au sommet des pays membres de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique (ALBA) avancent à grands pas. La réunion célébrera, le 14 décembre, le cinquième anniversaire de ce qui constitue la plus grande espérance qu'aient jamais eue les peuples d'Amérique Latine de pouvoir se libérer du système néolibéral imposé par les États-Unis.

C'est il y a cinq ans qu'à cette date est née, dans la capitale cubaine, l'ALBA, une alliance tout d'abord signée par les chefs d'État du Venezuela, Hugo Chavez, et de Cuba, Fidel Castro, mais dont les bases et les perspectives lui permettaient de se projeter loin dans le futur.

L'initiative était revêtue d'une énorme importance car elle répondait au désir d'éviter les pièges tendus à la région par les recettes du libre échange et, à partir de ce jour là, le projet est resté ouvert à tous les pays de la région qui ont voulu s'y intégrer.

Au moment où les États-Unis exerçaient leurs pressions et conspiraient en secret pour presser les différents gouvernements latino-américains d'adhérer à l'Aire de Libre Commerce pour les Amériques (ALCA), un projet de plus en plus ouvertement critiqué par les organisations sociales, les populations et les partis progressistes, les signataires de l'ALBA ont immédiatement publié dans leur intégralité les postulats qui animaient la nouvelle institution internationale.

L'ALBA a mis l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, sur une véritable intégration de tous les pays qui la constituent et sur la complémentarité des économies, et elle a créé des mécanismes pour compenser les déséquilibres entre les pays membres.

Après la victoire électorale d'Evo Morales, la Bolivie s'y est incorporée en 2006. Plus tard, ce fut le tour du Nicaragua, puis d'Antigua et Barbuda, du Honduras, de l'Équateur, de Saint Vincent et la Grenadine, et de la Dominique. Leur adhésion se devait aux avantages concrets qu'ils pouvaient observer dans les nouveaux mécanismes d'intégration en train de s'établir en Amérique Latine.

On peut donner des exemples : la reconstruction de la raffinerie de Cienfuegos, à Cuba ; les projet de même type au Nicaragua et en Equateur ; les entreprises 'grand-nationales' (par opposition aux transnationales) qui ont rapidement surgi dans différents secteurs comme le secteur énergétique, la pêche, les télécommunications, le secteur minier, l'agriculture ou d'autres encore et dont bénéficient un certain nombre de pays, y compris certains qui ne sont pas membres de l'ALBA.

Parmi les grands projets en route se trouve celui de la création de la Banque de l'ALBA qui pourra ainsi avoir en main ses propres finances, éliminer toute dépendance du Fond Monétaire International et financer les projets en exécution. Comme l'a annoncé Hugo Chavez à Caracas, ce point fera partie de ceux qui seront abordés lors du prochain sommet de La Havane.

L'autre grand projet, qui va de pair avec celui-là, est celui de la création d'une monnaie électronique appelée le SUCRE (Système Unique de Compensation Régionale de Paiement), qui commencera à être utilisée l'année prochaine et qui éliminera le problème de la dépendance du dollar pour les transactions entre pays membres.

L'ALBA est née avec le nom d'Alternative, mais le perfectionnement de sa structure a déterminé le changement de sa dénomination lors de la sixième réunion au sommet, en octobre dernier.

Elle a reçu le nom d'Alliance car, actuellement, le mécanisme d'intégration est constitué par les conseils politique, économique et social et on avance vers la formation d'un secrétariat permanent.

Le président Hugo Chavez a déclaré qu'il s'agit d'une modification de codes, de sens et de fond, car la structure d'intégration n'est plus seulement une proposition théorique. Elle s'est convertie en une plateforme politique régionale, géopolitique et de pouvoir, en défense de l'indépendance, de la souveraineté, de l'autodétermination et des intérêts des peuples qui la constituent.

ACN 27 Novembre 2009

Des millions d'euros pour l'embargo contre Cuba

Par Juan-José FERNANDEZ

Près de 400 parlementaires et candidats américains ont reçu depuis 2004 quelque 11 millions de dollars de « mécènes » résolus de maintenir l'embargo et contre les mesures d'ouverture envers Cuba, selon un rapport de Public Campaign (Campagne publique), un groupe indépendant qui prône le financement public des Campagnes politiques. En tête de la liste des bénéficiaires, les trois membres du Congrès républicain de la Floride, les défenseurs acharnés de la politique de durcissement contre le régime de Castro et le dernier candidat républicain à la présidence, John McCain. A noter que les dons aux démocrates, de près d'un million de dollars, ont augmenté ces quatre dernières années de 50%, notamment après avoir obtenu le contrôle du Congrès en 2006. Récemment, 53 d'entre eux ont envoyé une lettre à la présidente du Congrès, Nancy Pelosi, pour s'opposer à tout changement dans la politique envers Cuba, notamment l'autorisation de voyages pour les citoyens américains.



Lincoln Diaz-Balart



Ileana Ross-Lehtinen

Dans une dernière étude réalisée par l'entreprise World Public Opinion, 70% des personnes consultées ont favorisé la levée de l'interdiction de voyage à l'île, comme c'est maintenant le cas pour les Cubains et Américains d'origine cubaine.

La ligne dure de l'exil a critiqué le rapport de Public Campaign comme étant un opportuniste et a de nouveau rappelé l'absence de liberté et de démocratie à Cuba avant les intérêts économiques et touristiques.

Mais il y a bien longtemps que des experts indépendants ont constaté que la position américaine sur Cuba tourne beaucoup plus autour de nécessités économiques que politiques. Voilà pourquoi les agriculteurs et les éleveurs vendent à l'île « pour des raisons humanitaires » près de 1.000 millions de dollars par an

Suite à la page(16)

Les Cinq Cubains: lettre du mois

1er décembre 2009

Monsieur le Président Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

Le mois dernier a eu lieu un colloque international dans la ville cubaine de Holguín pour la libération des cinq cubains Gerardo Hernández, Fernando González, Ramón Labañino, Antonio Guerrero et René González, emprisonnés depuis plus de onze ans aux Etats-Unis.

Pas moins de quarante cinq nations étaient représentées à ce colloque par de très nombreux journalistes, avocats, écrivains, responsables politiques et bien sûr par des amis de Cuba. Ils ont expliqué pourquoi ils demandaient la libération immédiate des Cinq.

La Raison était de leur côté.

Monsieur le Président, si ces cinq hommes ont agi au sein de leur réseau « Avispa » pour éviter des actes terroristes à l'encontre de leur pays, c'est parce que les Etats-Unis n'ont pas fait leur travail ! Comment peut-on admettre qu'une grande puissance comme les Etats-Unis laisse ainsi œuvrer à leur guise des terroristes, sans être elle même à l'origine de leurs forfaitures ?

Ce n'est pas un hasard si des archives qui auraient dû être déclassées sont toujours tenues secrètes ! Elles sont probablement trop riches en dossiers compromettants pour des personnes qui sont, ou ont été, très haut placées dans les plus hautes sphères de votre pays.

Les terroristes que les Cinq infiltraient sont impliqués sans nul doute dans ces affaires gardées secrètes, et leur impunité, voire leur protection par votre gouvernement, est une forme de chantage pour qu'ils gardent le silence sur des «coups tordus» que votre pays ne tient pas à voir étalés au grand jour!

A ce jour, seul Antonio Guerrero a eu une nouvelle sentence. Sa nouvelle peine de presque vingt deux années est inadmissible. Qui lui rendra justice pour les onze années qu'il a déjà passées, de l'avis même de votre justice, à tort dans une prison de haute sécurité, et dans des conditions inhumaines ?

Quand ce courrier vous parviendra Fernando et Ramón seront à quelques heures de leurs nouvelles sentences.

Pour Gerardo, le comble a été atteint ! Depuis quand une justice condamne t-elle à la peine perpétuelle un prévenu quand elle avoue elle-même n'avoir aucune preuve de sa culpabilité ? La mort de quatre jeunes pilotes le 24 février 1996 est tragique, et je la déplore, mais vous êtes-vous interrogé sur le véritable rôle de l'organisation « Brothers to the rescue » caché derrière une façade humanitaire? Depuis 1994, sous couvert de sauvetage des « balseros », en réalité les « brothers » ne suivaient pas les plans de vols indiqués et violaient l'espace aérien cubain, au mépris des lois internationales et des règles de l'Administration Fédérale d'Aviation, pour faire du terrorisme contre Cuba. Le 13 juillet 1995, les avions de Basulto avaient carrément survolé à basse altitude la ville de La Havane avec tous les dangers que cela représente, au-delà de la propagande déversée depuis ces avions. Ce jour-là aurait pu être fatal aussi pour les pilotes des avions de cette organisation, mais Basulto à son retour à Miami fanfaronnait aux informations de « Radio Martí » tout fier de son exploit. A la suite de cette incursion, le gouvernement Cubain avait



avisé les autorités des Etats-Unis que s'il y avait une nouvelle violation de son espace aérien des mesures sévères seraient prises. Le département des Etats-Unis en avait avisé personnellement Basulto le 8 août suivant.

Cette mise en garde n'a pas empêché Basulto avec son organisation de survoler à nouveau Cuba les 9 et 13 janvier 1996, et de déverser des centaines de milliers de tracts de propagande avant d'aller à nouveau en héros vanter à « Radio Martí » ses nouveaux exploits. La ville de Miami serait-elle donc une zone de non droit ?

Là encore les autorités Cubaines se sont contentées de protester auprès des autorités des Etats-Unis annonçant que toute nouvelle violation aurait des conséquences graves. A vouloir jouer avec le feu, on s'y brûle parfois, et le 24 février 1996 les Cubains ont réagi à une nouvelle provocation avec les conséquences que vous savez. Et vous, Monsieur le Président, seriez-vous resté sans réagir à des violations répétées de votre espace aérien ?

Les malheureux pilotes ont payé pour l'inconscience de leur chef Basulto. N'ont-ils pas en fait été sacrifiés par ce dernier sur l'autel de la contre-révolution ? De là à incriminer Gerardo Hernández dans cette triste affaire, il y a un pas que les juges de Miami ont franchi trop allègrement. C'est lamentable, on se croirait en plein scénario de l'« Opération Northwoods » *.

Monsieur le Président la seule chose à faire pour en finir avec tout ce gâchis, c'est d'avoir enfin de nouvelles relations avec Cuba.

Vous le savez, ce changement passe d'abord par la libération des Cinq qui ne serait que justice.

Nous attendons très vite de votre part cette « clémence exécutive » qui seule pourrait un peu gommer ces années d'injustice que les Cinq ont payé pour leur travail courageux contre le terrorisme. Maintenant que le problème est strictement dans le camp politique, il vous serait plus facile d'agir.

Espérant vous voir prendre cette mesure courageuse rapidement, recevez, Monsieur le Président, l'expression de me mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie XXXXXXX (France)

Copies à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Messieurs Harry Reid, et M. l'Ambassadeur des USA en France.

Ndlr. * Opération Northwoods. En 1962, pour légitimer une guerre contre Cuba, l'état-major interarmes des Etats-Unis avait envisagé des attentats terroristes contre sa propre population, à travers le plan dit de l'«Opération Northwoods» : une série d'attentats tuant des civils et des militaires américains pour mobiliser l'opinion publique contre Fidel Castro. L'état-major avait notamment planifié un attentat contre un bâtiment de guerre et un détournement d'avion. Le projet des généraux fut empêché par le président Kennedy un an avant son assassinat.

Souvenons-nous du courage de Rosa Parks

Par Frantz Latour

«Elle s'est assise pour que nous puissions nous lever»
Rvd Jesse Jackson

Le 1er décembre 1955, une femme de grand courage nommée Rosa Parks ose dire NON lorsqu'on lui demande de se lever à l'avant d'un bus pour céder sa place à un homme blanc. Sans le vouloir, elle a enfreint un règlement local en vigueur à Montgomery, ville de l'Alabama ségrégationniste du sud des Etats-Unis. Elle avait refusé de céder sa place non pas parce qu'elle était morte de fatigue après une journée éreintante de travail, mais parce qu'elle était fatiguée de céder à tout bout de champ, parce qu'elle s'était révoltée contre l'odieux racisme blanc: *«J'en avais assez de toujours suivre sans protester les ordres des Blancs.»*


Rosa Parks figure emblématique du mouvement de protestation contre la ségrégation raciale

Rosa Parks est aussitôt arrêtée et conduite au commissariat de police où elle doit s'acquitter d'une amende de 15 dollars. Cette ignominie révolte la conscience du jeune pasteur Martin Luther King qui organise un vaste mouvement de solidarité autour de la victime : pendant 380 jours d'affilée, les autobus de la ville sont boycottés par les Noirs 75% des clients de la compagnie de bus. Le 13 Novembre 1956, la Cour Suprême a rendu son verdict : les lois ségrégationnistes de Montgomery ont été déclarées illégales. Après 382 jours de boycott, la communauté noire avait gagné et obtenu le droit à un traitement équitable dans les bus.

Le 20 décembre 1956 la cour suprême oblige la société des transports à mettre en pratique le jugement. Le boycott cesse le lendemain, mais la violence redouble contre les domiciles des organisateurs et les églises fréquentées par les Noirs. La répression s'abat sur les Parks et les membres de leur famille. La plupart d'entre eux perdent leur travail ou sont harcelés par les Blancs.

En 1957 Rosa Parks décide de déménager à Detroit dans le Michigan. Elle a des difficultés à trouver un emploi. Elle est finalement engagée par John Conyers, un Afro-Américain, démocrate et membre du congrès américain en 1965. Elle sera son assistante jusqu'en 1988, au moment où elle prendra sa retraite. Rosa Parks demeure active dans the NAACP et dans the "Southern Christian Leadership Conference"(SCLC). Rosa Parks a eu une vie tournée vers la défense des droits civiques. Elle était membre du NAACP, ou National Association for the Advancement Of Colored People, dont elle faisait déjà partie en 1955 quand elle s'est faite arrêter.

Rosa Parkss, figure emblématique du mouvement de protestation contre la ségrégation raciale, s'est éteinte le 24 octobre 2005 à l'âge de 92 ans à Detroit (États-Unis). Son courage exemplaire commande notre respect. À elle seule, elle a changé le cours de l'Histoire en Amérique si ce n'est dans le monde. Pourtant, rien ne prédestinait cette fille d'un charpentier et d'une enseignante, à devenir l'icône des droits civiques en Amérique et la «Mère» du mouvement qui devait aboutir à l'abolition de la ségrégation raciale en Amérique. Cette femme admirable a joué un rôle indéniable dans l'histoire de la liberté humaine. Toute sa vie elle s'est souvenue de l'enseignement maternel : [Ma mère] *«était une femme courageuse qui croyait dans la liberté et l'égalité. Elle disait qu'il n'existe pas de loi nous obligeant à souffrir. Elle était très hostile au racisme.*

N'oublions jamais le bel exemple de simplicité, de ténacité, de fraternité et d'admirable courage de Rosa Parks.

Pozisyon Aristid sou konjonkti politik la

Soti nan paj 6

demokratik. Sa te fèt 16 desanm 1990. Si nou kontinye avèk eleksyon lib, onèt e demokratik, l ap bon pou sante politik peyi a ka pral mete estabilite pou nou kapab genyen ekonomi a, pou n fè pwogrè. Si se koudeta ki fèt apre koudeta olyede eleksyon, n ap pase de pwoblèm, n ap tonbe nan pwoblèm. Lè se esklizyon majorite a, li pap bon pou peyi a paske li tounen yon apantay. Chak sitwayen, Konstitisyon ba l devwa. Mwen menm a distans, nan respè, mwen ta ka ankouraje pou pwosesis elektoral la fèt pou chak moun akonpli devwa l nan vote.

Si genyen pretèks pou kenbe majorite a deyò, li pap bon pou peyi a, li pap bon pou sajès ta mande pou tout moun ki konsène pou wè reyalite a epi aksepte chak moun patisipe nan vote, ki se yon devwa. Donk, mwen panse, sa k ap fèt la, malerezman li raple nou tan lontan kote genyen pretèks agoch, pretèks adwat, pou kenbe yon majorite akote.

Pou kounye a, mwen espere li pa twòta, pou tout otorite ki konsène yo ta rann yo kont, si nou pran wout esklizyon li pap bon pou pèsonn.

Avan 29 fevriye 2004, mwen te di, anpil lòt moun te di, pinga n ale nan direksyon esklizyon atravè koudeta. Sa fèt, e 2004 a jodi a bagay yo vin pi mal. Avril ki sot pase la, yo mete Fanmi Lavalas deyò. Gade rezilta a.

Si kounye a yo kontinye nan esklizyon an, li pap bon pou peyi a. Donk mwen kwè, lasajès ak lentelijans ta bon pou tounen yon gwo limyè ki klere tout moun ki konsène, san ògèy, pou tout moun rann yo kont sa ki enpòtan an se enklizyon e pa esklizyon.

VR: Prezidan Aristide, genyen moun ki ensinye l kòmkwa kote ou ye nan Afrik Disid la ou pa ta twò enterese pou Fanmi Lavalas te enskri. E menm genyen moun ki panse, ou ta kapab genyen sèten konivans ak moun, nou ka di, ki pa ta twò enterese pou Fanmi Lavalas patisipe.

JBA: Bon, mwen kwè si yon moun reflechi konsa, li twonpe l, paske mwen fèk sòt di l, e mwen ka redi l an 2 mo pou li ka pi klè, sa ki bon pou peyi a, se lapè. Lapè a, koudeta pap pote l, kit se koudeta elektoral, kit se koudeta ki fèt ak zam jan sa abitye fèt, li pap pote lapè.

Si genyen eleksyon pou Fanmi Lavalas ak lòt pati politik yo patisipe – pa seleksyon kote yo seleksyone moun yo vle pou fè fo senatè, fo depite, epi pou pi devan sa al konplike sitiyasyon peyi a – men eleksyon, kote li lib, li onèt, li demokratik. Mwenmenm, non sèlman mwen genyen devwa pou ankouraje Fanmi Lavalas patisipe nan eleksyon, men mwen genyen menm enterè a pou ankouraje tout pati politik patisipe nan eleksyon.

Donk, mwen di l ankò, wi mwen pou eleksyon lib, onèt, demokratik e nou ankouraje ni Fanmi Lavalas, ni lòt pati politik yo pou yo tout patisipe nan eleksyon an.

Mentnan, responsablite a, se otorite peyi a. Si otorite yo pa vle eleksyon, tout moun ap wè kisa yo vle, kisa yo pa vle. Si yo vle eleksyon tou, tout moun ap wè l. An n swete pou lemoman yo prale nan direksyon eleksyon. E lè sa nou tout sitwayen, nou tout a distans kòm anndan peyi a n ap kontan wè nou prale nan eleksyon, n ap kontan wè se eleksyon, se pa seleksyon, n ap kontan wè, menm si nou pòv paske nou pa gen anpil kòb, men omwen prensip demokratik yo si nou respekte yo, y ap ede n pi devan genyen yon klima pou envestisman, yon klima pou kwasans ekonomik. Mwen kwè vrèman se ta yon kokenn erè apre lòt erè ki fèt deja an 2004 pou nou ta pran direksyon esklizyon oubyen seleksyon olyede eleksyon.

Asuiv

❧ ❧ Décès ❧ ❧

Madame Désina Benoît, née le 21 Mars 1921, est décédée en sa résidence privée à Carrefour, Port-au-Prince, le 28 Novembre 2009.

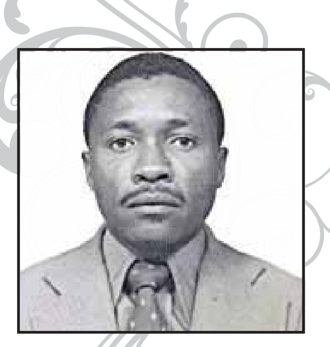
Condoléances à son fils Mr et Mme Paul Dorvil, leurs enfants et petits enfants Guy Dorvil, Gordon, Hugh, Berhman Dorvil; à Jean Billy, son épouse Sabine Dorvil et leurs enfants Sabina, Elodie, Michana; à Christophe Dorvil et son épouse Acefie et leurs enfants; à sa sœur Cheristine Dorvil, ses enfants Lucebrun Dorvil, Madame et enfants Robinson et Wilkenson Dorvil; à Marcel Dorvil et son épouse Marie Lourdes et leurs enfants Lucken et Mirleine Dorvil; Saintelia Dorvil et son époux Christian Prophète et leurs enfants Josianne, Michel, Mirielle, Simone, Gertrude Prophète et famille; Lorisna Prophète, née Dorvil, son époux Vaneau Prophète et leurs enfants Joseph, Margareth, Fritz et Wilfrid Prophète; son beau fils Leclerc Cantave et ses enfants Lesly, Patrick, Philippe, Marie-Maude, Magalie et Désilia Cantave. Aux familles Benoît, Dorvil, Cantave Prophète ainsi qu'à tous les autres parents et alliés affligés par ce deuil, nous présentons l'expression sincère de nos condoléances émues.

L'exposition de Mme Desina Benoît se fera au salon funéraire ÉCLAIR, à la rue du Champde Mars, le Vendredi 4 Décembre 2009 de 4 heures à 8 heures PM. Et ses funérailles seront chantées à l' Eglise de Dieu de la rue du Centre le lendemain matin à 6 h AM et la mise en terre aura lieu au cimetière de Jacmel.

Paix à son âme!

Annonce de décès

Willy Victor



Nous annonçons avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort de Willy Victor (bòs Victor) survenue en sa résidence à Martissant, Port-au-Prince le Dimanche 21 Novembre à 11:05 hres AM à l'âge de 46 ans.

En cette douloureuse circonstance nous présentons nos sincères condoléances à sa veuve Espanie Augustin, à son père Henry Victor, et à ses enfants : William, Wilson, Sherline, Arlyn, Stania, Nadège, Fania, et Valhenry Victor.

A ses frères et sœurs : Frantz Jacquet (Franco), Joël Siméon, Orlando Victor, Daniel Victor, Varnel Jean Victor, Brant Victor, Fignole Victor, Latou Victor, Yverose Jacquet, Posione Aristil, Sandra Victor, Yasmine Victor, Yverose Victor, Alma Victor, Marjorie Victor (Jaja) et à tous ses neveux et nièces amis et affligés par ce deuil.

Les dépouilles mortelles de Me. Willy Victor seront exposées le samedi 5 décembre 2009 et ses funérailles seront chantées le Samedi 5 Décembre à l'église Saint Anne à Port-au-Prince et l'inhumation se fera le même jour.

Paix à son âme!

Le Message

Suite de la page (12)
largement symbolique, ce sera la première depuis 2006 qu'un tel document recueillera le soutien de la Chine et de la Russie. Cette décision marque un nouveau départ pour la Chine, qui s'était abstenue depuis longtemps de critiquer la politique nucléaire de l'Iran. La position chinoise à ce sujet est perçue comme le premier test d'une relation qu'Obama a décrite comme devant « façonner le 21e siècle. » Compte tenu du soutien obtenu des plus anciens alliés de l'Iran, les diplomates européens s'attendent à ce que cette résolution soit adoptée. Ce texte qualifie de « violation de ses obligations » envers l'ONU et les règles de l'AIEA, la construction par Téhéran d'une usine souterraine d'enrichissement à proximité de Qom. Si elle est approuvée, elle sera ensuite soumise au Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui pourrait décider d'adopter des sanctions plus sévères contre la République islamique.

« Notre patience ne durera pas éternellement », a déclaré à la presse à la veille de la session de l'AIEA le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, dont le gouvernement a rédigé la résolution.

Si les diplomates et les experts du contrôle des armements se félicitent du soutien de la Chine à la résolution de l'AIEA, certains font remarquer qu'il n'est pas encore acquis que la Russie et la Chine aillent plus loin et acceptent de nouvelles sanctions contre l'Iran. Nos tentatives, visant à contacter des membres de l'ambassade de Chine aux fins de commentaires, ont été infructueuses. « Ils expriment leur mécontentement au sujet de l'Iran, mais que cela se traduise par une résolution au Conseil de sécurité est une autre affaire », estime David Albright, ancien inspecteur nucléaire de l'ONU et président du Washington Institute for Science and International Security.

L'Iran, qui affirme vouloir utiliser l'énergie nucléaire uniquement pour la production d'électricité, a reconnu cette semaine faire l'objet de pression de la part de la Russie au sujet de son réseau d'installations nucléaires. Un haut responsable militaire, le général Mohammad Hassan Mansourian, a déclaré à l'agence de presse d'Etat Press TV que la Russie était revenue sur sa promesse de livrer des armements « en raison des pressions exercées par le lobby sioniste et les américains. » [1]

La visite à Pékin le mois dernier des hauts fonctionnaires de la Maison Blanche a été décrite comme relevant des efforts déployés par l'administration Obama pour isoler l'Iran. En défendant leur dossier devant la Chine, ils ont averti que l'accès de Iran au nucléaire augmenterait le risque d'un conflit régional, provoquerait une hausse du cours du pétrole, pourrait éventuellement déboucher sur une interruption des livraisons de brut, et déclencherait une vague de prolifération nucléaire.

Les Chinois ont été prévenus que « cela pourrait ébranler l'ensemble du régime de non-prolifération » a indiqué ce fonctionnaire, qui a eu connaissance du long argumentaire développé par M. Ross.

Des pays tels que l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Egypte pourraient démarrer leurs propres programmes nucléaires. « Et une fois que l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Turquie auront sauté le pas, à qui le tour ? » demande-t-il. La conséquence est évidente : le Japon, principal concurrent de la Chine dans la lutte d'influence dans la région, pourrait également passer au nucléaire, précise-t-il. Obama a appuyé ce message lors des entretiens avec le président Hu Jintao, durant son voyage en Chine, indique ce responsable. « Dennis et le Président ont discuté des conséquences d'un Iran, accédant à la capacité de produire un uranium hautement enrichi », précise ce responsable.

Les États-Unis souhaitent que la Chine soutienne de nouvelles sanctions contre l'Iran si Téhéran refuse la proposition d'envoyer la plupart de ses stocks actuels d'uranium faiblement enrichi à l'étranger afin qu'ils soient transformés en barres de combustible pour un réacteur de recherche iranien.

La Chine a déclaré par le passé qu'elle s'opposait à des sanctions contre l'Iran. Les grandes entreprises publiques du secteur énergétique se sont engagées durant les cinq dernières années à investir 120 milliards de dollars en Iran et peu, voire aucun, de ces projets n'a réellement débuté. L'Iran est également le deuxième fournisseur de pétrole pour la Chine. Au début de la semaine, Sinopec, l'une des plus grandes compagnies pétrolières chinoises, a signé un autre mémorandum d'entente avec la National Iranian Oil Refining and Distribution Co, pour investir 6,5 milliards de dollars supplémentaires dans la construction de raffineries en Iran.

Dès le début de son mandat, M. Obama a fait pression sur les chinois au sujet de l'Iran. C'était le dossier prédominant lors de ses entretiens avec M. Hu à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. M. Obama a décrit la question iranienne comme relevant de l'« intérêt national essentiel » des Etats-Unis, utilisant ainsi à dessein les termes que la Chine emploie sur des sujets sensibles tels que Taïwan et le Tibet. « Leur terminologie leur est retournée, » et souligne à quel point le question est « critique » pour les Etats-Unis, indique ce responsable.

Les officiels américains ont également tenté d'explorer des moyens d'aider la Chine à se passer du pétrole iranien, ont précise des fonctionnaires du Département d'Etat. Des officiels des Émirats arabes unis ont indiqué qu'ils prévoyaient d'augmenter les exportations de pétrole vers la Chine. L'Arabie Saoudite noue également des liens plus étroits avec Pékin, ce qui devrait se traduire par une augmentation de ses ventes de pétrole à la Chine, selon des membres de l'administration.

Note

[1] Il s'agit des missiles anti-aériens S300 – Ndlr

Washington Post, 26 novembre 2009
Traduction Contre Info 27 Novembre 2009

Comment les Etats-Unis

Suite de la page (13)
qu'un fusil. Ce qui les rend inefficaces dans un combat contre des Talibans. « *Ils tirent sur les chauffeurs à une distance de 3000 pieds (env 1 km - NDT) avec des PKM* » me raconte un cadre d'une société de transport. « *Ils utilisent des RPG (lance-grenades) qui peuvent faire sauter un véhicule blindé. Les sociétés de transport n'ont pas le choix. A cause du règlement, les sociétés de sécurité ne peuvent s'armer que de AK-47, c'est une plaisanterie. Moi je porte un Ak-47 – mais juste pour me flinguer si nécessaire* ! »

Les règles ont été établies pour une bonne raison : pour éviter les dérapages et les dommages collatéraux provoqués par les sociétés de sécurité privées. Cependant, comme le souligne Hanna de *Afghan American Army Services*, « *un Ak-47 contre une lance-grenades, c'est perdu d'avance* ! ». Cela dit, au moins une des sociétés de transport a essayé de riposter au lieu de payer. Il s'agit d'une société US appelée *Four Horsemen International* (FHI). De nombreuses vies ont été perdues. FHI, comme d'autres sociétés, refuse d'en parler publiquement. Mais des professionnels du milieu m'ont raconté que les convois de FHI se faisaient attaquer à pratiquement chaque mission.

La plupart des sociétés de sécurité font ce qu'elles ont à faire pour survivre. Un manager vétéran américain en Afghanistan qui a travaillé ici comme soldat mais aussi comme sous-traitant privé sur le terrain m'a dit, « *Nous payons les chefs de guerre associés aux Talibans parce qu'aucun de nos appareils de sécurité n'est capable d'assurer la sécurité*. » Il s'agit d'un vétéran de l'armée avec des années d'expérience dans les Forces Spéciales, et il n'est pas content de la tournure des événements. Il dit que les forces armées américaines devraient au minimum essayer d'en savoir plus sur ceux qu'ils paient. « *La plupart des escortes sont réalisées par les Talibans*, » m'a dit un officiel d'une société de sécurité afghane. C'est un pachtoune et un ancien moudjahidin qui connaît bien la situation militaire et l'industrie de la sécurité. Il travaille pour une des sociétés qui transportent le matériel US. « *Maintenant que le gouvernement est si faible*, » a-t-il ajouté, « *tout le monde paie les Talibans.* »

Pour les fonctionnaires afghans du transport, le sujet ne mérite pas une attention particulière. Une femme que j'ai rencontrée était un chef d'entreprise extraordinaire qui a monté une société de transport dans un milieu dominé par des hommes. Elle m'a dit qu'une société de sécurité dont elle avait loué les services négociait directement avec les dirigeants Talibans dans le sud. Payer les dirigeants Talibans signifiait que ces derniers envoyaient une escorte pour éviter des attaques par d'autres groupes. En fait, a-t-elle dit, ils n'avaient besoin que de deux véhicules. « *Il n'en faut que deux* », m'a-t-elle dit. « *Un devant et un derrière*. » Elle a haussé les épaules. « *On ne peut pas travailler autrement. Autrement, c'est pas possible*. »

(...)

Article original The Nation 11 novembre 2009
Traduction partielle par VD Le Grand Soir 21 novembre 2009
Ndlr. * Aram ROSTON, journaliste d'investigation pour NBC News dont il est le producteur.

L'embargo contre Cuba

Suite de la page(14)
en produits agricoles et de boucherie. Allons, nos partenaires préférentiels.

La guerre froide a pris fin et les affaires se sont réchauffées. *"Les Etats-Unis peuvent se tromper dans leurs décisions politiques, mais surtout pas dans les affaires"*, déclare Roberto, un exilé qui critique l'hypocrisie du pays qui l'a accueilli, mais il le comprend car *«ce sont ses affaires»*. Ce qui l'indigne le plus c'est l'intransigeance des exilés cubains qui « *ne veulent pas changer parce qu'ils vivent de ça* ». Il ajoute: *«Et ils continuent de d'investir de l'argent dans n'importe quoi pour que le statut quo se maintienne encore pour plus de cinquante ans »*.


Le sénateur Bob Menendez d'origine cubaine

Lincoln Diaz-Balart, selon Public Campaign, a reçu 366.964 $, son frère Mario, 364.176, et Ileana Ross-Lehtinen, 240.050. McCain, 183.415, et le sénateur Bob Menendez d'origine cubaine, 165.800. Curieusement, les plus grands bénéficiaires dans la liste, à l'exception de l'indépendant Joseph Lieberman, sont désormais des démocrates, dont les quatre de la Floride. Ils faisaient partie de ceux auxquels il fallait demander de changer d'opinion. Les Diaz-Balart se sont fatigués de répéter que la levée de l'embargo n'est pas en danger car *«ils ont contrôlé la majorité des législateurs »*. Mais ils n'ont parlé que de leur capacité à convaincre des amis. Le lobbying est un art juridique étasunien qui fait bouger beaucoup d'argent et d'influence.

David Donnelly, directeur des campagnes de Public Campaign, a déclaré : *«Nous pensons qu'il s'agit d'un piège involontaire. Il s'agit de bonnes personnes qui se sont laissées prises au piège du système. Si les législateurs doivent consacrer beaucoup de temps à recueillir de l'argent ils n'ont pas d'autre choix que d'écouter ceux qui le leur donnent. Mais la réalité est qu'il semble y avoir une grande différence entre ce que veulent les citoyens et ce que certains politiciens défendent au Congrès »*. Le rapport fait mention d'au moins 18 députés qui ont changé leur point de vue sur Cuba après avoir reçu des dons.

Le comité d'action politique de l'US-Cuba Democracy Group, fondé en 2003, est le distributeur de l'argent. Son directeur, Mauricio Claver-Carone, a défendu *«la Constitution et le droit démocratique de soutenir les représentants alliés, tout comme le font les syndicats, la Chambre de commerce ou le comité des affaires publiques États-Unis-Israël, par exemple»*.

Version espagnole : *http://www.elpais.com/articulo/inte...*

Le Grand soir 1er Décembre 2009

La Terre

Suite de la page (12)
nombreux cas, les Etats ne représentent pas les intérêts populaires, mais plutôt ceux des grands acteurs économiques

SF : En cas d'échec à Copenhague, quel serait le scénario postérieur par rapport à la (déjà) grave situation climatique ?

LB : A mon avis, la frustration politique peut signifier un défi énorme pour la société civile, pour qu'elle se mobilise, fasse pression et promeuve des changements venus d'en bas. Je crois que la raison, la prudence et la sagesse viendront de la société civile. Cette dernière sera, aussi pour le climat, le principal sujet historique. Aucun changement réel ne vient d'en haut, il viendra d'en bas. Et malgré ce présent difficile, je crois qu'il ne s'agit pas d'une tragédie qui finira mal, mais d'une crise purificatrice, qui nous permette de faire un saut en direction d'un futur meilleur…

SF : Avec un programme commun pour sauver la Terre ?

LB : Une nouvelle bio-civilisation devrait reposer sur quatre axes essentiels :l'usage durable, responsable et solidaire des ressources et des services limités de la nature ;le contrôle démocratique des rapports sociaux, spécialement celui des marchés et des capitaux spéculatifs ; un ethos minimum mondial qui doit naître de l'échange mutuel multiculturel, basé sur la compassion, la coopération et la responsabilité universelles ; la spiritualité comme dimension anthropologique et non comme un monopole des religions. Elle doit se développer comme expression d'une conscience qui se sent partie d'un Tout majeur, qui perçoit une énergie puissante et qui représente le sens suprême de tout.

Source : e-changer
Traduit par H.P.Renk
Article original publié le 7 novembre 2009
Tlaxcala 30 novembre 2009

Honduras : Mascarade électorale

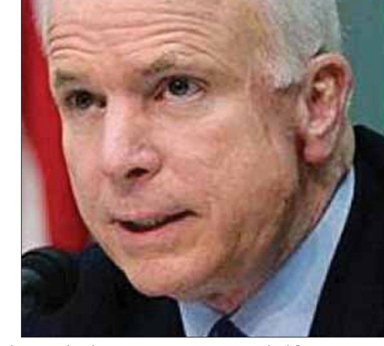
Par Maurice Lemoine

On pourra, certes, argumenter que les représentants du président constitutionnel Manuel Zelaya ont fait preuve d'une grande ingénuité en signant, le 30 octobre, l'accord dit de San José-Tegucigalpa avec ceux du putschiste Roberto Micheletti, sous le regard attentif - mais surtout la pression - du sous-secrétaire d'Etat étasunien pour l'hémisphère occidental Thomas Shannon. Ainsi donc, M. Zelaya, renversé le 28 juin, expulsé, et réfugié dans l'ambassade du Brésil (depuis le 21 septembre), après être rentré clandestinement dans son pays, serait restitué dans sa fonction, après consultation du Congrès. Un seul détail manquait : la date de cette consultation.

Ingénuité d'un côté - ce qui n'est pas un crime. Duplicité de l'autre - ce qui en est un, eu égards aux derniers développements de la situation. A la veille des élections générales du 29 novembre, le Congrès ne s'est pas réuni, le chef d'Etat légitime est toujours reclus dans la représentation diplomatique de Brasilia. La Cour suprême du Honduras, qui avait appuyé le golpe [putsch], s'est prononcée sans surprise le 26 novembre contre sa restitution. La consultation aura lieu sous le contrôle des autorités de facto. L'Accord stipulait également : « *Pour parvenir à la réconciliation et renforcer la démocratie, nous formerons un gouvernement d'unité et de réconciliation nationale composé de représentants des divers partis politiques et organisations sociales, reconnus pour leur compétence, leur honnêteté, et leur volonté de dialogue* (…) ». Un tel gouvernement a été constitué par le président illégitime - première anomalie - et, en signe de « réconciliation nationale », aucun membre du gouvernement de M. Zelaya n'y a été intégré.

Depuis la fin juin, le pari du régime de facto a été clair : gagner du temps, compter sur la fatigue et le désintérêt progressif de la « communauté internationale », puis lui vendre les élections comme « sortie de crise », blanchissant ainsi - comme on blanchit de l'argent sale - le coup d'Etat. Le vainqueur ne pouvant être, dans l'ordre naturel des choses, que M. Elvin Santos (Parti libéral) ou M. Porfirio Lobo (Parti national) [Lire : Qui est-il Porfirio «Pepe» Lobo Sosa ?, représentants du groupe de la douzaine de familles « propriétaires » du Honduras]. Cette stratégie a pu compter, en sous-main (sinon en première intention), sur l'aide de la secrétaire d'Etat des Etats-Unis Hillary Clinton. Le 18 novembre, au terme d'une visite à Tegucigalpa, le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Hémisphère occidental, M. Craig Kelly, a confirmé l'appui des Etats-Unis au processus électoral - et donc au coup d'Etat -, ajoutant cyniquement : « *Personne n'a le droit d'enlever au peuple hondurien le droit de voter et de choisir ses dirigeants*. » Tombant le masque, et dans la grande tradition des relations de l'Empire avec son « arrière-cour », les Etats-Unis accompagnent la politique du « fait accompli » d'un pouvoir antidémocratique, dictatorial et répressif.





Les Etats-Unis ont dépêché des membres de l'Institut national démocrate (NDI), présidé par l'ex-secrétaire d'Etat Madeleine Albright, (à droite) et de l'Institut international républicain (IRI), que préside l'ancien candidat à la Maison Blanche John McCain (à gauche)

Depuis le début de la gestion du président « intérimaire » (euphémisme en cours à Washington), on recense vingt-six personnes assassinées, deux cent onze blessées lors des actions de répression, sept attentats, près de deux mille détentions illégales, deux tentatives d'enlèvement et cent quatorze prisonniers politiques accusés de sédition.

Tandis que le président Zelaya demande le report des élections et a incité la population à poursuivre sa résistance pacifique, jusqu'au retour de la démocratie, plus d'une centaine de candidats se sont retirés - la majorité appartenant au secteur antiputschiste du Parti libéral auquel appartient M. Zelaya. Parmi eux, cinquante-cinq candidats députés, le maire de San Pedro Sula (deuxième ville du pays) et la postulante à la vice-présidence, pour le Parti libéral, une militante historique de ce parti, Mme Margarita Elvir.

Les médias opposés au coup d'Etat - Radio Globo, Radio Uno, Radio Progreso, Gualcho, etc. - sont placés sous surveillance constante ; Cholusa Sur a vu ses émissions interrompues. M. Micheletti - qui a annoncé son absence du pouvoir du 26 novembre au 2 décembre - menace de sanctions sévères les citoyens qui appellent à ne pas voter. Les militaires rassemblent d'importantes troupes dans la capitale et dans les grandes villes : douze mille soldats, quatorze mille policiers et cinq mille réservistes exerceront un contrôle direct sur les bureaux de vote et assureront « la régularité » des élections. Pour traiter des urgences, une partie de l'hôpital central de Tegucigalpa a été réquisitionnée.

Le Front national contre le coup d'Etat - une vaste alliance d'organisations populaires - a appelé au boycott de ce simulacre d'élection. L'Amérique Latine, emmenée par l'Argentine, le Brésil et les pays de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA : Bolivie, Cuba, Equateur, Nicaragua, Venezuela, etc.), exigent la restitution de l'ordre constitutionnel et de l'Etat de droit dans la nation d'Amérique Centrale. Ils ne reconnaîtront pas les autorités issues d'un processus réalisé sous un régime qui a usurpé le pouvoir. A l'instar de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Organisation des Etats américains (OEA), du Groupe de Río et de l'ALBA, aucun organisme multilatéral n'a accepté d'envoyer des observateurs. En revanche, les Etats-Unis dépêcheront des membres de l'Institut national démocrate (NDI), présidé par l'ex-secrétaire d'Etat Madeleine Albright, et de l'Institut international républicain (IRI), que préside l'ancien candidat à la Maison Blanche John McCain ; ces deux organismes reçoivent des fonds du Département d'Etat. Ainsi se trouve confirmé que, au-delà de la rhétorique permanente sur la démocratie, Washington n'en a pas terminé avec sa politique traditionnelle d'appui aux coups d'Etat et aux régimes autoritaires en Amérique Latine. Dans cette partie du monde, l'Etat de grâce dont jouissait le président Barack Obama appartient déjà au passé.

Le Monde Diplomatique. Paris, 27 novembre 2009

Un loup sous une peau d'agneau Qui est-il Porfirio "Pepe" Lobo Sosa?

Par María Laura Carpineta

Si les urnes ne créent pas de surprise demain, Porfirio « Pepe » Lobo Sosa sera le proche président du Honduras. Il dirigera un gouvernement que la majorité des pays voisins ne reconnaîtront pas, fera face à l'inconfortable situation d'avoir son prédécesseur prisonnier dans le pays, dans une ambassade, et aura à réunifier une société divisée entre la démocratie et le statu quo.



Porfirio « Pepe » Lobo Sosa

Ce n'est pas un contexte facile, mais son charisme et son pragmatisme lui ont déjà permis d'arriver comme favori aux élections aux mains des putschistes, sans rompre avec ses vieux amis de la gauche. « Les compagnons qui ont encore un contact avec lui disent qu'il continue d'être la personne accessible que nous avons connue », a raconté par téléphone Ramiro Vázquez, commandant du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN)

Suite à la page (18)

Lynne Stewart en prison : Quand la justice déraille

Par Claude Jacqueline HERDHUIN

Jeudi, le 19 novembre, le Juge John G. Koeltl a ordonné à Lynne Stewart, avocate spécialisée dans la défense des droits civils et militante de longue date, de se présenter immédiatement pour être incarcérée. Condamnée à 28 mois de prison le 16 octobre 2006 pour conspiration et soutien matériel au terrorisme, Lynne Stewart était en liberté conditionnelle. Cette femme de 70 ans a consacré sa vie aux pauvres, aux défavorisés, à la communauté noire et à la justice. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas les moyens de payer les services d'un avocat pouvaient frapper à sa porte. Aujourd'hui, Lynne Stewart lutte non seulement pour sa liberté, mais également pour la liberté de tous les Américains.

La justice américaine s'est intéressée au cas de Lynne Stewart seulement après le 11 septembre 2009. Rappelons que sa seule faute est d'avoir contrevenu aux mesures administratives spéciales (Special Administrative Measures, SAM) du bureau américain des prisons (US Bureau of Prisons). Elle avait été obligée de signer ces mesures pour pouvoir défendre le Cheik Omar-Abdel Rahman. Les SAM sont inconstitutionnels : elles violent le Premier Amendement ainsi que le Sixième Amendement de la Constitution américaine selon lequel, tout accusé a droit à un avocat et à être jugé par un jury d'État impartial dans l'État même où le crime a été commis et seulement pour ce crime. L'Administration Clinton n'a pas considéré Lynne Stewart comme une terroriste et une traître. À l'époque, son cas a simplement été considéré comme une faute administrative. Lynne Stewart a reçu une lettre à cet effet, et n'a pas pu rendre visite à son client pendant quelque temps. Puis, elle a pu reprendre ses visites au Cheik en prison et poursuivre son travail d'avocate. Ce n'est que le 9 avril 2002 qu'elle a



Lynne Stewart, avocate spécialisée dans la défense des droits civils et militante de longue date…

été arrêtée à son domicile par le FBI, quelques mois après les évènements du 11 septembre 2001 et dans un climat d'hystérie collective. Le soir de son arrestation, John Ashcroft, ministre de la Justice des États-Unis, est allé à l'émission populaire de David Letterman, Late Night Show, et a déclaré à toute l'Amérique que Lynne Stewart était une traître à la nation.

Aujourd'hui, les médias décrivent Lynne Stewart soit comme une terroriste et une traître qui mérite la pire punition, soit comme une héroïne. Mais elle n'est ni l'un ni l'autre. C'est une femme de 70 ans avec des années d'expérience de vie en tant que mère, grand-mère, activiste et avocate. Jeune femme blanche, elle s'est engagée et a lutté pour la cause de ses compatriotes noirs, parce qu'elle croyait dans la justice. Des décennies plus tard, elle

Suite à la page (18)

Uruguay : José Mujica à la présidence

(En dépit des pluies, plus de 90% des 2,5 millions d'électeurs inscrits sont allés aux urnes.)

En Uruguay, l'ancien guérillero José « Pepe » Mujica, qui a passé 14 années en prison sous la dictature militaire, a remporté l'élection présidentielle dimanche avec 51 % à 52 % des voix. C'est du moins ce qui ressort des sondages effectués à la sortie des urnes.

Candidat du Frente Amplio, coalition de gauche au pouvoir, M. Mujica était opposé à l'ancien président de centre-droit Luis Lacalle, qui a obtenu contre 44 % à 45 % des voix. Ce dernier a reconnu sa défaite. Ancien chef de l'État, il avait défendu les couleurs du Parti national. Durant la campagne électorale, il avait agité la menace d'une radicalisation socialiste en cas de victoire de son adversaire.



L'ancien guérillero José « Pepe » Mujica

Après l'annonce des résultats des sondages, José Mujica a fait une apparition devant des milliers de ses partisans. « C'est le monde à l'envers. C'est vous qui devriez être sur cette scène et nous en train de vous applaudir, car c'est vous qui avez mené cette bataille », a-t-il lancé à la foule. Il a aussi tendu la main à l'opposition, affirmant que « nous devons aussi nous souvenir qu'il y a des compatriotes tristes et qui sont nos frères de sang, et pour cela, il n'y a ni vainqueurs, ni vaincus! »

Le 26 octobre dernier, au premier tour de ce scrutin couplé à des élections législatives, José Mujica avait obtenu 49 % des voix, contre 29 % pour Luis Lacalle.

« Pepe » Mujica, cofondateur de la guérilla des Tupamaros dans les années 60, a été gravement blessé par balle en 1970, avant de passer 14 ans en prison avant et pendant la dictature (1973-1985).

M. Mujica ne cache pas sa sympathie pour le président vénézuélien Hugo Chavez, mais il affirme que son modèle est le chef de l'État brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, partisan d'une gauche plus modérée.

Radio-Canada, Agence France Presse et Reuters 30 novembre 2009

Honduras : 65 à 70 % d'abstention dans un pays très militarisé

Le Front National De la Résistance ainsi que Zelaya dénoncent l'échec de cette farce électorale. Le Front National de la Résistance avait appelé Hier, dimanche à une journée de "couvre feu", rester chez soi, ne pas aller voter, ne pas non plus s'exposer à la violence et répressions, qui n'ont jamais cessé. 65 à 70 % d'abstention ! C'est du jamais vu pour le Honduras, à tel point que les bureaux de vote ont fait une heure de prolongation.

C'est une victoire pour le Front National de la Résistance, Zelaya, ces résultats donnent à voir les rapports de forces en présence, donneront un point d'appui pour que certains pays indécis de l'échiquier international ne reconnaissent pas ces élections, qui ne sont pas légitimes et qui n'auraient jamais eu lieu sans le soutien actif d'Obama, des Etats Unis. Le Front National de Résistance appelle à une grande manifestation aujourd'hui pour célébrer cette victoire du peuple.





Les partisans du président hondurien Manuel Zelaya mobilisant les gens à ne pas participer aux élections générales du 29 Novembre

800 militaires US présents au Honduras pour contrôler les «élections»

29 Novembre 2009 - Au Honduras, les un peu plus de cinq mille points de vote, gardés par 30 000 policiers et militaires professionnels, plus 5 000 «réservistes» que personne ne connaît et 800 «experts» Américains, d'origine latine, ouvriront ce dimanche pour célébrer les élections qui ont lieu sous la dictature de Roberto Micheletti. A tout cela s'ajoute la dénonciation par Amnesty International d'une information selon laquelle le gouvernement de Micheletti vient d'acquérir « 10 000 grenades lacrymogènes et 5 000 armes pour les lancer» afin de les utiliser «en cas d'urgence ».

Le journal argentin Clarin informe que 800 militaires sont placés à des points-clés du pays - tentant de se faire passer pour des citoyens du Honduras - pour éviter des actes de violence et contrôler les passages aux frontières qui pourraient devenir zones de conflit. Les soupçons se portent sur la frontière sud, avec le Nicaragua, ajoute le journal.

Source: http://www.aporrea.org/tiburon/n146226.html

Cuba si Lorraine 30 Novembre 2009

Suite de la page(17) Lynne Stewart en prison : Quand la justice déraille

a défendu le Cheik Omar-Abdel Rahman, parce qu'elle croyait toujours dans la justice.

Aujourd'hui, elle est en prison et elle croit encore dans la justice. Même si son procès nous ramène des années en arrière, durant la pire période qu'ont connue les États-Unis, à savoir le McCarthisme. Dans sa conférence de presse du 17 novembre, elle a dit être trop âgée pour pleurer, mais que cela faisait trop mal pour ne pas pleurer. Elle a également mis en garde les autres avocats de la défense : « *C'est un avertissement pour les autres avocats*. [Le gouvernement leur envoie le message] *Ne défendez pas vos clients avec trop de vigueur, ne faites pas de zèle* ».

Je connais Lynne Stewart depuis cinq ans. La première fois que j'ai entendu parler d'elle, c'est dans les journaux, en 2004. Ils décrivaient Lynne Stewart comme une terroriste et, avec mon mari, nous avons décidé de la contacter pour voir ce qui s'était réellement passé et qui elle était. Nous avons décidé de faire un documentaire sur son cas pour découvrir ce qui est arrivé. Nous nous sommes efforcés d'être aussi neutres que possible. Des années après, je peux affirmer que la seule erreur de Lynne Stewart a été sa trop grande confiance. Elle croyait en la justice et le gouvernement des États-Unis l'a trahie en :

- s'attaquant au droit de la liberté de parole et de presse, et au droit qu'a le peuple d'adresser des pétitions au gouvernement pour obtenir la réparation de torts ;

- s'attaquant au droit de tout accusé d'être assisté d'un avocat pour sa défense, en intimidant la défense ;

- s'immisçant dans les conversations privées, les rencontres en privé entre avocat et client, les fax, les lettres et les e-mails pour recueillir des « preuves ».

Pour envoyer une lettre à Lynne Stewart, écrivez :
Lynne Stewart
#53504-054
MCC-NY
150 Park Row
New York, NY 10007

Vous pouvez aussi téléphoner ou écrire au Président Obama :
The White House
1600 Pennsylvania Avenue NW
Washington, DC 20500
Veuillez inclure votre adresse électronique
Numéros de téléphone
Commentaires : 202-456-1111v
Standard : 202-456-1414
http://www.whitehouse.gov/CONTACT/

*Scénariste, assistante-réalisatrice et auteure

L'Observateur 24 novembre 2009

Pepe Lobo Sosa

Suite de la page (17)

et l'un de ses anciens compagnons d'étude à l'École Supérieure des Cadres Politiques de la disparue Union Soviétique.

Cela ne plaît pas trop à Lobo de parler de ce passé. Il ne le nie pas, il fait simplement comme s'il n'avait jamais eu lieu. Cella fait presque trente ans qu'il représente l'un des piliers conservateurs du pauvre et violent Honduras et défend le néolibéralisme prôné depuis Washington à toute la région. Dans sa page Web, sa biographie insiste sur son passage par l'université de Miami, sa grande expérience comme l'un des principaux producteurs honduriens de maïs et de soja et son engagement inébranlable avec l'Église Catholique. Lobo a le parcours d'un digne fils de l'oligarchie hondurienne, si l'on ne gratte pas trop pendant la décennie violente des années soixante-dix.

En 1970 il était récemment revenu de Miami avec un diplôme d'administrateur d'entreprises sous le bras. Il avait tout pour commencer à grimper dans l'entreprise de son père, mais la répression sanglante des juntes militaires à cette époque et les airs révolutionnaires qui parcouraient l'Amérique centrale l'ont enveloppé et entraîné vers un monde différent. Il n'y a pas beaucoup de récits de l'époque, mais des membres du feu Partie Communiste hondurien, soutiennent que Lobo était leur trésor le mieux caché.

« A cette époque arrivaient en URSS des dirigeants et des militants qui vivaient dans la clandestinité. L'ami Lobo a fait partie de la délégation du PC du Honduras », se souvient Vazquez, commandant du FMLN, le groupe de guérilleros du Salvador qui au début de cette année a pris le pouvoir à travers les urnes. Les cours ont eu lieu en 1974 et ont duré six mois. Vazquez s'en souvient comme une époque d'effervescence politique et de l'idéalisme extrême, dans lequel l'engagement de personnes comme Lobo faisaient croire que la révolution était possible. « Tous nous discutions de ce que Porfirio Lobo faisait au sein des révolutionnaires. C'était un homme dédié à la lutte ; il avait renoncé à sa classe à cause de la brutalité de la dictature et il s'était mis du côté du peuple sans protection», a raconté le salvadorien.

Mais en plus de son engagement, Lobo se distinguait parmi ses camarades pour sa bonne humeur imperturbable et son amabilité. Le jeune Hondurien ne se mettait jamais en colère pendant les discussions politiques, se souvient Ramirez, et il avait toujours envie de discuter et de connaître des gens nouveaux. « Il avait la mine d'une bonne personne et il continue à l'avoir », résume son ex-collègue.

Et tel semble être le secret de Lobo. Tout ayant changé de camp, changé complètement son discours, et devenu le dirigeant favori de l'establishment putschiste et néolibéral de son pays, le candidat du Parti National a réussi à maintenir de bonnes relations avec la droite la plus réactionnaire qui a poussé au coup d'État il y a cinq mois et, en même temps, à conserver un bon dialogue avec les fonctionnaires zelayistes et les organisations de droits de l'homme. « Pepe Lobo est avant tout un homme pragmatique et avec un homme pragmatique on peut toujours parler », a répété plusieurs fois à notre journal un négociateur zelayista pendant les mois qu'a duré le dialogue manqué entre le président renversé Manuel Zelaya et le dictateur Roberto Micheletti. Selon la même source, Pepe, comme les honduriens le connaissent, avait garanti aux négociateurs étasuniens le vote pour restituer le président légitime. Mais Micheletti et ses hommes ont réussi à retarder le vote après les élections et l'accord a échoué avant qu'il ne pût jouer sa partie.

À plusieurs reprises, Lobo a réussi à se réinventer et se re-crédibiliser sous les yeux de ses alliées et rivaux. La première fois fut quand il a abruptement quitté la clandestinité et les rangs communistes. La deuxième, il y à peine quatre ans, quand il s'est présenté pour la première fois comme candidat à la Présidence. Conseillé par un ex-rédacteur des discours de Ronald Reagan et de George Bush père, le propriétaire terrien souriant a parcouru le pauvre et violent pays d'Amérique Centrale en brandissant une sculpture d'un poing de fer. Sans nuances. Son message était la main forte et sa proposition, réinstaller la peine capitale.

La stratégie a échoué et un inconnu Manuel Zelaya a gagné avec un décompte des voix très controversé. « Les groupes du pouvoir économique ont tranché parce que Pepe était pour eux un communiste ou, au moins, de moindre confiance que Zelaya », s'est récemment souvenu dans le quotidien La Jornada du Mexique l' unique candidat présidentiel progressiste qui participera demain, Carlos Ham. Cela lui a pris quatre ans et un retournement inespéré de Zelaya vers le socialisme du XXIe siècle de Hugo Chavez pour convaincre ses amis entrepreneurs de son engagement inconditionnel envers le marché. Il a réussi à réaffirmer son appartenance de classe, comme diraient ses vieux camarades.

En tant que leader de l'opposition, il a critiqué les mesures redistributives de Zelaya, mais il n'a pas été son rival le plus acharné. Un mois avant le coup d'état, Pepe avait accepté en rechignant la consultation populaire pour convoquer une Assemblée Constituante. « Il faut écouter la clameur populaire », avait-il remarqué. Plus tard il a appuyé la dictature, mais toujours en jouant avec l'ambivalence. « Je ne vais pas prendre part ni pour Zelaya et ni pour Micheletti », martelait-il chaque fois que la presse lui demandait sa position face du coup d'état.

Ses détracteurs n'ont pas de doute que Pepe prît position pour Micheletti et sa dictature, mais encore ils le séparent du reste. « Cela ne m'a aucunement surpris que Pepe ait appuyé le coup, après tout il militait dans un parti conservateur. C'est une personne qui a une certaine noblesse, mais liée au statu quo » le définit Andrés Pavón, président du Comité pour la Défense des Droits de l'homme en Honduras. Paon connaît bien Lobo depuis sa jeunesse, quand il militait dans cette organisation. « Nous maintenons un lien personnel, avant le coup d'état nous bavardions. Je l'ai appelé une journée avant le coup pour lui demander ce qui se passait, mais il ne m'a pas répondu. Je n'ai pas essayé à nouveau », a-t-il raconté dans une conversation téléphonique avec notre quotidien.

S'il gagne demain, Lobo a promis d'être à la tête d'un gouvernement d'unité nationale et de réconcilier les Honduriens. L'un de ses vieux compagnons ne croit pas que cette fois son sourire et son charisme indubitable y parvienne. « C'est très difficile qu'il puisse réunifier son pays. Pour le faire il devrait respirer un grand coup et beaucoup se souvenir de ses années de jeunesse et de contact avec les plus pauvres et sans protection », a suggéré depuis le pays voisin du Salvador, son ex-camarade de classe Ramiro Vazquez.

Traduit de l'espagnol pour El Correo par : Estelle et Carlos Debiasi Buenos Aires, le 28 Novembre 2009

HONDURAS : les élections sont un piège tendu par le monstre à deux têtes : Roméo Vasquez et Micheletti

Par Roberto Sosa*

L'écrivain Roberto Sosa vient d'engager l'édition d'un livre sur la littérature hondurienne et avant même la question relative à une future compilation de la Poésie en Résistance et les effets du terrorisme d'Etat contre les écrivains, il pointe l'ignorance de fait du régime : « Je ne sais pas jusqu'à quel point les putschistes prennent la littérature au sérieux, pour avoir une réponse violente comme celle que nous avons vécu antérieurement. Ce que nous voyons aujourd'hui c'est une nouvelle forme qui tend vers la guerre sale que nous avons connue dans les années 80 avec ses listes de personnes qui ont été assassinées, emprisonnées – je me souviens que je figurais dans l'une de ces listes- et la peur se propageait un peu partout. Il y avait alors des possibilités de persécution. Mais maintenant les livres sont publiés et distribués. Je ne crois pas que les écrivains souffrent de persécution même si la crainte demeure. »

Mario Casasús : Quels sont les critères retenus pour rassembler une anthologie de la poésie en résistance au coup d'Etat ?

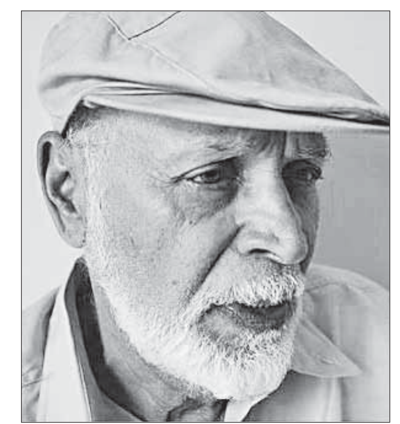
Roberto Sosa : « Nous devons recourir à un examen qualitatif minutieux. La difficulté vient de la ligne de partage difficile entre qualité et quantité. Il m'est arrivé de lire des vers d'un goût douteux mais il y a des poèmes qui sont excellents. L'anthologie devra inclure des poètes étrangers qui ont aussi écrit des textes. D'un autre côté ils pourront suggérer des images qui viendront en plus de la narration, de la prose pour former un ensemble contestataire au coup d'Etat. Je ne me suis jamais vraiment posé la question mais je pense qu'il existe quelque possibilité de se rassembler avec d'autres personnes et d'éditer un livre. »

MC. Cette anthologie est-elle destinée aux lecteurs honduriens où plutôt à une diffusion en Amérique latine ? Y aurait-il des menaces de persécution envers la littérature ?

RS. « Je ne crois pas que la persécution aille jusqu'à une telle extrémité. Je ne sais pas jusqu'à quel point les putschistes prennent la littérature au sérieux, pour avoir une réponse violente comme celle que nous avons vécue antérieurement. Ce que nous voyons aujourd'hui c'est une nouvelle forme qui tend vers la guerre sale que nous avons connu dans les années 80 avec ses listes de personnes qui ont été assassinées, emprisonnées – je me souviens que je figurais dans l'une de ces listes- et la peur se propageait un peu partout. Il y avait alors des possibilités de persécution. Mais maintenant les livres sont publiés et distribués. Je ne crois pas que les écrivains souffrent de persécution même si la crainte demeure. »

MC. Est-ce qu'il y a des noms qui reviennent de la guerre sale à l'actuelle dictature de Micheletti ?

RS. « En réalité, durant les années 80, il y avait deux leaders de la guerre sale : Gustavo Adolfo Martinez - aujourd'hui décédé- et Billy Joya qui a dirigé le processus d'élimination physique et d'emprisonnement à cette époque. Actuellement il est « conseiller » du gouvernement putschiste. On s'attend à ce qu'il utilise les mêmes méthodes que durant les années 80. Il se pourrait qu'il restaure et accentue la torture et les assassinats. C'est des



Roberto Sosa poète Hondurien. Né en 1930 à Yoro, Honduras. On le considère comme l'un des grands poètes d'Amérique Centrale et spécialement du Honduras. Son oeuvre est traduite en plusieurs langues. En 1990 la France lui a remis le titre de "Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres".

choses qui pourraient arriver. Le Comité des Familles de Prisonniers et Disparus du Honduras (COFADEH en espagnol – Ndt) pourrait t'en parler d'une manière plus précise. »

MC. Est-ce vous avez été tenté de quitter le Honduras lors de voyages au Nicaragua et en République Dominicaine ?

RS : « Je suis allé au Nicaragua sur les conseils de plusieurs amis avec l'idée que j'aurais pu quitter le Honduras. A Managua j'étais en contact avec le Président de la République Manuel Zelaya. J'ai discuté avec lui, je l'ai connu un peu plus, c'était une période difficile pour retourner à Tegucigalpa du fait du couvre-feu, des contrôles militaires à la frontière, les fouilles et j'avais peur de revenir ici. Je suis resté un mois à Managua, mais j'ai dû revenir au Honduras à cause de problèmes familiaux. Mon voyage en République Dominicaine a seulement été consacré à la lecture de poésies. Cela a été du repos pour moi. J'y ai rencontré de vieux amis comme Jorge Boccanera, le poète argentin, qui m'a proposé de faire un livre sur la littérature hondurienne. Je suis en train de travailler là-dessus, mais je n'ai pas encore le titre. Comme je l'ai dit, ils m'ont demandé un article pour la presse étasunienne. C'est ainsi que j'ai été amené à converser avec le Président Zelaya au Nicaragua. Ainsi nous avons été qualifiés de « nazis-fascistes » par la dictature de Micheletti. »

MC : Comment apprécies-tu la rupture du dialogue et la farce électorale des putschistes ?

RS : Une fois rompu, le dialogue est resté lettre morte. Déjà qu'il n'y avait pas de réelles applications et Micheletti lui-même, a dit qu'il ne veut rien savoir des putschistes. Il me semble que la rupture du dialogue est un avantage pour Micheletti qui n'est pas embarrassé par des engagements sinon que lui se reportera à d'autres instances loin de tout le jeu métaphorique. Emanant des putschistes mêmes, nous lisons une série de mensonges. Micheletti a toujours joué sur certaines tactiques dilatoires avec des déclarations présumées de caractère officiel par le biais du Congrès et la farce des élections. Mais il me semble que tout cela est une monstrueuse manipulation du monstre à deux têtes , Roméo Vasquez et Micheletti solidairement unis d'une manière en apparence immuable. En plus de ces deux là, il y a l'oligarchie et l'église hondurienne qui constituent la base sur laquelle s'appuie leur arrogance.

Micheletti doit restituer le pouvoir sans conditions, ni compromis afin qu'une Assemblée constituante soit convoquée. J'imagine que les putschistes craignent cela d'autant que le Président Zelaya a rejeté toute forme d'amnistie. De toute façon les élections seraient invalidées sans une restitution pleine et entière du pouvoir. Le rejet de cette farce électorale est général bien que j'aie entendu dire que le gouvernement des Etats-Unis accepterait le résultat des élections. La résistance est l'expression d'une force sociale, d'une conscience de classe, elle se reconnaît ainsi dans un groupe social et en cela elle prend la forme d'une force politique. Il est connu de tous qu'il n'y a jamais eu de guérilla au Honduras placé sous « protectorat » des Etats-Unis. Ici ils construisaient un énorme porte-avion point d'appui de l'opposition armée et de tous les secteurs réactionnaires du Nicaragua et du Salvador. Personne ne s'attendait à un coup d'Etat au Honduras. Cela aurait supposé que les militaires soient banquiers, industriels et appartiennent à une élite économique. Actuellement nous voyons au Paraguay une tentative de coup d'Etat, bloquée à temps.

Le Honduras constitue un précédent en Amérique latine. Les militaires putschistes ici comme ailleurs, sortent tout droit de l'Ecole des Amériques.

J'en suis à la conclusion qu'une des raisons du coup d'Etat était que le Président Zelaya se proposait de construire une route jusqu'à la base militaire des Nord-américains au Honduras (Palmerola). Auparavant les installations militaires étaient intouchables. Imagine que la base de Soto Cano soit transformée en aéroport commercial et que les étasuniens soient expulsés du Honduras. Il me semble que cette éventualité a pu déclancher le coup d'Etat. Bien évidemment le régime imposé par le coup d'Etat à été reconnu par le Pentagone. Là se dessine l'ombre de John Dimitri Negroponte.

MC : Une autre raison du coup d'Etat est d'empêcher la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante. Pourquoi cette convocation fait-elle l'unanimité ?

RS : Les intellectuels honduriens sont tous favorable s à l'installation de la « Cuarta Urna » qui émanera d'une Assemblée Constituante, base légale des véritables changements au Honduras. C'est là que se situe le problème. L'oligarchie ne veut pas que le peuple s'exprime.

MC : Je vous ressens comme un poète ayant une notoriété internationale. Les putschistes ont-ils tenté de se rapprocher de vous ? Et pourquoi ne pas avoir assisté à « l'hommage à Roberto Sosa » durant les « Jeux Floraux » de 2009 ?

RS : Ils avaient décidé de donner mon nom à la 20e édition des Jeux Floraux et je leur ai dit que je n'y voyais pas d'inconvénient. En fait ils essayaient de jouer sur la vanité de tout écrivain. Je me sentais écartelé parce que au Honduras personne n'est encouragé à écrire de la poésie comme au Nicaragua, au Salvador ou au Mexique. J'ai dit que j'acceptais mais que je ne pouvais pas y participer pour les raisons que j'évoquais plus haut. A la vérité je ne suis pas sûr qu'il y ait eu une recherche de rapprochement officiel. Je ne sais pas qui sont les organisateurs des « Jeux Floraux ». Au Honduras, nous les intellectuels, les poètes, n'avons aucune relation avec la dictature de Micheletti. Auparavant, un certain « intellectuel Hondurien » a servi de point d'appui au gouvernement aux travers de déclarations publiques ou privées.

MC : Durant les années 80 sont apparus sur les murs, des vers de Roberto Sosa. Actuellement une chanson revient sans cesse : « La casa de la justicia » mis en musique par Rosario Rodriguez et interprétée par Karla Lara. Que signifie pour vous la lecture et l'écoute de ces vers alors que l'on suppose ces thématiques dépassées ?

RS : Mon poème La Casa de la Justicia a pris de l'ampleur parce ce qu'elle reflète jusqu' à un certain point la truculence juridique depuis le coup d'Etat. Actuellement j'ai observé que sur certains murs des jeunes écrivent quelques uns de mes vers. Cela me fait plaisir que mon travail soit pris en compte. La littérature est une forme de contribution au sauvetage de notre dignité.

MC : Dans cette situation depuis

Suite à la page (20)

Les pauvres

Les pauvres sont nombreux
Voilà pourquoi
Il est impossible de les oublier.

Ils voient
Certainement
L'aube venue
De multiples édifices
Dans lesquels
Ils aimeraient vivre avec leurs enfants.

Ils peuvent
Porter sur leurs épaules
Le cercueil d'une étoile.

Ils peuvent
Détruire l'air tels des oiseaux furieux,
Assombrir le soleil.

Mais ignorants leurs trésors
Ils entrent et sortent par des miroirs de sang ;
Ils marchent et
meurent lentement.

Voilà pourquoi
Il est impossible de les oublier.

Roberto Sosa

Ghetto Biennale

Que se passe t-il lorsque le monde de l'art occidental se frotte au monde de l'art du tiers-monde? Est-ce que ça saigne? Ghetto Biennale: Un Salon des Refusés du 21ème siècle.

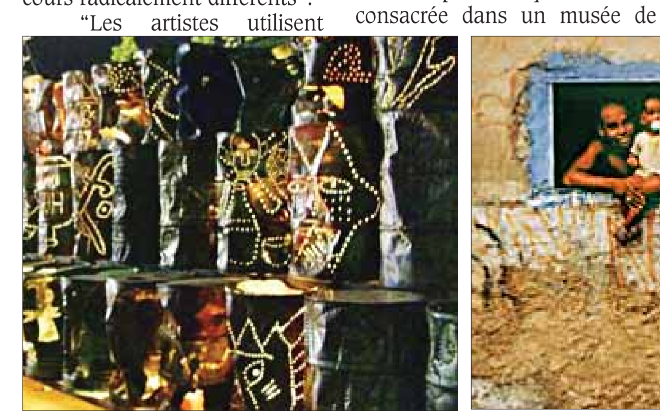
Les "Sculpteurs de la Grand Rue" est une communauté d'artistes qui vit dans les quartiers populaires du bas de Port-au-Prince, Haïti. Ce groupe d'artistes est le plus novateur qu'ait connu le pays au cours des dix dernières années. Leur production est le reflet d'une vision exacerbée de la société, de la culture et de la religion qui les entourent et à travers leurs créations ils ont fait entrer l'art haïtien dans le XXIème siècle. Jean Hérard Celeur, André Eugène et Guyodo sont à l'origine du mouvement, qui comprend sept ou huit autres sculpteurs plus jeunes, dont les oeuvres sont toutes d'une grande puissance. Leurs oeuvres ont ouvert des fenêtres totalement nouvelles sur les possibilités créatrices d'un art inspiré du vodou. Leurs collages sculpturaux et "musculaires" aux multiples moteurs, entrailles d'ordinateurs, téléviseurs, vestiges médicaux, crânes, débris de bois transforment les détritus d'une économie en faillite, en des totems post-apocalyptiques.

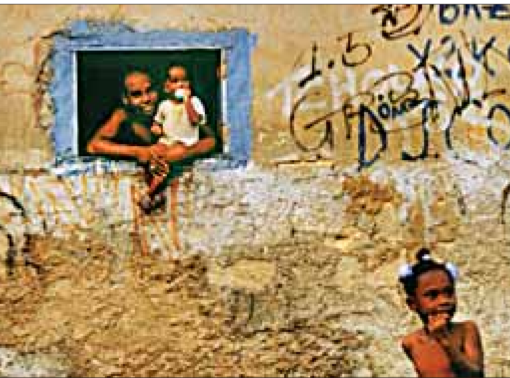
En 2009, les "Sculpteurs de la Grand Rue" tiendront leur première "Ghetto Biennale". Ils inviteront artistes, réalisateurs, universitaires, photographes, musiciens, architectes et écrivains à investir le quartier de la Grand Rue de Port-au-Prince, Haiti, afin de créer ou témoigner d'oeuvres qui y seront montrées ou qui y seront produites. Selon les mots de l'écrivain, John Keiffer, cela sera un "troisième lieu"... un évènement ou un moment créé grâce à la collaboration entre artistes aux parcours radicalement différents".

"Les artistes utilisent tous les détritus de l'économie post-coloniale qui se sert d'Haïti comme d'une déchetterie. Aujourd'hui, ils retournent le compliment, en créant des assemblages et bricolages étonnants, qui expriment à la fois la détresse tout autant que la créativité sans fin d'Haïti et du vodou. J'ai visité leurs ateliers de la Grand Rue à plusieurs reprises au cours de ces quatre dernières années. J'ai eu la chance de voir leurs sculptures naître à partir des matériaux récupérés, dans un chantier installé sur un bout de rue, un bout de ville sur un bout de pays. Mais ce n'est pas tout, il faudrait ajouter que tout comme Haïti, leur sculptures semblent exprimer la créativité débordante d'un peuple qui est simultanément le plus pauvre économiquement et plus riche artistiquement du Nouveau Monde". Professor Donald Cosentino, World Arts and Cultures, University of California-Los Angeles.

Se forger une carrière artistique est difficile pour un artiste haïtien issu des milieux populaires. Refusés de visa pour les Etats-Unis, les artistes de la Grand Rue n'ont pu assister à la soirée d'ouverture d'une exposition qui leur était consacrée dans un musée de Miami. Le manque de soutien du gouvernement les exclut financièrement de toutes les rencontres artistiques internationales majeures. A cela, les artistes répondent en accueillant la "Ghetto Biennale", le premier festival des arts situé dans un quartier populaire d'un pays en voie de développement. L'évènement explorera ce qui se passe quand des artistes aux univers résolument opposés, se rencontrent, quand les objectifs de l'art occidental rencontrent la réalité artistique du tiers-monde et, quand les artistes du monde développé essayent de créer dans le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. L'artiste haïtien, André Eugène dit " la Ghetto Biennale représente un changement positif dans mon quartier. Elle nous donne une chance de montrer un autre visage de la vie dans les ghettos de Port-au-Prince. Je pense que nous avons beaucoup à offrir et beaucoup à apprendre"

L'artiste malaysien Simryn Gill dit en parlant de son implication potentielle dans la "Ghetto Biennale": "La manière dont on décrit le processus de création chez les artistes haïtiens, est très stimulante et attirante pour moi. Parfois, il semble que nous ayons mis derrière nous l'art de faire, de former, de transformer les matériaux avec passion et courage, et l'art ainsi est devenu un domaine de l'intellect et même de la timidité, ...





La Ghetto Biennale nous donne une chance de montrer un autre visage de la vie dans les ghettos de Port-au-Prince

Kathy Acker, André Breton, Maya Deren, Katherine Dunham, Graham Greene, Jerzy Grotowski, Langston Hughes, Zora Neal Hurston, & Genesis P.Orridge, tous ont visité Haïti et se sont inspirés dans leur créations.

DVD disponible sur demande "Atis-Rezistans: the sculptors of Grand Rue"
http://www.atis-rezistans.com
Informations et contact:
Leah Gordon:
Leahgordon@aol.com
44.7958.566791 cell (UK)
44.20.8533.1250 landline (UK)
Myron Beasley:
performbrazil@gmail.com
207.786.6437 (US)

Honduras

Suite de la page (18)

le coup d'Etat, la nécessité d'écrire une poésie sociale renaît-elle ?

RS : Oui, oui, j'ai besoin d'écrire pour faire face à l'adversité et notre réaction c'est de contester. Depuis, un des textes parmi les plus complexes à aborder est la réponse politique – dans laquelle nous devons avancer avec prudence- ainsi nous parlons du sauvetage du pamphlet . On ne peut pas ne pas penser en pamphlétaire. Précisément, j'ai un livre qui s'appelle : Honduras poésie politique, avec des textes extraordinaires de la nouvelle génération – comme le poète Fabricio Estrada-, il y a des textes possédant une forte résonance, une virulence parfois excessive. Le théâtre est une autre forme pour visualiser la crise. Il s'agit d'œuvres de lutte contre les protagonistes du coup d'Etat. Les artistes en résistance sont en train de faire ça.

MC : Finalement, pour nous débarrasser de la « mauvaise haleine » du coup d'Etat. Dans quel pays de l'Amérique latine et du reste du monde vous avez senti le meilleur « retour » ?

RS : J'entretiens une correspondance avec des poètes argentins, comme notre ami Jorge Boccanera, avec des poètes costaricains, nicaraguayens. Au Mexique j'ai plusieurs amis écrivains. Avec les possibilités du courrier électronique, qui va très vite, j'ai des contacts étroits avec des écrivains espagnols, bien que j'aie remarqué leur silence (rires). En France, j'ai publié trois livres et j'ai l'intention de publier une édition bilingue – anglais / espagnole- de l'ensemble de mon travail sous le titre « *El regreso del río* ». Et bien entendu Cuba. Lors du 50e anniversaire de la Révolution ils m'ont appelé pour me demander l'autorisation d'éditer mon livre : « *Un mundo para todos dividido* » (1971). Quelques uns de mes vers ont fleuri sur les murs. J'ai eu aussi des lectures un peu partout dans l'île. Je conserve encore mon premier livre édité par la Casa de las Américas qui a bénéficié, a ma grande surprise, d'un tirage énorme de 20.000 exemplaires et qui a reçu un très très bon accueil.

*****Roberto Sosa**, *Prix national de littérature du Honduras (1972), est l'auteur de : Caligramas (1959) ; Muros (1966) ; Mal interior (1967) ; Breve estudio sobre la poesia y su creacion (1967) ; Los pobres (1968) ; Un mundo para todos dividido (Prix de la Maison des Amériques 1971) ; Prosa armada (1971) ; Secreto militar (1985) ; Hasta el soy de hoy (1987) ;Obra completa (1990) ; Mascara suelta (1994) ; El llanto de las cosas (1995) ; Alta es la noche y Morazan vigila (2009) y Olancho. La cuarta pregunta (2009) entre autres essais et anthologies poétiques.*

Source : CLARIN, Mario Casasús
Traduction Michel Veysset
La revolucion vive 27 novembre 2009